

De la Politique en Iran

Théo Cosme





Les éditions Senonevero s'attachent à la publication d'une théorie critique du capitalisme, c'est-à-dire une théorie de son abolition. Une époque est maintenant révolue, celle de la libération du travail, celle du prolétariat s'affirmant comme le pôle absolu de la société : l'époque du socialisme. La révolution sera l'abolition du mode de production capitaliste et de ses classes – le prolétariat comme la bourgeoisie – et la communisation des rapports sociaux. En deçà, il n'y a aujourd'hui que la promotion de la démocratie, de la citoyenneté, l'apologie de l'alternative. Ces pratiques et ces théories n'ont d'autre horizon que le capitalisme. De la période actuelle à la révolution, nul ne connaît le chemin à parcourir : il est à faire, donc à comprendre, par des analyses et des critiques diversifiées. Nous en appelons l'élaboration. Lutte contre le capital, lutte à l'intérieur de la classe elle-même, la lutte de classe du prolétariat n'est pas le fait de muets et de décérébrés : elle est théoricienne – ni par automatisme, ni par choix. Comme la production théorique en général, nos publications sont activités. Leur nécessité est leur utilité.

ISBN : 978-2-9516460-8-7

Éditions SENONEVERO, novembre 2010

ARHIS, 8, rue Chateaufort, 13001 Marseille

<http://www.senonevero.net>



THEO COSME

De la politique en Iran

Préface de HABIB SÂÏ





Quand l'analyse éclaire l'intuition !

Nous attendons, en général, de la théorie qu'elle fournisse, dans la mesure du possible, une justification rationnelle à nos pensées, croyances et jugements et qu'*in fine* elle les améliore et qu'elle soit une aide pour nos prises de décision. Quand on aborde une lecture, en fonction de la matière et du sujet traité, nous adoptons des approches différenciées, c'est-à-dire que nous mobilisons des capacités langagières et cognitives différentes selon ce que nous nous apprêtons à « lire ». De façon instinctive, nous faisons appel, selon le cas, aux différentes fonctions de notre esprit et mobilisons plutôt une capacité qu'une autre, entre le raisonnement, la mémoire, l'affect, l'instinct, la sensibilité, etc. Pensez aux différentes approches que vous avez quand vous lisez un roman, un poème, une bande dessinée, une étude économique, un mode d'emploi, une prière... Nous utilisons le mot « lire » pour une grande variété de mobilisations de nos capacités mentales, et ce qui les assemble c'est, comme dirait Wittgenstein, « un air de famille », sans qu'on puisse les définir de manière précise.

Quand il s'agit d'un texte politique, nous sommes d'emblée placés dans la sphère de la rationalité et dans un mode de lecture qui fait que tout le discours politique s'insère dans une lignée de propositions du même niveau : on ne change généralement pas de registre. Et

rare sont les textes qui nous font basculer d'un niveau à un autre, qui arrivent à rassembler de façon synthétique des éléments de notre conscience (ou même des éléments relevant de l'inconscient) pour proposer une vision claire et globale qui devient elle-même sujet de réflexion et d'analyse critique. Ce sont des textes qui, par leur justesse éclairent nos questionnements ou même nos perplexités, qui poussent l'intuition vers la compréhension, qui arrivent à éliminer la question et enlever nos perplexités, comme « on enlève un pli sur un tissu » (L. Wittgenstein).

Après les élections présidentielles du mois de mai 2009 en Iran, et le mouvement de contestation qui s'en est suivi, grâce aux vidéos instantanées postées sur YouTube et les réseaux sociaux, le monde entier était témoin des scènes d'affrontements entre la population et les forces de l'ordre. On y voyait des gens scander et porter des pancartes, les slogans qui se radicalisaient de jour en jour, qui sont partis de *Where is my Vote* pour arriver à *Mort à Khamenei*, des affrontements, des manifestations monstres ou ponctuelles, des affiches brûlées ; des motocyclistes attaquant et attaqués, etc.... On avait pris l'habitude de tout voir, tout accepter, même quand des voitures des pasdarans¹ écrasaient des manifestants ou quand la jeune « Neda » s'est effondrée en pleine rue et que l'on a vu, presque en direct, le sang couler de son visage sur la chaussée.

1. Les Gardiens de la Révolution islamique (*Sepah-e Pasdaran-e Enghelab-e Islami*) sont une organisation paramilitaire iranienne, distincte et parallèle à l'armée régulière, fondée en 1979. Ils sont sous l'autorité directe du Guide de la révolution.

Oui, rien ne pouvait plus nous horrifier ou étonner. Pourtant, deux séquences parmi ces centaines de vidéos « ne passaient pas », me rendaient perplexe, me mettaient mal à l'aise ; quelque chose que je n'arrivais pas à appréhender, à concevoir. Il me manquait un élément pour les comprendre et les assimiler. Des moments singuliers, deux images persistantes. Des instants psycho-rétiniens, comme pourraient dire les adeptes des balades situationnistes.

Le premier moment, c'était un post sur YouTube des affrontements d'Achoura (27 ou 28 décembre 2009) : la vidéo montrait une foule de manifestants, visiblement de jeunes adultes des quartiers pauvres, sans bandeau ni bracelet ou d'autres accessoires de mode, de couleur verte, devenue l'emblème des libéraux en Iran. Ils avaient des pierres ou des bouts de bâton en main, fuyaient les forces armées et s'étaient engagés dans une vraie course-poursuite avec les bassidjis², ils s'enhardissaient de plus en plus et les harcelaient, ils étaient visiblement là pour en découdre.

À un moment donné, en plein chassé-croisé ils arrivent à coincer une dizaine de bassidjis devant un magasin fermé. On n'attend impatiemment qu'une chose : qu'ils les démolissent ! Qu'ils les frappent, qu'ils les massacrent, qu'ils soient impitoyables, ce sera la vengeance de ceux qui sont arrêtés, torturés et même tués !

2. Les bassidjis sont les membres du Bassidj (« mobilisé »), *Niruy-e Moghâvemâ-e Basij* (« Force de mobilisation de la résistance »), une force paramilitaire iranienne fondée par l'ayatollah Khomeini en 1979, alors recrutés massivement parmi les jeunes. Ils forment à présent une branche des pasdarans.

Mais les choses tournent autrement :

Le poing qui était monté pour cogner de toute sa rage s'immobilise, imprégné de doute et de malaise, même de honte. Dans le flux des regards qui s'échangent, dans cet enchevêtrement intense d'émotions, on voit un aller-retour permanent des conditions qui se reflètent dans les regards ; l'oppressé d'il y a dix minutes qui s'enfuyait pour se cacher sous le gourdin menaçant de l'oppresseur, se voit soudain en position de dicter sa loi. La peur change de camp et la demande de pitié s'envole de l'un et s'installe dans le regard de l'autre. Il peut frapper, il peut se venger et nous venger. Vas-y, qu'attends-tu enfin ? Fais-lui payer ! ... Mais non !

Un autre message est passé, qui bloque tout, qui a figé le mouvement, qui l'a rendu caduc. Une émotion indicible comme un nœud, un caillot, qui monte dans le courant de ses nerfs et bloque le passage direct de la rage à la vengeance, du sentiment à l'acte. Quelque chose l'a arrêté, quelque chose d'impromptu, la possibilité d'une autre réalité qui éclate, dont il ne soupçonnait même pas l'existence et qui soudain est là, une présence qui d'un seul coup explose.

Il monte ses bras pour arrêter ses compagnons, il protège les bassidjis, faisant barrière de son corps et dit à leur chef de file : « dis "Mort à Khamenei" et sauve-toi », et à un autre habillé en commando avec des protections aux bras et sur la poitrine ; « déshabille-toi et pars » ; et d'un seul coup tous les assaillants comprennent le message ; ils les laissent partir, tout simplement.

Je ne l'avais pas compris, cet acte manqué qui était une désobéissance à l'ordre rancunier des choses, qui a

certainement sauvé la vie de ces gens. Je n'arrivais pas à déchiffrer ce message, d'où ce sentiment indicible de malaise, de quelque chose qu'inexplicablement n'avait pas suivi son cours, d'un mouvement resté en suspens sans que j'arrive à comprendre pourquoi.

Le texte de Théo Cosme que vous avez entre les mains m'a permis, entre autres, de déchiffrer ce message. Ce qui s'est échangé entre ces deux regards, après la haine, la menace, la vengeance et la pitié, c'était la reconnaissance. Le manifestant du quartier pauvre avait reconnu son semblable qui était devenu le bassidji au service des dominants. Il a touché du bout des doigts le hasard qui les avait différenciés, il s'est rendu compte de la fragilité extrême de cette contingence. Et en avalant sa colère, il avait nié la négation qui était en eux, à tous les deux et en même temps il pointait du doigt celui contre qui devait se tourner cette colère.

Le deuxième moment où j'ai ressenti ce malaise et cette incompréhension c'était au cours d'une interview, coupée et montée en monologue, d'un bassidji qui racontait en pleurant devant l'objectif ce qu'il avait fait. En somme, il se confessait et ç'en était troublant : ce n'était pas un général répondant des crimes commis sous sa responsabilité, ni un soldat trahissant une mission ou un criminel regrettant ses atrocités ; la gêne qu'on ressentait était d'un autre genre : c'était l'intériorité de l'acte qui était troublante. Il n'expliquait pas ce qu'il avait fait à autrui et les « raisons » de son acte, il n'y avait rien d'explicatif, mais comme une longue lamentation, plainte, une pénitence sans fin entrecoupée par des sanglots irrépressibles. On ne pouvait rien faire que de détourner son

regard, c'était indécent, et j'étais gêné, troublé, comme si cette longue plainte « ne passait pas ». Ce malaise s'est dissipé quand j'ai enfin compris que ce qu'il confessait était en fait, une automutilation : des viols commis sur des sœurs, et des suicides tout court. Il sanglotait et savait que rien ne pourrait soulager ses tourments. C'était sa honte pour ce qu'il avait fait aux siens et il n'y avait aucune rédemption pour lui.

Dans ces deux séquences, c'est la notion de « double vie » des travailleurs qui est à l'œuvre, sa relation avec les modes d'exploitation existant dans une société comme l'Iran où la rente pétrolière contrôle la reproduction et tout le circuit du capital. C'est cette conception qui explique *in fine* ce qui s'est passé intuitivement dans la tête de notre manifestant ou ce qui a causé les tourments de notre bassidji repent. Cette notion est développée dans le texte de Cosme jusqu'à sa condition ultime : la confrontation matérielle des deux figures du prolétaire sur l'échiquier sanglant, la mise à nu de la contradiction interne de la classe, et la démonstration flagrante de ses limites comme condition de son mouvement vers l'abolition du salariat.

Et la révélation que contiennent ces deux exemples se répètent à peu près dans tout le texte et à propos de chaque notion théorique, c'est comme si le texte faisait écho dans notre conscience et touchait sur ses marges des bribes de nos images, nos impressions, nos intuitions et qu'à chaque contact quelque chose faisait sens, se révélait et repoussait les limites de l'intelligible. Un rayon salutaire qui rebondit sans cesse sur les surfaces de la conscience, produisant des étincelles sous forme

d'images, de questions, de similitudes et surtout d'explications qui parfois sont éclatantes de justesse.

Par exemple, nous avons un certain nombre de thèses générales relatives au mouvement ouvrier dans une économie de rente pétrolière, mais la pertinence de ces constatations par rapport au mouvement ouvrier iranien est étonnante. Pour la première fois nous comprenons de façon très directe le contenu des luttes ouvrières quotidiennes, leur relation particulière avec la question du salaire dans les économies rentières, les déconnexions essentielles qu'elles subissent et qui nous donne la forme particulière dominante de ces luttes : la lutte revendicative contre les arriérés de salaire. Jusqu'à maintenant la gauche iranienne réagissait comme si toutes les luttes se valaient et que la forme et le contenu de chaque lutte n'avait aucune importance. Ce texte, en analysant la rente pétrolière, nous informe sur ce qui fonde cette lutte particulière, au niveau du cycle du capital. Dans une économie rentière, l'existence de la rente présuppose le profit comme déjà réalisé, il est alors déconnecté de la valorisation effective. Le salaire devient une variable d'ajustement qui peut aller jusque à être niée.

Sur la question de l'État et le rapport avec l'islam aussi un éclaircissement similaire est à l'œuvre :

Le rôle de l'islam a déjà été évoqué dans un premier texte consacré à l'Iran en 79 par *Théorie Communiste*³. Le livre de Théo Cosme sur le Moyen-Orient⁴

3. *Les luttes de classes en Iran*, *Théorie Communiste*, février 1979, p. 12 et *passim*.

4. *Moyen-Orient, 1945-2002 : Histoire d'une lutte de classes*, Théo Cosme, Senonevero, 2002.

aussi faisait état de la présence et du rôle contradictoire de l'islam dans la région. L'étude du cas iranien peut ici être très enrichissante sur les modalités possibles de l'interdépendance de la question de l'État et de la religion en général ainsi la spécificité du chiisme imamite et le rôle exceptionnel qu'il a joué sur le plan politique en particulier.

Sans vouloir entrer dans les détails historiques de la constitution du chiisme qui lui confère une capacité d'intervention politique importante, nous nous bornons à indiquer quelques caractéristiques du chiisme imamite qui favorisent le rôle spécifique politique qu'il a joué en Iran et qui est développé dans ce texte sous la notion de « populisme » et de la République islamique comme « conglomérat ».

Sur un plan historique, en Iran, comme dans d'autres civilisations, le pouvoir politique n'a jamais été indépendant du pouvoir spirituel. La proximité du pouvoir et de la religion s'est traduite par la notion de royauté sacrée et la thématique générale du Roi, reliant le pouvoir terrestre aux cieux : « L'ombre de Dieu sur Terre » s'est toujours étendue sur le pouvoir et cela depuis la création de l'Empire perse sous l'œil bienveillant des « Moubed Zoroastriens »⁵.

La conquête arabe et l'incorporation de l'Iran dans l'empire des Omeyyades a certes installé l'islam comme religion dominante, mais, dès le départ, les querelles de

5. Voir « The Shadow of God and The Hidden Imam », in *Religion, Political Order, and Societal Change in Shi'ite Iran from the Beginning to 1980* – Saïd Amir Arjomand, 1984, The University of Chicago Press, pp. 85–100.

pouvoir et des contradictions économiques et sociales qui se sont exprimées dans des formes religieuses ont créé chez les partisans de Ali – gendre et cousin du prophète – une opposition au courant dominant du Khalifat qui était le germe du chiisme. La révolte des Khavaredj ou l'épopée fondatrice du chiisme au Karbala (la mise à mort de Hossein, fils d'Ali, à l'origine du culte des martyrs dans la mythologie religieuse d'Achoura) en sont des exemples ; tous les historiens attestent que le chiisme est devenu très vite un mouvement oppositionnel au sein même de l'orthodoxie musulmane et a maintes fois joué le rôle d'idéologie sous-tendant des mouvements sociaux contestataires⁶. Il s'agissait chaque fois de révoltes sociales qui se traduisaient sur le plan religieux et qui pouvaient même aboutir à des schismes comme le kaysanisme, l'ismaélisme ou le zeydisme. En ce sens on peut dire que si l'islam était la couverture idéologique révolutionnaire des changements dans les rapports sociaux dans l'Arabie païenne, patriarcale et tribale, le chiisme était son opposition interne, qui reflétait en son sein et sous des formes différentes toutes les tendances oppositionnelles politiques qui se développaient au sein de l'empire islamique. Le chiisme a été ainsi forgé étape par étape comme instrument d'opposition et s'est doté d'un appareil doctrinaire très flexible et ouvert aux mutations sociales.

En outre, après neuf siècles de domination du califat en Iran, pendant lesquelles le chiisme et ses diverses variantes étaient toujours en opposition plus ou moins

6. Voir *Eslam dar Iran* [islam en Iran], I.P.Petrushowski, trad. K. Keshavarz. (persan) 1975. Téhéran.

déclarée avec le courant dominant, les Safavides (eux-mêmes sunnites soufis, donc très proche du chiisme) prennent le pouvoir (1501) et pour se démarquer de l'empire Ottoman déclarent le chiisme, religion officielle, ce qui confère depuis cette date une forte connotation nationaliste iranienne au chiisme. Certains universitaires n'hésitent pas, en évoquant la conversion de l'Iran au chiisme au XVI^e siècle et la coupure politique et culturelle qu'elle a créée avec le reste du monde musulman dominé par les Ottomans sunnites, de parler de « l'iranisation du chiisme »⁷.

Le chiisme est d'autant plus performant sur le plan idéologique — a contrario du sunnisme qui conforte la tradition et qui reste très normatif — qu'une structure d'autorité flexible - la notion de *Ejtehad* - lui confère une puissance d'adaptation et d'intégration des contradictions sociales sans pareil. Une des grandes différences du chiisme et du sunnisme est la possibilité pour le « *mojtahed* » (celui qui exerce le *ejtehad* – effort intellectuel pour dire la loi divine) d'exercer l'autorité du prophète. Après les Imams et l'occultation du XII^e d'entre eux, chez les chiites c'est le *mojtahed* qui interprète la loi et joue le rôle du guide de la communauté. Cette particularité lui permet de se greffer sur les besoins conjoncturels de la société et de jouer le moment venu comme une alternative politique. C'est la raison pour laquelle, même si une certaine cohérence du clergé pouvait exister (ce qui justifierait de parler de « caste religieuse »), en fait, quasiment toutes les couches de la société peuvent être représentées par leur

7. Voir *L'Islam Chi'ite*, Yann Richard, p 104, Paris, Fayard, 1991.

mojtahed, leur représentant qui, de mille façons, est lié à leurs intérêts matériels et leur mode de vie. En outre, les ulémas chiites avaient une autonomie financière et institutionnelle par rapport à l'État, ils jouaient un rôle social et économique au sein de la communauté. À part leur prérogatives institutionnelles, l'enseignement, la justice et des services notariaux, ils s'occupaient de la gestion des propriétés et des biens de mosquées, collectaient les taxes et dîmes religieuses (Khombs et Zakat qui les mettent directement en relation avec le bazar et les milieux d'affaires) et distribuaient aides et assistance à travers le réseau dense des mosquées. Ainsi les membres du clergé avaient des relations privilégiées avec les différents segments de la société ainsi qu'un appareil organisationnel performant. Au moment de la « révolution iranienne », on a mentionné les chiffres de 1 200 mojtaheds et plus de 120 000 mollahs⁸.

Au cours des deux mouvements révolutionnaires qu'a connu l'Iran au xx^e siècle, (la révolution constitutionnelle de 1905 ainsi que la « révolution de 1979 ») on peut énumérer toute une liste de tendances religieuses correspondant très exactement aux couches sociales de la société : en 1979, on a eu les mollahs de la cour, avec leur allégeance à la royauté et au régime du shah, les ayatollahs traditionalistes proches des propriétaires terriens (qui étaient contre la réforme agraire de 1962-63), les religieux nationalistes en relation avec le bazar, les religieux radicaux qui étaient franchement anticolonial-

8. Cités par S. Bricianer *Une Étincelle dans la nuit*, Ab irato, Paris, 2002, p.24 ; extrait de *Iran insurgé*, Balta & Rulleau, Paris, 1979, pp 152-153.

listes et anti-impérialistes et pour une révolution nationaliste, les religieux représentant les couches populaires, les représentants des couches moyennes urbaines (les moudjahidine) ou même ceux qui se réclamaient des programmes « socialisants » (*Armane Mostaz'afine* : La cause des déshérités). C'est une fois au pouvoir que la cohérence interne de ce groupe se renforce et se calque sur une hiérarchie administrative étatique et soumise aux nécessités de l'exercice du pouvoir qui n'a rien à voir avec l'ordre purement juridique des degrés de la foi et du savoir clérical. Tout le monde sait en Iran qu'un Khamenei promu au rang d'ayatollah n'a aucune justification cléricale en tant que *Faghih* et qu'il a été désigné pour des impératifs de pouvoir et d'alliance politique, que dans la hiérarchie purement religieuse, un Shariatmadari ou un Montazeri, ayatollahs et pourvus de l'autorité religieuse, ont été écartés du pouvoir et assignés à résidence surveillée jusqu'à leur morts respectives.

Cette situation particulière de l'islam chiite dans sa structure doctrinaire favorise la constitution de la République islamique comme « conglomérat » et aboutit à l'apogée de cette construction dans le « liant » que l'Islam a créé comme République islamique sur le champ du pouvoir politique. Une sorte de pieuvre avec ses tentacules qui fait corps avec la société.

Dans l'exemple iranien, le clergé dans un premier temps crée à travers son réseau idéologique et organisationnel une unité qui ne peut qu'être limitée par son populisme et les revendications multiples et souvent contradictoires de son camp qui englobe tout « le

peuple » (l'origine de l'invention de ce concept et sa proximité avec celle de « Omma » de l'islam mériterait une étude à part). Le slogan phare de Khomeiny, le fameux « le shah doit partir » (*shah bayad beravad !*) montrait les limites imposées à cette lutte interclassiste. Quand le 17 janvier 1979, le lendemain du départ de ce dernier, les journaux titraient : « le shah est parti ! » (*shah raft !*), cette formule résumait en soi le succès de la révolution sans pouvoir ajouter rien d'autre du point de vue du contenu de la révolution.

Puis nous assistons à deux mouvements parallèles :

D'un côté, la constitution étatique de la RI avec le référendum, la création de Majles Khobregan (à la place et lieu de la constituante), la mise en place et la légitimation du *Vélayat Faghih*⁹ et l'intégration structurelle du clergé dans les institutions étatiques. L'institution des forces répressives spécifiquement religieuses (les pasdarans, les comités et les bassidjis. etc...)

Et de l'autre, la neutralisation (désarmement général) et le cas échéant la répression des forces vives qui ont participé à la révolution. La neutralisation des shoras (conseils) et des comités par leur purge ou leur reprise en main. Le rétablissement de l'armée et des fonctionnaires, la préservation de l'appareil étatique tout en essayant de les purger de toute influence d'un esprit oppositionnel, et en essayant de les soumettre à l'idéologie de la RI, la répression sanglante des nationalités, des mouvements sociaux et contestataires pour les libertés (de presse, de réunion, d'opinion, etc.).

9. Voir note 2, p. 33.

Le grand mérite du texte de Théo Cosme est de mettre en lumière ce conglomérat de forces. Hors des schémas préétablis des courants orthodoxes du marxisme, il nous montre une réalité complexe constituée par l'évolution d'un rapport de forces sur la base de la position historique de la politique dans la région et en rapport avec la restructuration du monde capitaliste.

Très loin des analyses journalistiques, géopolitiques ou diplomatiques qui restent emprisonnées dans leur schéma réducteur respectif, en développant une vision tout à fait novatrice sur les rapports de forces au Moyen-Orient, ce texte arrive à rendre intelligibles des intuitions que tout Iranien a eues tout au long des développements sociopolitiques de ces trente dernières années face à la République islamique : il n'est pas rare que d'un côté des chercheurs tout à fait respectés et « anti hégémonistes » voient dans le gouvernement iranien le chef de file de la lutte anti-impérialiste mondiale et de l'autre que des forces politiques de gauche comprennent cette politique du régime comme fausse posture de propagande et piège à éviter. Aucun texte jusqu'à maintenant ne permettait de voir simultanément ces deux aspects nécessaires et contradictoires de la République islamique.

Cette même contradiction est tout à fait sensible sur le plan intérieur ; comment expliquer un régime qui d'un côté est capable d'aider matériellement les pauvres, de pratiquer une politique redistributive envers les « déshérités » et de l'autre d'accorder des concessions commerciales ou des rentes de situation aux grands commerçants et de pratiquer un clien-

télisme effréné à l'égard de la bourgeoisie. Quand la gauche traditionnelle iranienne crie encore (pour la énième fois) à la démagogie, au coup monté, à l'opération de propagande, Théo Cosme nous explique la raison dernière de cette attitude « contradictoire » et surtout arrive à relier cette attitude à la nature même de la République islamique.

La thèse de l'État non séparé nous évoque des passages de *La Question juive* de Marx, certes elle n'est pas nouvelle, mais il me semble que dans le développement qu'elle subit dans ce texte à travers l'exemple iranien et en travaillant les publications posthumes de Louis Althusser, elle ouvre de nouvelles perspectives. Théo Cosme nous propose une vision dialectique des rapports qui traversent et structurent cette entité, nous invite à regarder à l'intérieur de cette « machine » et à nous intéresser aux rouages et mécanismes spécifiques à l'œuvre. C'est une démarche qui peut être également très féconde sur le plan général de la théorie de l'État.

C'est de cette façon qu'on se rend compte que le populisme de la République islamique ne se limite pas à quelques cadeaux offerts au bon peuple pour l'attirer dans les manifestations de soutien, mais est le produit complexe de dizaines d'années de lutte de classe qui a construit cette entité contradictoire, cet État englouti dans les rapports sociaux pour devenir « un rapport de production ».

Certes le mouvement communiste iranien aurait beaucoup de chose à apprendre de ce texte, seulement il aurait fallu qu'il soit en mesure de comprendre l'évolution qui le sous-tend. Mais malheureusement englué

dans ses données immuables, et nous aurons besoin d'une analyse de classe expliquant cette cécité persistante, il est toujours à se demander comment constituer le parti qui au grand soir de la révolution l'entraînera vers son avenir radieux.

Pourtant le communisme en Iran ne date pas d'hier et porte en lui les gènes de sa naissance. C'est dans les champs pétrolifères de Bakou, pendant la révolution russe de 1905-1907, que les ouvriers émigrés iraniens ont découvert la social-démocratie russe¹⁰. Ils ont combattu, aux côtés de leurs frères, le tsarisme et ont décidé d'étendre le mouvement vers l'Iran. Certains d'entre eux ont donc fondé *Ferghé-yé ejtemâiyun-âmmiyun-é Iran* (FEAI— parti social-démocratique de l'Iran ou les « sociaux-populaires ») qui joua à travers ses dirigeants un rôle déterminant dans le cours de la révolution constitutionnaliste (1905-1913) et notamment dans la diffusion des idées communistes. FEAI a participé à la création du premier syndicat parmi les ouvriers des imprimeries à Téhéran (1908). Au cours de la Première Guerre mondiale les membres les plus radicaux du parti formèrent

10. Alfred Rosmer évoque la vie de ces ouvriers dans son livre *Moscou sous Lénine* (Ch. xvi : Les peuples de l'Orient au congrès de Bakou): « Les puits de pétrole étaient dans un état lamentable. La Révolution n'avait pas encore eu le temps ni la possibilité de s'atteler à leur restauration, et ce que le tsarisme avait laissé était loin d'être des installations modèles. Les ouvriers – la plupart persans – logeaient dans de misérables cabanes. La route qui y conduisait était défoncée, poussiéreuse, quelques puits seulement étaient en activité, tout contribuait à faire de cette exceptionnelle source de richesses un tableau pénible. »

une organisation clandestine, *Ferqhé-yé Edalat* (Parti de la justice), qui lutta contre la guerre « impérialiste » et participa, après la chute du tsarisme à la guerre civile aux côtés des bolchéviques et de l'Armée rouge (voulant même créer une Armée Rouge en Iran). Sur le plan national iranien il voulait étendre le mouvement révolutionnaire en Perse et dénoncer l'usurpation de la constitution par la classe dirigeante. En contact avec le mouvement ouvrier, il participa activement au mouvement pour la journée de travail de 8 heures (1918) et créa une base pour l'activité des communistes parmi les travailleurs. Le Parti Edalat, qui comptait plusieurs milliers de membres (entre 2 000 à 6 000) concentrait ses efforts sur le nord du pays dans la région de la mer Caspienne où le mouvement populaire de Mirza Koutchik Khan « Jangali » (de la forêt) est arrivé à fonder une éphémère République socialiste de Guilan après le débarquement des forces navales soviétiques en mai 1920. Le premier congrès de Edalat sur le sol perse s'est donc tenu dans cette région, à Anzali du 23 au 25 juin 1920, où le Parti Communiste de l'Iran fut fondé. Ce congrès adopta le centralisme démocratique comme principe d'organisation et son programme réclamait « la collectivisation des moyens de production, la création des conseils ouvriers-paysans sous la direction du parti »¹¹ et surtout le transfert des organisations du parti en Iran.

Il n'est pas étonnant que l'arrivée du communisme en Iran soit fortement imprégnée par le bolchévisme russe. Mais cette tendance en 1920, n'était pas encore ce qu'on a connu plus tard sous l'appellation codifiée

11. K.Chakeri : *Le Mouvement communiste en Iran*, Florence, 1979, pp 41-44.

de « léninisme ». Toutes les questions étaient encore ouvertes et on pouvait en débattre librement.

D'ailleurs, dès ce premier congrès le parti se jeta sur les questions de tactique, ce qui déboucha sur la formation de deux tendances opposées : la ligne nationaliste-révolutionnaire et les communistes « purs ». La première avait une vision de la révolution démocratique par le biais de la constitution d'un large front antibritannique, incluant les couches de la petite bourgeoisie, des propriétaires terriens et même de la bourgeoisie, tandis que l'autre voulait s'appuyer sur la création des conseils et la soviétisation du pays, sur la lutte acharnée contre les chefs de tribus et les propriétaires fonciers, même si à court terme elle admettait la nécessité de la chute du pouvoir royal et de la domination des Anglais. Ce fut leur programme qui fut adopté par le congrès qui insista sur « les tâches concrètes de la dictature du prolétariat en Iran ». Mais le II^e congrès de l'Internationale (juillet-août 20) et puis le Congrès des peuples d'Orient de septembre 1920 passèrent par là. Le renforcement du pouvoir soviétique et les « nécessités de sa politique extérieure » ont eu vite raison des velléités d'indépendance des Communistes iraniens. En février 1921, le pacte d'amitié irano-soviétique d'un côté et le traité de Londres anglo-soviétique de l'autre font définitivement comprendre le sens des priorités soviétiques et mettent le PKI dans l'impasse. Les communistes iraniens n'ont d'autre alternative que de suivre la politique soviétique même si, à plusieurs reprises, le PKI fait preuve d'esprit d'indépendance et parmi ses dirigeants des courants oppositionnels apparaissent. L'ac-

tivité du PKI dans le mouvement ouvrier mais aussi à l'étranger parmi les étudiants iraniens est suffisamment importante pour obliger le gouvernement iranien de Reza Shah à prendre des mesures drastiques contre lui (la législation anticommuniste de 1931). Ce qui avec le soutien des Russes au gouvernement de Reza Shah – considéré comme nationaliste – et la mainmise sur le PKI, puis la liquidation de ses leaders « gauchistes-anti-léninistes » au moment des purges stalinienne aboutit au démantèlement du parti¹².

La suite ne fut pas plus glorieuse, car dès la constitution du parti « Toudeh » (masse) en octobre 1941, malgré l'importance politique qu'il a eu par moments dans l'histoire de ces années, il était construit conformément au schéma des fronts antifascistes de l'Internationale Communiste. Il avait grandement perdu la base ouvrière du PKI et s'adressait plutôt aux intellectuels et aux militaires et suivait à la lettre la politique soviétique. En suivant les préceptes de « la voie de développement non-capitaliste » et de « la transition pacifique », il rêvait à l'instauration d'une monarchie parlementaire respectant les libertés démocratiques, dans laquelle il jouerait son rôle d'opposition légale. Même quand le régime du shah montra nettement ses dents, il se contenta de lutter contre « la dictature du shah » grâce

12. Sur l'histoire du mouvement communiste en Iran, voir le travail documentaire remarquable de Khosrö Chakeri en 21 volumes : *Asnadé Tarikhé Jonbeshé Kargari/social-démokrasi va komunistiyé Iran* [Documents de l'histoire du mouvement ouvrier/social démocratique et communiste de l'Iran], 1970-90 Florence-Téhéran.

à un front qui pouvait englober même les membres de la cour royale. Pour le parti Toudeh il s'agissait toujours de trouver l'aile progressiste de la bourgeoisie pour matérialiser son alliance de classe. Sous le régime du shah, c'était les libéraux constitutionnalistes, puis après la révolution, c'était Khomeiny anti-impérialiste, puis les mollahs... L'apogée de cette descente en enfer est, sans doute, sa participation active dans la répression menée par la République islamique dans les années 80 contre les autres groupes révolutionnaires.

De plus le Toudeh a influencé toute une partie des organisations de type guérillas qui avaient vu le jour dans les années 60-70. Ces organisations, rejetant le réformisme des « nationalistes-religieux » et les trahisons du Toudeh, dans un climat de répression interne et sous l'influence de la situation internationale (Palestine, Vietnam, Amérique Latine, etc.) avaient adopté la lutte armée contre le régime du shah pour « casser le carcan de l'oppression » et entraîner les masses dans le mouvement¹³. Toutes ces organisations qu'elles aient été « marxistes », comme les fédâyins, ou musulmanes, comme les Mujahedins du peuple (qui par la suite subissent une scission majoritaire vers le marxisme : Peykar) du point de vue stratégique restaient programma-

13. Le grand théoricien de ce mouvement était Massoud Ahmadzadeh, et son livre *La Lutte armée, stratégie mais aussi tactique* qui selon l'auteur était une adaptation de *Révolution dans la révolution* de R. Debré ; il était un des fondateurs de l'Organisation des Guérilleros fédâyins du peuple d'Iran.

tiques¹⁴ et quand, après la « révolution » de 1979, elles laissèrent tomber leur lutte de guérilla, elles devinrent des organisations léninistes typiques.

Ces organisations ont subi la plus forte des répressions dans les années 1980 de la part de la RI et, avec la vague d'exécutions de 1988 (on parle de dizaines de milliers de morts), cessèrent d'exister en Iran et aujourd'hui elles n'ont qu'une existence théorique à l'étranger¹⁵.

Mais si on considère la documentation théorique de ces organisations ou même des « partis communistes » et qu'on la compare à ce qu'avait produit le PKI en 1921, on est surpris de la proximité des propositions

-
14. Le programmatisme repose sur une pratique et une compréhension de la lutte des classes dans laquelle une des classes, le prolétariat, trouve, dans sa situation, la base du dépassement de la contradiction et de l'organisation sociale future. Son activité dans la lutte des classes et cette organisation deviennent alors un programme à réaliser. Dans la lutte des classes entre le prolétariat et le capital, le prolétariat est l'élément positif qui fait éclater la contradiction, la révolution est alors l'affirmation du prolétariat : dictature du prolétariat, conseils ouvriers, période de transition, État dégénérescent, autogestion généralisée, « société des producteurs associés », etc. La résolution de la contradiction est donnée comme un des termes de la contradiction. Le prolétariat est investi d'une nature révolutionnaire qui le fait être contradictoire au capital, qui se module selon les conditions historiques plus ou moins mûres et qui se déclinent comme éléments d'un programme.
 15. Sur le détail de ces organisations, voir : Torab Haghshenas, *Communism III. In Persia after 1953, Second phase (1960-70)*, Encyclopædia Iranica online.

et, à certains égards, de la liberté de pensée des communistes de 1921 qui surpasse les thématiques idéologiques fossilisées de nos partis contemporains.

Le mouvement « communiste iranien » subit encore l'influence désastreuse du « Parti Toudeh », même s'il n'y a plus de partis frères les tenant par la main et défendant les intérêts du « camp socialiste mondial ». Leur mode de pensée programmatique persiste et se reproduit. Même si depuis les années 70 tout un spectre d'organisations communistes indépendantes à l'égard des pôles soviétiques, chinois, albanais... a existé, sur le plan politique et organisationnel toutes ces organisations sont restées sur des bases programmatiques : le but étant la création d'un parti politique du prolétariat qui dirigerait le mouvement populaire et qui nous conduirait vers une république démocratique populaire ou soviétique ou... Elles peuvent se distinguer sur des questions de tactiques à l'égard des libéraux, sur la forme du prochain État à mettre en place mais leur vision et leur perspective restent inchangées. Jouant et pariant sur les contradictions internes à la bourgeoisie et essayant par une propagande classique d'organiser le prolétariat, ils n'ont malheureusement développé aucune vision critique sur le schéma léniniste de prise du pouvoir.

Est-ce un hasard d'ailleurs si nous sommes confrontés depuis des dizaines d'années au même schéma volontariste de la prise du pouvoir qui constitue l'essence du léninisme ? Il faut se rendre à l'évidence : en Iran, en l'absence d'un mouvement ouvrier organisé sous quelque forme que ce soit, les organisations politiques de gauche, n'ont jamais été capables de repré-

senter la classe ouvrière. Même si, au cours de certaines rares séquences de l'insurrection de 79, on a pu croire à l'existence de « fractions communistes », c'était bien malgré elles que ces organisations se sont trouvées politiquement à la pointe de l'insurrection, et elles ont en fait pratiquement exprimé une politique prolétarienne possible, qui les dépassait de loin et qui très vite a reflué sous les coups de semonce de la bourgeoisie. Mais est-ce que la critique générale du schéma léniniste nous dispense de nous pencher sur la fameuse « question de l'organisation » et de réfléchir à l'articulation entre mouvement ouvrier et rôle des intellectuels ? La question, me semble-t-il, reste ouverte.

Mais, malheureusement il semblerait que ce mouvement en Iran, qui n'a pas encore découvert Gorter et à peine Pannekoek et la révolution allemande, qui se cantonne aux écrits de Lénine et qui prend encore Luxembourg pour l'apogée du gauchisme, n'est pas prêt à se pencher sur les acquis historiques de la critique du marxisme-léninisme par l'ultragauche. A fortiori, il n'est pas prêt à se pencher sur la critique de l'ultragauche elle-même, du conseillisme, de l'autonomie, ce qui permettrait un jour de faire émerger un nouveau courant, certes aujourd'hui minoritaire et quasi-inconnu, mais en mesure de nous donner des analyses qui ouvrent la voie à une compréhension réelle et non dogmatique de notre temps.

Est-il besoin d'ajouter que les positions développées dans le texte de Théo Cosme ne doivent pas être considérées comme paroles d'évangile et infaillibles. Il y a certes des interrogations, des questionnements légi-

times, des tâtonnements, des hypothèses, mais l'essentiel c'est d'avoir ouvert la voie à la compréhension difficile des formes étatiques hybrides, « monstrueuses » qui ne se limitent certainement pas à la situation iranienne, et qu'avec le développement en zones et les mises en abîme de la mondialisation nous rencontrerons de plus en plus fréquemment.

Il est probablement très tôt pour porter un jugement définitif sur ces analyses, mais il était grand temps d'introduire un peu de clarté et de rigueur dans cet océan de confusion humaniste-libérale qui règne sur toutes les « analyses » produites par l'opposition à la République islamique qui en mettant « à côté de la plaque » ne font qu'apporter un peu plus d'eau au moulin de sa « victimisation » sur le plan international et provoquer parfois une sorte de réunification nationale autour du régime.

Les analyses produites dans ce texte contribueront certainement à définir une méthodologie d'analyse qui partant de la totalité, se penchera sur l'analyse du mode de production, ses modalités spécifiques, les luttes et les résistances qu'ils suscitent, ... pour aboutir à une compréhension réelle du moment historique et de là, qui sait... on pourra, peut-être, guetter l'écart qui s'ouvrirait sur le nouveau monde.

De la politique en Iran

« **Alors** s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel – qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse – des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout. »

Marx, Préface de 1859

Une conjoncture est à la fois une *rencontre* et une *défaillance*. Elle est *défaillance* de la totalité sociale qui, avant elle, unissait tous les moments d'une formation sociale (politique, économique, sociale, culturelle, idéologique) ; elle est *défaillance* de la reproduction des contradictions entre les classes formant l'unité de cette totalité. Il y a de l'aléatoire, de la rencontre, des choses qui relèvent de l'événement dans une conjoncture : un dénouement qui se produit et se reconnaît dans l'accidentel de telle ou telle pratique. Ainsi la conjoncture se présente comme ce qui arrive dans la mesure où « ce qui arrive » forme la condition particulière de ne pas savoir « ce qui peut arriver » ; elle est le moment où peut s'exercer la puissance de faire de « ce qui est » plus que ce qu'il contient, de libérer une puissance créatrice au-delà des enchaînements causalistes ou téléologiques.

Une conjoncture est aussi *rencontre* de contradictions qui avaient leur propre cours et leur propre tem-

poralité, n'entretenaient entre elles que des relations d'interactions : luttes ouvrières, luttes étudiantes, luttes des femmes, conflits politiques à l'intérieur de l'État, conflits dans la classe capitaliste, cours mondial du capital, reproduction de ce cours dans une aire nationale, idéologies dans lesquelles les individus menaient leurs luttes. La *conjoncture* est le moment de ce carambolage des contradictions, mais ce carambolage *prend forme* selon la détermination dominante que *désigne* la crise qui se déroule dans les rapports de production, dans les modalités de l'exploitation¹.

En Iran, cette *détermination dominante désignée*, c'est l'État et la politique. La question sociale qui réside dans l'alternative politique entre république islamique et démocratie laïque, non comme un noyau caché – comme une pépite – mais comme transsubstantiation, c'est la *libre concurrence* mondiale de l'exploitation du prolétariat iranien (y compris les femmes) *urbi et orbi* (au sens élargi, les « chiïtes » du Golfe).

La crise actuelle se résorbe autour d'une reconfiguration de l'État. Elle est crise du populisme qui se *défait* ; recomposition de la classe capitaliste (pasdarans, institutions religieuses, bazar, capitalistes privés, multinationales présentes en Iran, sous-traitants). La crise éclate à la suite d'élections et à propos d'élections, elle est rythmée, pour l'instant, par des événements et des

1. « Ce qui est clair, c'est que ni [le moyen-âge] ne pouvait vivre du catholicisme, ni [Athènes et Rome] de la politique. Les conditions économiques d'alors expliquent au contraire pourquoi là le catholicisme et ici la politique jouaient le rôle principal [souligné par nous]. » (Marx, *Le Capital*, Éd. Sociales, t. 1, p. 93)

commémorations politiques. Elle est le bouleversement d'un édifice politique instable constitué d'alliances internes à la classe capitaliste entre fractions divisées par leurs intérêts propres — un édifice qui rallie à lui une partie du prolétariat par la « redistribution » de la rente pétrolière, par quoi l'économie capitaliste générale est intoxiquée et rendue encore plus instable. Les événements iraniens actuels ne sont pas le fait de classes ou de fractions de classes écartées du pouvoir : sous l'effet de contradictions internes d'un type de développement capitaliste accélérées par la crise mondiale, toutes les classes de la société iranienne sont mises en mouvement. Ce qu'il faut expliquer, c'est pourquoi, pour l'instant, tout se passe, se résume et se construit comme crise de l'État, comme éclatement et recomposition de la classe capitaliste, ce *conglomérat* que la République islamique avait constitué et représenté en tant qu'idéologie.

Le prolétariat dans la question politique

L'idéalisme de l'État a pris en Iran une forme bien particulière, celle des fonctionnaires et du clergé comme médiation politique capable de surmonter les divisions de la société, de convertir les intérêts particuliers en intérêt général. Une classe particulière représentait dans l'État la mise en accord de celui-ci et des individus, le principe du *velayat-e-faqlah*² couronnant l'édifice. Mais

-
2. Le *Velayat-e faqlah* (en persan, aussi transcrit *Velayet-e faqlah*) est un terme de droit musulman signifiant les *conservateurs de la jurisprudence* ou encore *gouvernement du docte*, concernant uniquement le chiisme duodécimain. On peut le décomposer en deux parties pour en faciliter la compréhension : en langue

cette classe particulière ne peut être la médiation des classes et de l'État que dans la mesure où elle fait valoir, comme classe particulière, ses intérêts propres.

Il faut relire ce que disait Marx de la bureaucratie dans sa *Critique de la philosophie de l'État de Hegel* : « La "bureaucratie" est le "formalisme d'État" de la société civile. Elle est la "conscience de soi", la "volonté de l'État", la "puissance de l'État" en tant que *corporation*. [...] La corporation est la tentative de la société civile de devenir État, la bureaucratie est donc l'État qui s'est réellement transformé en société civile. [...] Comme ce "formalisme d'État" se constitue en puissance réelle et devient son propre contenu *matériel*, il va de soi que la "bureaucratie" est un tissu d'illusions *pratiques* ou l'"illusion de l'État". L'esprit bureaucratique est un esprit totalement jésuitique, théologique. Les bureaucrates sont les jésuites d'État et les théologiens d'État. La bureaucratie est la *république prêtre*. [...] Les buts de l'État se transforment en buts de la bureaucratie ou les buts de la bureaucratie en buts de l'État. [...] La bureaucratie tient en sa possession l'être de l'État, l'être spirituel de la société, c'est sa *propriété privée*. L'esprit général de la bureaucratie c'est le secret, le *mystère*, gardé en son sein par la hiérarchie, et

arabe, *wilayat* signifie la « tutelle », et *faqih* traduit l'idée de juriste-théologien. L'expression signifie donc, la tutelle qu'exerce sur la communauté un personnage issu du clergé. Par tutelle de juristes-théologiens, on entend soit que le juriste assume le gouvernement, soit qu'il contrôle sa gestion avec un droit de veto. C'est un principe théologique développé par l'ayatollah Rouhollah Khomeini et Mohammad Sadeq al-Sadr, il confère aux religieux la primauté sur le pouvoir politique. Le *faqih* est le guide suprême.

vers le dehors par son caractère de corporation fermée. L'esprit de l'État s'il, est connu de tous, comme aussi l'opinion publique, apparaissent donc à la bureaucratie comme une trahison envers son mystère. *L'autorité* est en conséquence le principe de sa science et l'*idolâtrie* de l'autorité est son *sentiment*. Mais, dans le sein même de la bureaucratie, le *spiritualisme* devient un *matérialisme sordide*. [...] Quant au bureaucrate pris individuellement, le but de l'État devient son but privé... » (Marx, *op. cit.*, éd. Costes, pp. 100-101-102). L'État est cet universel abstrait qui se sépare illusoirement de la société civile en idéalisant et en séparant l'intérêt général des conflits qui la traversent. Il n'est ainsi que le comité de gestion des affaires bourgeoises. Mais si une corporation particulière, une partie de la société, fait de sa situation particulière le contenu de l'État, celui-ci est alors en contradiction avec lui-même.

Le *velayat-e-faqih* consacre cette contradiction de l'État avec lui-même que l'on qualifiera en Iran de *populisme*. C'est l'*État non-séparé*. Non séparé de la société et de la lutte des classes : « L'État chrétien parfait est celui qui relègue la religion parmi les autres éléments de la société civile » (Marx, *La question juive*). État non séparé signifie également : *classe capitaliste non libre*.

L'unité entre la société et l'État n'existe pourtant pas, elle est représentée comme *existence* de cette classe des fonctionnaires et du clergé, elle est destinée à être cette unité de ce qui est désuni : unité qui n'existe pas (la séparation est essentielle) et unité comme existence de la médiation. Ce à quoi nous avons affaire, c'est à l'*illusion* supposée de l'unité de l'État politique avec la

société. Mais tant que l'État et la société sont d'accord et s'entendent, l'illusion de leur unité essentielle (qu'on qualifiera de populisme) est une illusion réelle, donc efficace. Dans le cas contraire, quand cette unité doit mettre sa vérité en pratique, elle devient une fausseté consciente, elle devient ridicule. Un ridicule qui, en Iran actuellement, tue.

Embarqué dans cette galère, parce que c'est la sienne, le prolétariat iranien déjà un pied dehors répond : « *I'm not there*, parce que je suis là où l'on me paye et vous ne me payez pas, vous me signifiez que je ne suis pas la classe que je pensais être ». Le prolétariat est monté dans cette galère, il ne s'agit ni de le regretter, ni de s'en féliciter, sauf à considérer que le prolétariat n'est pas une classe de cette société. Il y est monté parce que la politique ne renvoie aucunement à l'extériorité d'une reproduction coupée de sa base génératrice, mais bien à une fonctionnalité propre du niveau politique par rapport à l'ensemble de la réalité historique et sociale d'un *moment*. Sphère de la représentation, la politique et l'État (que nous confondons rapidement ici) sont une partie de la totalité sociale, mais *aussi* cette totalité même, représentant cette totalité comme *unité*. La forme politique est un aspect du processus essentiel de la lutte des classes, non sa figuration abstraite et séparable : « On ne peut donc demander comment la forme s'ajoute à l'essence, car elle n'est que le paraître de cette même essence dans soi-même, la réflexion propre immanente à elle. » (Hegel, *Science de la logique, la doctrine de l'essence*, éd. Aubier, pp. 97-98).

Mais cette figuration conserve l'aspect d'un décalage, lui-même fonctionnel, entre forme et contenu, dont la relation ne progresse pas nécessairement en direction d'une unité plus complète et qui finirait par résorber la représentation au sein de ce qu'elle représente, ce qui avait été le projet de la République islamique, ce populisme qu'il va falloir définir. Ce décalage, pour le prolétariat, c'est le fait d'être monté sur cette galère sur ses deux pieds : un pied sur le pont du renversement politique de la République islamique ; un pied trainant dans l'eau qui supporte cette galère. Cette eau, ce sont ses luttes immédiates, économiques, revendicatives sur le salaire.

La question politique pourra être momentanément « résolue », mais l'Iran est pour longtemps déstabilisé (déstabilisation redoublée par sa situation de plaque sensible des relations internationales, et qui redouble cette situation) du fait que la réponse apportée par la démocratie laïque advient quand son fondement social est lui-même déjà advenu, mais advenu seulement comme matériau à l'intérieur de la République islamique. Ce matériau a défait la République islamique au moment où, au niveau mondial, la réponse recomposant les éléments défaits est entrée en crise (par « matériau », il faut entendre ici les transformations sociales et celles dites sociétales de ces trente dernières années – il faut regarder le cinéma iranien comme l'on regardait le cinéma tchèque de la seconde moitié des années 1960).

Ainsi, la démocratie laïque, dans son contenu social, ne peut se présenter comme un but en soi capable

de rallier la classe ouvrière en lui faisant oublier ses intérêts propres. Mais, actuellement, la lutte politique demeure le lieu de l'équivoque, dans la mesure où elle ne saurait déterminer par elle-même les significations qui se structurent en son sein. La démocratie laïque serait la meilleure forme de cette équivoque, la forme de gouvernement la plus adaptée à la coalition des diverses fractions de la bourgeoisie iranienne (y compris, peut-être, la direction des pasdarans travaillant à devenir de « vrais bourgeois », c'est-à-dire en tant qu'individus – parce que du capital on passe toujours aux capitaux particuliers, il enfante toujours l'individu capitaliste) qui peuvent pactiser entre elles et obtenir en même temps une large adhésion *populaire*.

Si la lutte politique ne saurait déterminer par elle-même les significations qui se structurent en son sein, cela signifie sa dépendance mais aussi son autonomie : elle n'est pas un calque des luttes de classes (c'est l'envers de son efficacité propre) sur lesquelles on pourrait la rabattre point par point. Ainsi de la lutte des classes à la lutte politique, entre république islamique et démocratie laïque, les éléments de la définition du prolétaire qui forment un tout se trouvent scindés jusqu'à leur autonomie respective dans des représentations idéologiques efficaces parce qu'elles renvoient aux individus une image vraisemblable et une explication crédible de ce qu'ils sont et de ce qu'ils vivent.

Ces éléments, ce sont la situation de pure subjectivité du prolétaire face à toutes les conditions objectives de son existence réunies dans le capital, mais aussi le fait que cette pure subjectivité n'existe que *pour être*

niée dans la réunion de la force de travail et de toutes les conditions matérielles et sociales de la production (le salaire est le moyen terme : la réunion comme réalisation de l'exclusion, le prolétaire est relié aux conditions de la production et reproduction de la vie humaine au moment où il ne s'appartient plus). Pour chaque prolétaire, la relation entre conditions objectives et subjectives est absolument contingente, être acheté ou non ; pour la classe aussi, mais à un tout autre niveau, celui de la dynamique contradictoire entre surtravail et travail nécessaire³.

3. « Dans la production fondée sur le capital, l'existence du temps de travail *nécessaire* est conditionnée par la création du temps de travail *excédentaire*. [...] Comme nous l'avons vu, la loi du capital, c'est de créer du surtravail, du temps disponible. Il ne peut le faire qu'en mettant en mouvement du *travail nécessaire*, c'est-à-dire en procédant à l'échange avec l'ouvrier. Sa tendance est donc de créer le plus possible de travail, en même temps que de réduire le travail nécessaire à un minimum. Le capital s'efforce donc à la fois d'augmenter la population ouvrière et de rendre une partie de celle-ci surnuméraire et inutile jusqu'à ce que le capital puisse l'utiliser. [...] Mais le travail est et reste la présupposition, le surtravail n'existant qu'en fonction du travail nécessaire et dans la mesure où celui-ci existe. Le capital doit donc créer sans cesse du travail nécessaire pour en extraire du surtravail : il doit l'augmenter (d'où une multiplication des journées simultanées) pour accroître son excédent : mais il doit en même temps, abolir le travail nécessaire pour en faire du surtravail. [...] Mais, le nouvel excédent de capital ne peut être mis en valeur que s'il continue son échange avec du travail vivant. Ainsi le capital s'efforcera d'augmenter la population ouvrière en même temps qu'il diminue constamment la partie nécessaire du travail de celle-ci

Le prolétaire est toujours un pauvre, c'est-à-dire un sans réserve, une pure subjectivité. C'est cette scission du *pauvre* et de l'*ouvrier* qui est spécifiquement en jeu, pour l'ouvrier, en Iran, dans la lutte politique entre république islamique et démocratie laïque, scission qui traverse chaque prolétaire et, là où le chômage est massif et structurel, qui traverse et divise la classe. Si la République islamique a pu se présenter comme le gouvernement *pour* les pauvres et les déshérités (*moštazafins*), c'est que la religion est la forme idéologique dans laquelle peut se constituer la figure du pauvre pour qui l'aliénation n'est pas une activité, mais un état, une « essence de l'homme ».

C'est la pauvreté opposée à la richesse sans le moyen terme de l'exploitation, d'où la constitution d'un prolétariat comme société en soi, communauté. Dans la constitution capitaliste de l'exclusion, l'aliénation du prolétaire vis-à-vis de l'ensemble des rapports sociaux et de sa propre reproduction n'apparaît pas comme le produit de sa propre activité, et l'aliénation comme le rapport contradictoire qu'il entretient avec l'ensemble de cette société, mais comme une donnée inhérente à son individualité, c'est *le pauvre*. Devenue inhérente à l'individualité, la séparation d'avec les autres individualités et d'avec la communauté ne se résout que dans une

(et en met une partie en réserve). [...] En même temps et à mesure que le capital crée du surtravail, il crée et abolit le travail nécessaire : le surtravail n'existe que dans la mesure où le travail nécessaire existe et n'existe pas. » (Marx, *Fondements...*, éd. Anthropos, t.I, pp.354—357)

relation qui transcende ces individualités et se pose face à elles comme radicalement extérieure.

Cela est d'autant plus efficace que Dieu a sur terre un prophète bien concret en la personne de l'État, brandissant non pas le *Coran* dans le désert, mais les cours du *brent* à Rotterdam.

« Pauvre » et « ouvrier » peuvent se retrouver face à face parce qu'ils sont la scission ayant pris une allure et une vie autonomes d'une même unité : la situation de prolétaire. Cette accession à l'indépendance d'éléments formant un tout, c'est le travail de la lutte politique sur la lutte de classe, le travail de la réification qui associe naturellement à chaque élément du procès de production un revenu : le monde enchanté de la Terre, du Capital et du Travail. Rien n'est figé, mais voir uniquement dans les mobilisations massives que la République islamique peut encore réaliser la seule manipulation de « masses incultes », ce serait courir le risque de bien des déboires et de passer à côté de la compréhension de la lutte des prolétaires qu'on prétend exprimer, mais de façon unilatérale.

Une crise n'advient pas quand les éléments qui forment un tout sont scindés, mais quand leur unité est violemment rétablie⁴, ce qu'on peut appeler une

4. « Si par exemple l'achat et la vente – ou le mouvement de la métamorphose de la marchandise – représente l'unité de deux procès, ou pour mieux dire le déroulement du même procès qui passe par deux phases opposées, donc *essentiellement l'unité* (c'est nous qui soulignons) de ces deux phases, ce mouvement est tout aussi essentiellement la séparation des deux phases et leur autonomisation réciproque. Or, comme elles constituent une cohérence, l'autonomisation des moments cohérents ne

conjoncture. Quand les bassidjis vont bastonner des ouvriers en grève, c'est le capital qu'ils représentent, sa contrainte interne à l'exploitation, l'État comme gourdin, et c'est en tant que tels qu'ils doivent être traités. Mais c'est aussi le rétablissement violent de l'unité prolétaire du pauvre et de l'ouvrier. Cela signifie que le prolétariat est devenu pour lui-même une contradiction. L'ouvrier en grève parce qu'il n'est pas payé a dans le bassidji son miroir, inversement le bassidji a dans cet ouvrier en grève la confirmation de lui-même comme pauvre. Cet affrontement *est* celui du capital et du prolétariat, ce n'est pas nier cela, mais le renforcer et le déterminer spécifiquement que de dire qu'il contient en tant que tel (affrontement du capital et du prolétariat) le devenir contradictoire du prolétariat pour lui-même. Dans la conjoncture iranienne, la lutte politique peut être pensée conjointement comme captation abstraite de la lutte des classes et comme sa forme de manifesta-

peut apparaître que violente, comme procès destructeur. C'est justement dans la crise que leur unité se manifeste, l'unité des différents éléments. L'autonomie qu'acquièrent l'un vis-à-vis de l'autre les deux moments qui vont ensemble et qui se complètent, les uns par rapport aux autres, est violemment anéantie. La crise manifeste donc l'unité des moments promue à l'autonomie les uns par rapport aux autres. Il n'y aurait pas de crise sans cette unité interne d'éléments en apparence indifférents les uns par rapport aux autres. Mais, pas du tout, dit l'économiste apologétique. Étant donné qu'il y a unité, il ne peut pas y avoir de crise. *Ce qui ne peut vouloir rien dire d'autre que ceci : l'unité des contraires exclut la contradiction (idem)*» (Marx, *Théories sur la plus-value*, Éd. Sociales, t.2, p.597).

tion et de réalisation ; mais conjonction déjà intérieurement contradictoire.

La question n'est pas : en être ou ne pas en être. Comme si la lutte politique n'était qu'un écran de fumée derrière lequel se cacherait « le vrai ». Le fait de la théorie est de dire que la lutte politique comme forme de représentation n'est pas étrangère à une lutte de classe que l'on ne pourrait poser que comme essence cachée. En effet, il s'agit de concevoir la lutte des classes comme une conjoncture de contradictions. Dans son mouvement, dans les formes qu'elle prend et abandonne, la lutte de classe se critique elle-même, elle est théoricienne. C'est en ce sens que la théorie n'est jamais normative, elle est condamnée à prendre place à l'intérieur du mouvement de la lutte des classes, comme épure de celui-ci, dont les événements perturbent toujours sa logique d'épuration. Être une logique, une rationalité perturbée, c'est sa force. Mais la théorie n'élimine pas l'idéologie, cette dernière lui est un moment interne nécessaire. C'est parce que la lutte de classe est scindée jusqu'à son terme entre, d'une part, ce qui demeure un mouvement objectif qui n'est pas une illusion, les contradictions du mode de production capitaliste, et, d'autre part, dans cette objectivité, la pratique de son abolition qui le désobjective, qu'elle demeure structurellement idéologique. Elle vit de la séparation de l'objet et du sujet. C'est parce que la dissolution de l'objectivité constitue un *sujet* en tant que tel, et qui se considère ainsi, que l'idéologie (invention, liberté, projet et projection) est inhérente à sa définition et son action.

Actuellement, en Iran, ce dépassement de la lutte politique s'enracinerait encore (s'il advient) dans la lutte

politique en ce que l'hypertrophie de l'État en Iran, son contrôle quasi absolu de la vie économique au travers de la rente pétrolière, des entreprises publiques, des fondations (*bonyands*) et du corps des pasdarans en a fait non seulement l'institution séparée qu'il est par définition, mais simultanément *une force de production totale*, mais, par là, immergée dans la vie économique et l'organisant de part en part. Tous les États du monde ont cette puissance de force productive, mais pas en tant que *quanta* de capitaux particuliers, quand cela arrive ce n'est pas définitoire, mais accessoire et contingent, en outre les États rentiers n'impulsent pas l'activité économique mais l'intoxiquent (le profit est un présupposé redistribué ; il vaut mieux importer que produire, cf. *infra*)⁵.

Bien sûr, le mouvement peut changer de nature, mais ce ne sera pas un cours linéaire, il ne suffit pas d'espérer qu'il passe à autre chose, qu'il y ait rupture, mais il faut définir la situation qui pourrait être dépassée, parce que le dépassement se prépare dans cette situation et n'est pas indifférent à ce qu'il dépasse. Dans la dynamique actuelle, la lutte économique du prolétariat pourrait être encore une lutte politique, non seulement parce qu'en définitive la lutte contre le capital mène toujours à affronter l'État-gourdin, mais parce qu'elle pourrait encore se comprendre elle-même et se mener, dans la conscience qu'elle aurait d'elle-même, tout à fait pratique et efficace, comme lutte contre *une certaine forme d'État*. Elle serait alors encore une lutte

5. Pour une analyse plus fouillée de l'économie rentière voir Théo Cosme, *Moyen-Orient 1945-2002 : histoire d'une lutte de classes*, éd. Senonevero, 2002.

trouvant sa limite dans les formes de représentation auxquelles la classe capitaliste donnerait un sens en se les appropriant comme réforme de l'État, comme réaffirmation de l'hétéronomie de l'économie et de la politique pour refonder l'État comme librement capitaliste. Car pour la classe capitaliste iranienne en recomposition, le contenu de cette recomposition, son sens, c'est l'élaboration, l'édification, d'un État spécifiquement capitaliste, c'est-à-dire libre, c'est-à-dire *séparé de la société* (comme on le verra plus loin).

Ainsi le dépassement de la conjoncture définie comme lutte politique dans un vaste mouvement de luttes ouvrières ouvrirait une période de guerre civile car le prolétariat n'est porteur d'aucun projet qui soit la continuation, la réalisation, de ce qu'il est actuellement dans cette société, s'imposant aux autres classes sociales qui, face à ce type de luttes, sont toujours parvenues à reprendre à leur compte ces projets de réorganisation ouvrière de la société parce que le travail productif et la valeur en étaient toujours le fondement. Élucubration théorique peut-être, mais si la théorie consiste en une accumulation de données objectives croyant rendre compte de la réalité, si elle n'est pas partie prenante de ce dont elle parle, si elle ne se situe pas elle-même dans son objet, autant se contenter de lire et recopier le *Financial Times*.

La politique et ses enjeux

Dans la lutte des classes, les illusions politiques participent directement de l'essence de celle-ci, ce n'est nullement un monde illusoire d'idées fausses édifié sur

la base d'une réalité qui leur demeurerait extérieure. C'est la lutte des classes qui suscite des représentations politiques s'intégrant à son cours, à son fonctionnement et l'entretenant, tout comme « les catégories de l'économie bourgeoise sont des formes de l'intellect qui ont une vérité objective en tant qu'elles reflètent des rapports sociaux réels » (Marx, *Le Capital*, Éd. Sociales, t. 1, p. 88). La lutte politique n'est pas un doublet illusoire de la lutte des classes en relation d'adéquation ou d'inadéquation avec elle, mais une instance active de cette lutte des classes, elle peut même être le lieu où le combat se mène jusqu'au bout...dans les enjeux du moment. Encore faut-il qu'il y ait *lutte politique*, il ne s'agit donc pas de l'alternance convenue entre partis ayant en gros le même programme et les mêmes objectifs et dont l'affrontement ne porte pas sur la forme de l'État et la modalité de représentation comme unifiée d'une société divisée (l'idéalisme de l'État). Même dans ce cas, il peut arriver que, par accident, advienne un *enjeu politique* comme lors de l'élection présidentielle de 2002, en France, où au travers du score de Jean Marie Le Pen la question de l'identité ouvrière et de sa représentation était apparue dans la politique comme son problème actuel dans les aires centrales du mode de production capitaliste.

Il n'y a pas d'intégration de la reproduction de la classe ouvrière dans la reproduction propre du capital, sans politique et sans État, et sans autonomie de la politique. Même dans la confrontation convenue des partis, même quand elle n'est pas *lutte politique*, il y a toujours en débat cette chose essentielle : la non-coïn-

cidence du capital social et des capitaux particuliers, c'est-à-dire le fait que chacun n'est pas une totalité expressive ou inversement que le singulier ne se subsume pas sous le général. Le capital social n'est pas la somme des capitaux particuliers, là existe de façon permanente un combat que la classe capitaliste règle dans l'État. Un débat permanent dans lequel est traduit politiquement la lutte des classes comme débat permanent *interne* à la classe dominante.

Cette approche de la politique n'a rien à voir avec une conception de la société capitaliste permettant d'en entreprendre la critique par n'importe quel bout, n'importe quel événement. Le mode de production capitaliste n'est pas une totalité expressive où chaque partie est immédiatement expressive du tout qui l'habiterait directement. L'objet de la théorie communiste c'est le rapport luttes actuelles – prolétariat/révolution/communisme. La « critique sociale » qui prend le mode de production par tous les bouts est cette critique qui perd de vue la contradiction structurant le mode de production capitaliste et son dépassement, c'est une façon élégante de surfer sur la surface de la société capitaliste en croyant et en faisant croire que les rapports de production capitalistes (justement) se donnent partout en totalité et *en clair* dans chacun de ses moments. Cherchez l'erreur. Elle réside non pas dans l'affirmation que tous les éléments d'une société se tiennent, mais dans la croyance qui sous-tend cette critique selon laquelle tous (famille, école, culture...) sont *également* habités par la dynamique du mode de production et corollairement par la contradiction portant son dépassement

(le corollaire n'est pas toujours nettement affirmé, mais alors on dira : c'est tout aussi important d'attaquer le mode de production capitaliste sous cet angle que sous tel autre, c'est complémentaire).

Entre la « critique sociale » et la « critique des rapports de production », il n'y a que le *mot* de « critique » en commun. Il ne s'agit pas de repousser le fait de s'attaquer à ces questions, nous le faisons ici avec la politique, mais une certaine façon de le faire, celle de la totalité expressive. Pour que cette dernière fonctionne, on ramène, au mieux, le moment dont on parle aux rapports de production conçus comme une sorte de fondement, mais on subsume ce qui se passe dans ce « fondement » (les classes, l'exploitation etc.) sous une théorie générale, en général une théorie générale de l'aliénation, qui légitime la totalité expressive (parce qu'elle la nécessite), le passage par les rapports de production n'est plus alors qu'une formalité obligée du discours, passage destiné à se fondre dans le « grand tout ».

La question à laquelle nous confronte la situation iranienne est que la lutte des classes fondamentales décide aussi de la forme politique de la domination et de l'État et pas seulement de sa conservation ou de son renversement, que la logique sous-jacente, essentielle, de la lutte des deux classes fondamentales du mode de production capitaliste finit toujours par faire valoir sa cause déterminante *mais pas forcément dans ses propres termes*.

L'heure *solitaire* de la « détermination en dernière instance » (l'économie) ne sonne jamais. Il n'y a pas de politique, ni même de luttes de classes sans imagination, sans idéologie ; cette imagination, cette idéologie

ne déguisent pas les enjeux réels, elles ont ici des conséquences concrètes. Le renversement de la République islamique et de son cœur idéologique, le *valayat-e-fa-qui*, cristallise des aspirations diverses et même contradictoires qui une fois prises dans une forme nouvelle se transformeront, dans cette forme nouvelle, en une réalité qui n'est pas le simple représentant ni le jouet des volontés politiques diverses et contradictoires qui lui ont donné naissance. Cette réalité structure la vie et la lutte des classes. Le renversement de la République islamique peut ne pas avoir lieu, mais nous ne pouvons considérer les événements en cours que du point de vue de leur objectif actuel et considérer cet objectif en tant qu'accompli pour considérer la réalité actuelle de l'action de renversement.

Le renversement de la République islamique est devenu un faisceau de revendications hétérogènes. Pour le prolétariat, le renversement de la République islamique c'est la destitution de l'empire économico-politique des pasdarans, le renversement des fondations religieuses, l'annulation de la victoire des mollahs contre les comités ouvriers lors de la révolution de 1979. Pour les classes moyennes, c'est la suprématie du mérite et du travail sur la plèbe vivant de la « dilapidation de la manne pétrolière ». Pour la majorité de la grande bourgeoisie, c'est la rupture ouverte avec cette bureaucratie religieuse secrétant le populisme dont il avait fallu se servir pour renverser le shah et conjurer la révolution, fraction qui lui est devenu insupportable dès que sous ce populisme, sous cette forme politique, s'est développée une société qu'il est convenu d'appeler

« moderne » dont la République islamique fut simultanément la condition et la forme mais dans la mesure même où ce développement la rendait inadéquate. Le renversement de la République islamique, c'est pour cette bourgeoisie, Bakhtiar ou Bazargan à la place de Khomeiny, la fin de ce qui lui apparaît, *une fois le procès accompli*, comme une longue parenthèse, mais qui n'en était pas une avant cet accomplissement. Mais l'accomplissement, et c'est là toute la complexité de la conjoncture est simultanément la crise de ce qui fut accompli, car cet accomplissement advient trop tard pour prendre place dans un capitalisme mondial en crise.

La question est de refonder l'État, le séparer de la société pour être l'État d'une société éclatée dont l'unité des éléments, leur articulation n'existe plus à l'échelle nationale mais mondiale. Le problème c'est que l'Iran se met en conformité avec la mondialisation du mode de production capitaliste au moment où ce capitalisme mondialisé entre en crise : l'ancien doit disparaître, mais, pour l'Iran, le nouveau arrive mort-né. Les éléments libérés de la précédente totalité qui se sont défaits les uns des autres se sont mis, tels les atomes d'Épicure, à tomber dans le vide : luttes ouvrières, revendications démocratiques, féminisme, reconstruction des élites... Les atomes sont crochus, on le sait, mais nul ne peut prévoir lequel déviara et quelle sera cette déviation entraînant le carambolage à l'origine d'une nouvelle *prise* (comme l'on dit de la mayonnaise, du plâtre ou de la sauce du civet) et d'une nouvelle polarisation des contradictions.

La République islamique est caduque, mais ce qui la rend caduque c'est précisément la caducité de ce qui l'a rendue caduque : le développement social et capitaliste qu'elle a promu bien qu'inadéquate à ce développement et efficace par cette inadéquation même. Un mouvement islamiste parvenu au pouvoir est une contradiction : les « conservateurs » ne conservent pas et les « réformateurs » ne réforment rien. Mais une contradiction qui dure depuis plus de trente ans, instable et inadéquate à elle-même, cela mérite quelques explications. Ce qu'il faut comprendre, c'est comment toutes les contradictions sociales et économiques se sont trouvées à construire une question politique.

Un rendez-vous manqué

La production de la situation actuelle dans laquelle, pour le moment, la question centrale de la lutte des classes en Iran devient une question politique a son origine dans le rendez-vous manqué que furent les transformations capitalistes de la société iranienne dans les années 1960 et 1970.

Quand, en 1973, survient le premier choc pétrolier (l'OPEP décide de quintupler le prix du pétrole) le plan quinquennal iranien de 1973 est, sur le champ, revu à la hausse. Ce fut le début d'années folles où le revenu national augmenta de plus de 13 % par an. La première conséquence de cette augmentation du *revenu* national fut une explosion des importations (caractéristique clinique habituelle de l'intoxication rentière), en conséquence l'inflation ne tarda pas non plus à exploser. La production domestique non seulement se

voyait supplantée par les importations, mais encore elle avait atteint rapidement la limite de ses capacités. Les prix des importations dont l'Iran était devenu dépendant ne tardèrent pas à s'envoler car ces biens venaient des économies occidentales où l'inflation faisait rage. Il s'ensuivit alors, un phénomène en apparence paradoxal mais cliniquement ordinaire de l'intoxication. Plus le revenu augmente, plus l'exportation de capitaux prend d'inquiétantes proportions. L'Iran se trouve dans l'obligation d'accroître ses exportations hors pétrole, donc il faut vendre en Occident, pour cela il faut des infrastructures grandioses dont la réalisation est confiée à des sociétés étrangères, augmentant ainsi la dette extérieure. La politique de développement international du capitalisme iranien s'orienta vers le développement d'industries de base exportatrices comme la pétrochimie. Mais l'Iran était condamné au rôle de fournisseur de matières premières tandis que le contrôle du marché et le savoir-faire (donc l'essentiel des profits) restaient aux mains des multinationales étrangères.

Quand il fallut réagir face à la dépendance aux importations, l'État impulsa un ensemble de mesures visant à développer le capital domestique dans les industries manufacturières. Cette politique fut financée par des taxes à l'importation et les revenus des exportations de pétrole, ce qui posa un problème dès que ces revenus commencèrent à baisser. En outre, articulation internationale et objectif de réalisation d'une société capitaliste moderne obligent, le choix des industries prioritaires se révéla être un désastre. Les secteurs ciblés étaient relativement *high tech*, ce qui requérait une

technologie et une main-d'œuvre qualifiée que l'Iran ne possédait pas. De toute façon, même si on parvenait à les produire, ces marchandises étaient peu compétitives sur les marchés internationaux et ne trouvaient pas de débouchés intérieurs (inadaptées au mode de vie iranien de l'époque).

À propos de l'Iran, dans son *Bilan économique et social* de l'année 1978 (un an avant la « Révolution »), *le Monde* parle d'un « développement qui bouleverse toute une société qui ne peut l'intégrer » : analphabétisme, exode rural, absence d'infrastructures, importations de produits agricoles, projets stoppés restés dans les cartons. Contrairement au schéma canonique des forces productives et des rapports de production, ... c'est la société qui l'a emporté. C'est ce rendez-vous manqué de l'Iran avec la mondialisation du mode de production capitaliste qu'il faut comprendre par un nouveau flash-back.

Depuis le début des années 1960 avec la « Révolution blanche » dont l'aspect essentiel fut la réforme agraire (largement inaboutie – voir *infra* –), l'Iran travaille à son insertion, son intégration dans l'économie mondiale. Quand, boostées par le choc pétrolier de 1973, toutes les conditions semblent réunies pour réaliser l'arrimage, patatras, l'économie mondiale en pleine récession et même en crise n'admet plus ce type d'arrimage relevant d'une internationalisation du capital, alors que le modèle de la mondialisation financière est tout juste en gestation. De plus, anticipons, si *maintenant* la question politique aboutit à une reconfiguration de l'État, un État *séparé* et une classe capitaliste

libre, la complexité et l'ouverture des possibles de la *conjoncture* actuelle dont nous parlions tiennent au fait que l'Iran arrivera à nouveau trop tard dans un monde à nouveau trop vieux.

Ce monde trop vieux dans lequel l'Iran arrive maintenant trop tard, c'est celui du capitalisme mondial tel qu'il est actuellement structuré. La mondialisation est un phénomène à trois dimensions : la dimension des échanges de biens et de services, la dimension des investissements directs à l'étranger et la dimension de la circulation des capitaux financiers. Les trois dimensions sont bien sûr interdépendantes et la succession des *configurations historiques de la mondialisation* est la résultante de la transformation de la hiérarchie des interdépendances entre ces trois dimensions. Cette typologie explicative permet de mettre de l'ordre dans la question. De là, Michalet (*Qu'est-ce que la Mondialisation ?*, éd. La Découverte), à qui nous empruntons cette typologie, construit trois configurations qui sont des « types idéaux » : la configuration inter-nationale ; la configuration multi-nationale ; la configuration globale. La dernière est la configuration actuelle liée à la domination du capital financier. On ne va au bout de l'analyse que si l'on relie organiquement, en tant que procès général du capital, la hiérarchie des interdépendances et les modalités d'extraction de la plus-value. La configuration actuelle de la mondialisation est la mise en forme, en tant que géographie du procès général du capital, des déterminations de la restructuration du rapport d'exploitation.

La mondialisation n'est pas une extension homothétique des rapports capitalistes sur chaque parcelle des territoires constituant la planète, mais une structure spécifique d'exploitation et de reproduction du rapport, tel qu'il s'est restructuré. En tant que géographie, elle est le contenu comme forme de la restructuration du rapport entre prolétariat et capital. Segmentation, flexibilité, abaissement de la valeur de la force de travail dans les combinaisons sociales de sa reproduction et de son entretien, sont devenus en eux-mêmes des processus de diffusion illimités, tout comme la transformation de la plus-value en capital additionnel ou l'appropriation des forces sociales du travail. N'aborder les transformations du marché mondial qu'en elles-mêmes, comme concurrence entre les capitaux, ce n'est encore qu'une vision partielle de la mondialisation. Cette vision n'intègre pas qu'une telle transformation de la métamorphose de la plus-value en capital additionnel n'existe que si le procès de production immédiat, où se forme la plus-value, et que si le renouvellement du face à face avec le travail, où elle devient capital additionnel, sont un procès de production et une reproduction de la force de travail, eux mêmes restructurés.

Dans la formation d'un cycle mondial du capital, la circulation financière et sa logique débordent et s'étendent aux autres dimensions dites « réelles » de l'économie : la production et les échanges de biens et de services. C'est d'abord la diffusion sur l'ensemble des activités des objectifs de rentabilité financière, mais plus généralement, la gestion des firmes se calque sur

la gestion de portefeuille des banques et des fonds d'investissements et les actifs industriels sont assimilés à des actifs financiers, ce dont s'aperçoivent quotidiennement et tout à fait *réellement* les ouvriers licenciés. L'enchaînement des crises asiatiques, à la fin des années 1990, montre bien que la finance ne crée rien, mais cela ne nous avance pas à grand-chose, le plus important est de montrer comment le capital productif passe par des dynamiques financières qui définissent *sa rentabilité* et comment sa crise s'ordonne à ce niveau (cf. Jérôme Sgard, *l'Economie de la panique*, éd. La Découverte).

La configuration mondiale ne relègue pas les États au musée des antiquités, même si ceux-ci ne sont plus l'élément pertinent de base qu'ils étaient dans la configuration *multinationale* qui s'était mise en place après la seconde guerre mondiale. Dans le système mondial, les États et les ensembles régionaux d'États se trouvent être les espaces nécessaires à la définition et à la gestion des différenciations internes à la totalité. « Pour qu'une firme puisse cumuler l'existence de marchés de grande taille et en expansion avec de bas coûts de production, il faut un espace économique différencié. L'intégration régionale constitue un terrain de manœuvre adapté au développement des stratégies globales car elle permet, d'une part, de créer un territoire où circulent librement les biens, les hommes, les capitaux, les investissements, et, d'autre part, de réunir des économies inégalement développées avec des différences de coûts salariaux. C'est la raison pour laquelle il est à prévoir que les investissements directs à l'étranger (IDÉ) se polariseront de plus en plus dans des régions comme l'ALENA ou l'Union

Européenne élargie à l'est et au sud et, en Asie, dans la zone ASEAN. » (Michalet, *op. cit.*, p. 64-65). Ces zones, dans la logique financière, ont vocation à se confondre avec des zones monétaires (dollar, yen, euro), entre lesquelles pourront jouer les arbitrages entre les différents taux des marchés financiers et les taux des changes qui, s'ils sont dépendants des anticipations (et de la réalisation effective) de profits, traduisent les conditions de la valorisation dans le langage déterminant les déplacements de capitaux. On ne peut constater d'un côté la prégnance des logiques financières, et, de l'autre, se contenter de dire que la vérité est dans le capital productif comme si les premières n'informaient pas le second : le financement des IDE n'échappe pas à la dimension financière de la mondialisation. Le capital ne s'échappe jamais en une valorisation fictive mais la valorisation du capital en tant que valorisation du capital productif (la seule) peut être subordonnée aux règles de la valorisation du capital fictif, c'est-à-dire les règles de la « capitalisation ». Nous avons là tout simplement une tendance contenue dans le concept même de capital qui est une puissance sociale, l'« indépendance » du capital argent étant la forme achevée de cette puissance sociale.

Si le cadre national change de niveau de pertinence en ce qu'il n'est plus l'élément de base d'une multi-*nationalisation*, il a en charge dans le cadre des regroupements continentaux de gérer, comme moyen terme, la spécialisation régionale infranationale. En cela, à son niveau propre et au niveau des régions, il est l'agent de l'articulation des différenciations. Dans le cadre des grands ensembles supranationaux, ce ne sont pas les

États eux-mêmes qui sont les territoires de spécialisations mais les régions. Si l'on considère les échanges entre aires nationales dans un ensemble supranational on constate la domination des échanges intra-branche, c'est-à-dire d'une *diversification*, en revanche, la *spécialisation*, comme échanges inter-branches, se constate au niveau des régions. Tout cela peut paraître très « technique » mais la conclusion est capitale.

Le niveau global qu'organise le capital financier ne coiffe pas les relations entre États. Dans un premier temps on pourrait dire que, conformément à sa nature, il les néglige en définissant les territoires pertinents de la spécialisation comme la région infranationale, mais dans un deuxième temps, il les relégitime de façon précaire (certaines régions accèdent au statut d'État ou de quasi-État) comme le moyen terme nécessaire dans la mise en relation de ces régions dans un espace plus vaste, supranational. Espace supranational dont seul l'État national peut être, à ses risques et périls, le maître d'œuvre. Par la spécialisation des territoires régionaux, les zones nationales et supranationales apparaissent construites comme adéquates au débordement des logiques financières sur l'économie dite « réelle ».

Ayant à peine ébauché, dans les années 1950, un développement capitaliste nationaliste du fait que les contradictions de ce type de développement appaurent immédiatement : contradiction entre les importations nécessaires de plus en plus importantes (de technologie, de machines, de pièces détachées) et l'étroitesse du marché intérieur solvable ; ayant manqué son rendez-vous avec la *multi-nationalisation*, l'Iran, à la condition

du bouleversement politique qui est l'enjeu de la crise actuelle ne pourrait prétendre à la mondialisation globale *qu'au moment où celle-ci entre en crise* et dont la crise même fut le détonateur de la situation actuelle (voir *infra*). La restructuration, de par ses caractéristiques mêmes, est toujours inachevée, mais pour l'heure, en Iran, celle-ci arrive un peu tard⁶.

6. Ce type de décalage historique d'une dynamique nationale par rapport à une dynamique globale a constitué l'essence même de la « guerre civile libanaise » (ce sont en fait des contradictions de l'ensemble du Proche et Moyen-Orient qui se sont réglées au Liban). Quand la Syrie intervient au Liban contre l'OLP en 1976, le pouvoir syrien n'est plus le pouvoir nationaliste bourgeois baathiste historique, en revanche l'OLP est en train de constituer au Liban un État palestinien d'inspiration bourgeoise nationaliste à contre-temps de l'évolution générale du Moyen-Orient à ce moment. La rencontre n'est absolument pas fortuite entre l'agitation sociale dans un système en décomposition et les perspectives socio-économico-politiques que représente à ce moment là l'OLP. Israël en accord avec les Phalanges encourage l'implantation d'Amal, la mise en ghettos de la population, la disparition des expressions laïques du nationalisme arabe ou palestinien. La guerre civile se trouve être le résultat de conflits appartenant à des chronologies différentes constituant à un moment donné une conjoncture : élimination des anciennes classes dirigeantes, plus ou moins héritières des structures ottomanes (formes de la propriété foncière, droits personnels communautaires, répartition du pouvoir d'État, clientèle familiale), et impossible accession au pouvoir (anachronique) de la petite bourgeoisie avec son programme transcommunautaire, laïque, intégrant le Liban dans un cadre arabe nationaliste, politiquement et économiquement caduc. Cette phase-là a été au Liban court-

Retour sur la « Révolution » et les prolétaires

Les années soixante et soixante-dix, sous le règne du shah furent des années de destruction accélérée des rapports sociaux traditionnels. Tout d'abord de par les conséquences de la réforme agraire. Celle-ci créa une énorme masse de paysans sans terre devenus irréproductibles dans une structure villageoise transformée. Simultanément, la tendance à l'œuvre comme articulation structurelle du pays au cycle international, au travers de la place de plus en plus prépondérante de l'industrie pétrolière, des activités d'import-export, des industries de montage, des activités financières, attaque profondément les activités du bazar et amoindrit sa puissance économique et sociale. Le clergé voit également sa puissance séculière rudement mise à mal par la réforme agraire et la spéculation immobilière qui dévalorise les centres historiques des villes au profit des nouveaux quartiers résidentiels ou des quartiers d'affaires. À la fin des années soixante-dix, le type de développement mis en place entre en crise du fait de ses

circuitée par la réorganisation du Moyen-Orient autour de la circulation de la rente pétrolière. La fin de la guerre confirme la puissance saoudienne et idéologiquement le contenu islamique des oppositions à la bourgeoisie nationaliste : échec du cadre nationaliste arabe, délégitimisation du pouvoir étatique, contradictions entre les deux termes de la double vie du travailleur que l'industrialisation avait fait naître (entre sa vie dans le cadre du travail et celle des formes de sa reproduction), et que ses impasses rendent explosives. La révolution iranienne et la guerre Irak/Iran furent le coup de grâce porté à ce nationalisme.

propres caractéristiques, et de l'accentuation de la crise au niveau mondial, dont l'Iran était en passe de devenir structurellement partie prenante.

Durant la période révolutionnaire de la fin des années soixante-dix, la lutte des classes en Iran était un jeu qui se jouait à trois : la nouvelle bourgeoisie apparue avec la politique du shah ; la bourgeoisie nationale traditionnelle dont le bazar ; le prolétariat. « La question centrale du rapport entre la bourgeoisie nationale et le prolétariat contre la nouvelle bourgeoisie et l'État du shah étaient celle de savoir comment s'effectuerait le renversement de ceux-ci. (...) Pour la bourgeoisie nationale, le passage devait se faire progressivement et en douceur, pour le prolétariat, par voie insurrectionnelle. Il s'agissait pratiquement de montrer si un développement national était possible ou non, si la bourgeoisie pouvait organiser le prolétariat ou non. La synthèse momentanée de ces contradictions est fournie par le populisme religieux. (...) L'importance du mouvement religieux tient à la phase du processus où bourgeoisie nationale et prolétariat sont en contradiction avec la nouvelle bourgeoisie, alors que, déjà, il est évident qu'aucun développement national du capital n'est plus possible. Le mouvement religieux est au niveau de la bourgeoisie nationale l'expression de cette impossibilité, d'où d'importantes divergences entre les deux. » (« Les luttes de classes en Iran », *Théorie Communiste*, 1979, p. 12.)

On pourrait maintenant ajouter que la vision présentée ici du mouvement religieux est unilatérale ; ce qui n'était pas vu, c'était son aspect d'expression des

limites des luttes du prolétariat, en ce que celles-ci avaient pour contenu la prise de contrôle sous un mode autogestionnaire de l'appareil de production, c'est-à-dire la conservation du cadre de l'entreprise, des rapports de valeur, et du rapport salarial. Le mouvement religieux sera renforcé, d'une part par l'incapacité intrinsèque de la bourgeoisie à contrôler le mouvement, et d'autre part par le fait que dans l'insurrection et les mouvements de grèves et d'occupations qui l'accompagnaient le prolétariat était devenu la force déterminante du mouvement.

À partir de la fin 1978 et au début de 1979, le vaste mouvement de luttes du prolétariat était l'élément déterminant de la période. Le prolétariat se présentait, à partir de sa situation de classe, comme gestionnaire de la société : très nombreux comités d'autogestion dans les entreprises abandonnées par leur patron, prise en main de nombreuses raffineries d'État par les comités de grève, conseils de quartiers, réseaux d'assistance que le clergé ne contrôle pas encore, comités de squatters.

Dans un compte rendu de l'ouvrage de Paul Vieille et Farhad Kosrokhavar, *le Discours populaire de la révolution iranienne* (éd. Comptemporanéité, 1990), Jean Chesnaux écrivait dans *le Monde diplomatique* de Janvier 1991 : « La révolution iranienne qui renversa le shah ne fut-elle qu'un retour au passé organisé par le clergé chiite intégriste qui entraîna avec lui les désérités victimes de la modernisation ? (...) Paul Vieille refuse cette cécité des spécialistes envers les masses populaires définies *a priori* comme passives et hétéronomes, (...) la proto-histoire du khomeinisme met en

évidence la capacité autonome des masses et des petites gens qui tirent de l'islam leurs espérances propres et qui élaborent leurs propres formes d'interventions politiques. (...) L'islam des déshérités prend ainsi ses distances à l'égard de l'islam des avant-gardes, avec d'autant plus de vigueur que la déshumanisation et la déréliction issues de la modernisation sont morales plus encore que matérielles. Ainsi s'organise, certes pendant la très brève période étudiée ici, un nouveau champ de forces à la fois religieuses et politiques. Une nouvelle relation au sacré, dissociée de la religiosité d'inspiration institutionnelle, et soucieuse surtout de justice sociale, donc fortement méfiante envers les clercs. (...) Si cette révolution est prise de court dès les débuts des années quatre-vingt, si le haut clergé allié aux activistes cléricaux laïcs et aux nouveaux intellectuels d'État a si facilement pris le pouvoir, si le conseillisme a si vite reflué, c'est peut-être que dès sa phase initiale, le discours populaire contenait en germe sa propre négation. À savoir la projection dans le guide, «le millénarisme de l'imam du temps», bref une aliénation dont les paliers sont ici lucidement analysés en guise de conclusion : démission au profit des dirigeants, désarroi et angoisse dont le guide apparaît la seule issue, et aussi démonisation irrationnelle des adversaires intérieurs et extérieurs à la révolution. »

Ce qui est ici très intéressant, c'est la distinction faite entre révolte populaire et prise de pouvoir par le clergé, l'opposition entre les deux, mais aussi simultanément les germes de la négation du mouvement conseilliste à l'intérieur de celui-ci. Cependant c'est

ce dernier point qui paraît le plus faible. Cette « négation », dans l'analyse exposée par ce compte rendu, n'était pas posée dans la nature même du mouvement comme mouvement populaire, le mouvement populaire étant la reformulation, la médiation par laquelle s'effectue la prise de pouvoir par les religieux, mais comme un certain nombre de points faibles du mouvement conseilliste. En fait ce mouvement est analysé de façon dualiste : points forts et points faibles. La prise du pouvoir par les religieux s'appuie sur les points faibles, qui eux-mêmes ne sont pas compris comme intrinsèques à la définition du mouvement, qui, dans sa description, est considéré comme une somme de divers aspects. Cette prise du pouvoir n'est pas comprise comme retournement des limites intrinsèques à la dynamique définitoire du mouvement conseilliste dans ce qu'il a de plus fort, mais comme profitant de certains points faibles de ce mouvement.

Les limites rencontrées par la lutte du prolétariat iranien tenaient au fait que sa contradiction avec le capital en général (ce qui l'opposait à la bourgeoisie nationale) était une contradiction à l'intégration au cycle mondial du capital. Il en résultait, comme limites spécifiques, que le prolétariat ne pouvait se dégager de la nécessité de structurer une alliance de classes, en partie avec la bourgeoisie nationale, et avec une grande masse de prolétaires marginalisés dont la contradiction avec le capital était *figée au niveau de la reproduction* de la force de travail, comme force de travail potentielle. La « révolution en permanence », qui était devenue le slogan de l'extrême gauche iranienne, n'était que

l'expression de l'impossibilité pour le prolétariat de se constituer et d'agir en tant que classe autonome et de dépasser la fixation de la contradiction au niveau de la reproduction. La « révolution en permanence » c'était, dans la révolution, la reconnaissance de l'impossibilité de la révolution. La « révolution en permanence » était conservation de cet engluement dans la masse du peuple : l'impossibilité de dépasser les revendications *politiques* de changement de système, et une pratique de pression sur la gestion de l'État. Cela d'autant plus que, à tous les niveaux, l'État avait été l'agent de la transformation de la société iranienne, de la destruction des rapports sociaux traditionnels et de la mise en place des conditions de l'articulation structurelle dans le capital mondial. L'État apparaissait d'autant plus comme l'enjeu quasi unique de la lutte des classes que, moment obligé de l'autoprésupposition du capital, l'on voyait, dans une société en crise et aux rapports sociaux en pleine désarticulation, ce moment incapable d'accéder à l'autonomie.

Les religieux ne pouvaient avoir de « programme » autre que limiter le mouvement, l'encadrer, rétablir les échanges qui pouvaient l'être, rétablir l'ordre dans les usines, relancer la production et l'exportation pétrolières, prendre en main au niveau de l'État les multiples formes d'auto-organisation qui étaient apparues, contrôler le *welfare* de base par la redistribution d'une partie de la rente.

Analyser les mouvements islamistes, c'est analyser pourquoi et comment, au travers de quelles situations et contradictions sociales, l'islam est retravaillé et pro-

duit comme limite des luttes du prolétariat, et donne forme à un mouvement de type populiste.

Renaissant dans les années 1970, l'islamisme est d'abord un mouvement terroriste limité aux classes moyennes. La mutation s'effectue à la fin des années 1970 et au début des années 1980 avec l'échec définitif du « nationalisme arabe », l'échec de l'industrialisation extensive alors que le travailleur menait une double vie (à l'usine dans des rapports capitalistes ; dans sa reproduction dépendant d'autres rapports sociaux que spécifiquement capitaliste). Ce sont les années de la marginalisation des classes moyennes, de l'intégration rentière centrée sur les revenus du Golfe, de l'extension de l'exclusion spécifiquement capitaliste et des émeutes de la faim (justement appelées *IMF riots* en anglais). C'est dans cette conjonction que l'islamisme devient un mouvement politique⁷. L'islamisme a une base sociale dont il est une expression mais *il retravaille ce qu'il exprime* dans ses propres termes : justice sociale, noyaux urbains (habitats spontanés et structure productive souterraine), communauté, nationalisme (la dépendance, *IMF riots*), le souverain juste, le peuple (révolution iranienne).

Le problème social et politique majeur pour le mouvement islamiste consiste, d'une part dans la nécessité de gérer la reproduction d'ensemble de la société et l'articulation internationale de la zone, et d'autre part

7. L'islamisme actuel d'Al Qaïda est une nouvelle époque, celle d'un islamisme déterritorialisé. Pour une analyse plus développée de l'islamisme, cf. Théo Cosme, *Moyen-Orient 1945–2002 : histoire d'une lutte de classes*, éd. Senonevero, 2002.

dans celle d'exprimer et d'organiser la masse des exclus en tant que tels, d'exprimer les limites des luttes de classes. Ce conflit, qui est de toute façon une contradiction interne du mouvement, une tendance constante aux affrontements et à la scission, devient virulent si le mouvement parvient au pouvoir. À vouloir tenir les deux bouts, les mouvements islamiques jouent leur propre existence.

Tout cela ne faisait pas un programme, simplement parce qu'aucune classe en Iran n'était à même à partir de sa situation de promouvoir un type de développement social et économique capitaliste particulier. Les religieux étaient seulement les mieux à même de gérer les contradictions résultants de l'intégration de l'Iran dans le cycle international du capital, justement parce qu'ils étaient en tant que force sociale la résultante de ces contradictions. Expression des limites des luttes du prolétariat et de l'impossibilité d'un programme national bourgeois, *le mouvement religieux en Iran, tout comme l'islamisme en Algérie, ne pouvait que se perdre à vouloir tenir les deux bouts d'une société duelle dépendante.*

En Algérie, en 1992, non seulement le FIS ne savait quoi faire de sa victoire électorale, mais encore celle-ci était sa propre perte, non seulement parce qu'il craignait de décevoir, mais parce que c'était la nature même de ce qu'il était qui aurait été alors remise en cause : expression et retournement des limites des luttes. Le 5 janvier 1992 on lisait dans *le Monde* : « Le FIS pourrait être à son corps défendant, demandeur d'une solution négociée à la crise politique s'il veut éviter une victoire

à la Pyrrhus, (...) les intégristes commencent à avoir peur d'une partie de leurs troupes. Plutôt qu'un État islamique, celles-ci ne réclament-elles pas pour tout de suite des emplois et davantage de justice sociale. » Il n'y aurait pas eu d'impasse en Algérie si le FIS avait été capable, sans se saborder lui-même, sans éclatement interne, sans se remettre lui-même en cause, de prendre le pouvoir. Le clergé chiite iranien, quant à lui, a pris le pouvoir.

Le populisme

Ayant pris le pouvoir, le mouvement islamiste ne peut que se scinder, soit jusqu'à une scission formelle, soit en connaissant en son sein de violents conflits. En Iran, on voit alors le mouvement religieux se scinder progressivement en « pragmatiques » et « radicaux », les mêmes individus pouvant passer de l'une à l'autre tendance, pouvant même prendre au même moment des décisions relevant de l'une et de l'autre.

La République islamique s'est finalement stabilisée mais à la manière d'un funambule quintuplement schizophrène. Il lui fallait gérer simultanément cinq contraintes, cinq vies, qui ne pouvaient s'articuler entre elles en une totalité organique. Préserver une ouverture extérieure du fait de l'origine de la quasi-totalité de ses revenus (hydrocarbures) ; promouvoir un développement économique intérieur peu intégré mondialement ; gérer une reproduction de la force de travail déconnectée de la valorisation effective résultant de son exploitation et comprenant une grande masse d'individus soit au chômage, soit survivant dans l'économie

informelle ; accélérer la modernisation de l'agriculture visant l'autosuffisance sans rendre l'exode rural incontrôlable ; contrôler une économie étatisée sans s'aliéner la bourgeoisie en lui offrant des opportunités d'enrichissement.

La synthèse en continuelle instabilité de tout cela fut la construction d'un État *immergé dans la société*, traversé par toutes ces luttes et contradictions, ce fut le *populisme*. Dans les années 1970, l'islam se substitue au nationalisme anti-impérialiste laïc devenu caduc dans la défaite globale du cycle de luttes s'achevant au début des années 1970. L'islamisme politique est par nature interclassiste, il mobilise « les masses » qui n'ont rien retiré de la capitalisation intensive, des fractions de « l'aristocratie pétrolière rentière » contre les « vendus aux infidèles », les classes moyennes laminées par le « mondialisme capitaliste » ; il se justifie par l'intérêt supérieur du monde musulman englobant et dépassant tous ses membres et toutes les catégories sociales.

Le populisme se définit essentiellement comme la volonté d'abolition, *dans la politique*, de la distinction entre les mouvements sociaux et l'action politique, volonté d'abolition de la séparation entre l'État et la société, l'État et la lutte des classes. Contre la démocratie, le populisme refuse de reconnaître comme irréductibles les contradictions et les scissions de la société, et d'accepter leur pacification dans l'État par la médiation du citoyen. Pour le populisme, la société est une communauté directement prise en charge et représentée en tant que telle dans l'État. La communauté, c'est le peuple contre les classes sociales d'un côté et contre

le citoyen de l'autre (les « deux Satan »). Cependant ce peuple comme communauté n'est pas un état, un donné, il doit être construit par la réunification, la réconciliation, de ce qui a été séparé, disloqué : la société et la religion, le public et le privé, l'économie et la morale, la technique et le culturel, les masses et les élites, etc. En tant que mouvement politique et idéologique, tel que nous venons de le décrire, le populisme se constitue sur les limites des luttes du prolétariat et se retourne contre lui. C'est l'action du prolétariat dans ses luttes revendicatives et de pression sur l'État, ainsi que dans ses tentatives d'organiser la société selon ses besoins et intérêts, qui produit le peuple, et le peuple, qui n'admet pas les contradictions, les conflits et les scissions en son sein, se retourne contre lui. Mais ce peuple, on l'a dit, n'est pas un donné, n'est pas une classe sociale, ni même un groupe sociologique, il est à construire et à représenter. Par là, il devient l'apanage de la seule classe susceptible d'unifier les contradictions sociales et de les reproduire, parce qu'elle tient les clés de l'autoprésupposition du capital : la bourgeoisie. Celle-ci peut déléguer, de façon parfois conflictuelle, la direction du mouvement aux classes moyennes, ou à des catégories sociales mieux à même de le représenter, parce qu'adéquates à son contenu, comme les religieux, ou dans d'autres contextes l'armée, ou le syndicat.

Le populisme se nourrit et se revivifie continuellement aux limites des luttes du prolétariat, quand celui-ci ne peut se dégager soit des contradictions relatives à une reproduction non spécifiquement capitaliste de la force de travail, soit d'une fixation de la contradiction

entre prolétariat et capital au niveau de la reproduction d'une force de travail potentielle ; soit du cadre d'une économie duelle où l'articulation entre les deux secteurs n'apparaît dans leur implication réciproque que comme misère et richesse ; soit, et c'est souvent le cas, de tout cela à la fois.

Pour que le populisme revête une forme religieuse, il faut non seulement qu'à partir des contradictions dont il est le produit, il réclame cette forme, mais encore qu'inversement le mouvement religieux se reconnaisse dans le populisme. Il ne s'agit pas de deux mouvements séparés. Dans les contradictions sociales qui produisent le mouvement populiste en Iran, le mouvement religieux en tant que force sociale spécifique est lui-même embarqué au travers des liaisons entre le clergé chiite et le bazar, et par le rôle redistributeur des institutions religieuses. Face aux transformations sociales de l'époque du shah, non seulement la religion formalise en partie le mouvement de révolte en tant que populisme, mais encore les religieux sont spécifiquement mis en mouvement en tant que catégorie sociale dont le pouvoir économique et politique est attaqué.

Dans les pays du Maghreb et du Moyen-Orient, les luttes de classes ont donc retravaillé la tradition islamique pour produire les thèmes du populisme (justice économique, communauté, réseaux sociaux urbains, nationalisme, « souverain juste »), en même temps qu'elles incluaient dans leur mouvement, de façon spécifique, le personnel religieux. Mais c'était continuellement face à l'exacerbation des contradictions entre

les classes que le populisme religieux devait se prouver comme la représentation en acte de la communauté du peuple, et cela en produisant le peuple. L'impopulaire, le non-patriotique deviennent l'irreligieux. Le religieux n'était pas le plus petit commun dénominateur des forces et contradictions en mouvement, il en était une *reformulation globale par un changement de niveau* : des contradictions entre classes au politique, du prolétariat au peuple, de l'exploitation à l'aliénation et à la misère inhérente à la nature humaine. C'est en cela qu'il put réaliser une synthèse, même instable et schizophrène, d'éléments hétérogènes. Jusqu'à aujourd'hui ce fut sa vie. La question n'est pas de savoir comment la religion, la politique, l'économie relie des individus-Robinson, mais de comprendre pourquoi le lien des individus particuliers définis par et dans un mode de production déterminé, prend la forme nécessaire de la religion, de la politique, de l'économie.

La République islamique

Dès 1979, le consortium de compagnies occidentales qui commercialisaient entre 80 % et 90 % du brut iranien est éliminé au profit d'un organisme national, les banques sont nationalisées, le secteur public et autogestionnaire englobe à peu près toutes les activités économiques. Le capital et les moyens de production appartiennent à l'État, mais le produit du travail est privé et la Constitution exclut la domination du capital étranger dans une entreprise (cette dernière mesure a fait sans cesse l'objet d'amendements et d'aller-retour). L'industrie ne tourne plus qu'entre 30 % et 40 % de

ses capacités en raison de la dépendance vis-à-vis des pièces étrangères, il faut en outre importer des produits agricoles, l'inflation devient galopante (jusqu'à 53 % en un an sur les produits alimentaires en 1980 avec le début de la guerre avec l'Irak), le déficit budgétaire est énorme, la production pétrolière est à l'arrêt, l'État est au bord de la banqueroute d'autant plus que les avoirs iraniens dans les banques américaines ont été bloqués⁸. En 1981, toutes les entreprises étrangères sont nationalisées, l'État et donc l'ensemble de l'économie ne fonctionnent que grâce à la planche à billets. En mai 1982, c'est au tour de l'ensemble du commerce extérieur d'être nationalisé tandis qu'un rationnement strict encadre la consommation.

Après cette première période « radicale », malgré la poursuite de la guerre avec l'Irak qui s'achève en juillet 1988, entre 1983 et 1988, la politique de la République islamique prend son cours caractéristique de balancement entre mesures contradictoires, entre raidissement nationaliste mais sans politique de développement autocentré et ouverture internationale mais sans politique d'intégration mondiale. L'année 1983 est marquée par une volonté certaine de « normalisation » des relations économiques avec l'étranger : grâce à un accord avec Mitsui, le terminal de Bandar Khomeiny est terminé, une partie des avoirs extérieurs de l'Iran est libérée, la balance des paiements redevient positive (au prix d'un terrible rationnement de la consommation intérieure). À l'intérieur, pour rassurer

8. Sauf indications contraires, toutes les données chiffrées proviennent de la collection 1978-2010 des *Bilan économique* publiés chaque année par le *Monde*.

le bazar et les propriétaires, les entreprises confisquées en 1979 sont rendues à leur propriétaire, la loi distribuant la terre des grands domaines aux paysans est abrogée (1/3 de ces terres appartenait au clergé) ainsi que celle étatisant le commerce avec l'étranger. Le résultat est immédiat, en 1984, les importations augmentent malgré leur blocage officiel et la balance des paiements plonge dans le rouge alors que les recettes pétrolières baissent, le chômage est énorme. En 1985, plus de 25 % des échanges internationaux (pétrole, pistaches) passent par des accords de troc. En 1986, les prix du brut s'effondrent (le contre-choc pétrolier), l'État est à nouveau au bord de la banqueroute, le chômage atteint officiellement 39 % de la population active, l'Iran n'a plus aucun crédit international. Malgré quelques tentatives d'ouverture diplomatique, en 1987, le pays est sous embargo de la part de la France, des États-Unis, de l'Italie, du Japon et des pays arabes du Golfe persique.

N'ayant plus aucun crédit, obligé de payer comptant, l'industrie nationalisée fonctionnant à perte, totalement isolé sur le plan économique et politique, l'Iran accorde des rabais pour exporter son pétrole et en fait, *a contrario* de tous les discours nationalistes, se dessaisit de la maîtrise de ses revenus en négociant avec les grandes compagnies des accords de *buyback*⁹ qui

9. Le *buyback* est l'offre qui permet de vendre un droit d'exploitation d'un montant fixe pour les puits de pétrole. La capacité du puits est évaluée par un expert (indépendant...) avant la vente et l'acheteur n'est pas tenu de réévaluer l'estimation au cours des forages. Ainsi le prix correspond à une estimation invérifiable. En 2006, par exemple, le prix d'achat du baril en

s'ajoutent aux accords de *netback*¹⁰ qui concernent la quasi totalité des pays producteurs.

En 1988, lorsque la guerre avec l'Irak s'achève, l'Iran ne dispose d'aucune ressource pour la reconstruction : 50 % des usines sont détruites, les meilleures terres agricoles, frontalières avec l'Irak, sont dévastées, les terminaux pétroliers sont peu utilisables, les infrastructures sont détruites (l'Irak ayant eu « la maîtrise des airs »). Le pays n'a pas de dettes à long terme mais plus aucune réserve, reste l'emprunt, mais les banques internationales ne se pressent pas. Dans le gouvernement, déchiré par définition, les « pragmatiques », dits aussi

buyback se situait, selon les puits entre 8 et 15 \$ pour 50 \$ sur le marché, le prix d'extraction tourne autour de 4 \$ le baril pour l'ensemble des pays producteurs du Golfe. Les grands gagnants sont Total, Gazprom, Statoil, Petronas qui ont passé ce type d'accord avec l'Iran. L'Iran rachète l'essence au prix du marché (55 cents le litre soit 88 \$ le baril de brut).

10. La notion de *netback* est depuis longtemps utilisée comme indicateur de la position des prix des produits pétroliers par rapport à ceux du brut. C'est le prix fictif d'une qualité de brut donnée, calculée à partir des coûts de raffinage et des prix des produits pétroliers obtenus en raffinant ce brut. Les contrats de valorisation fixent les prix du brut à partir de cette estimation du *netback*. Le brut saoudien, par exemple, est facturé aux raffineurs en prenant en compte les cours sur le marché spot de la gamme des produits raffinés correspondant à son rendement type, à une date qui varie, selon les contrats, de la date de livraison du brut à celle où ces produits seront effectivement mis sur le marché. Dans ce type de contrats, les producteurs abandonnent totalement leur rôle dans la fixation des prix, ils ne font plus qu'enregistrer la pression du marché.

« réformateurs », prennent le dessus. Le programme est clair : libéralisation de l'économie, appel à l'investissement étranger pour les industries nationalisées, emprunts internationaux, retour des capitaux étrangers. Le programme est clair et la mort de Khomeiny en 1989 libère de l'espace politique, cependant, au-delà des « signes d'ouverture », les « pragmatiques » menés par Rafsandjani n'amorcent aucune rupture économique avec le passé.

L'industrie reste nationalisée à 80 % et continue de tourner entre $\frac{1}{3}$ et $\frac{1}{10}$ de ses capacités mais elle tourne ce qui n'est pas sans importance quand le chômage touche officiellement 33 % de la population active (pour saisir pleinement l'énormité de ce chômage, il faut considérer que l'agriculture représente environ 25 % de la population active et que le sous-emploi, l'emploi intermittent des journaliers, ne sont pas pris en compte), les emplois dans l'administration continuent à augmenter, ils ont doublé entre 1979 et 1989. La reproduction de la population est dépendante d'une « économie d'assistance » qui coûte alors en subventions entre 3 et 4 milliards de dollars et conjointement d'une florissante économie parallèle qui se nourrit du rationnement et de la surévaluation de la monnaie (les taux pratiqués sur le marché noir des devises sont, selon les mois, de 13 à 17 fois inférieurs aux cours officiels). Restent les exportations d'hydrocarbures qui ont repris et qui autorisent la rédaction d'un nouveau plan quinquennal. Ce nouveau plan est fondé sur une augmentation des dépenses publiques *simultanément* à la privatisation progressive des industries « non-stratégiques »,

pour freiner le marché noir le contrôle des changes est partiellement levé et un taux de change proche de celui du marché parallèle est instauré pour les clients et fournisseurs des entreprises nationales qui sont autorisées à emprunter de façon limitée et contrôlée. Cependant l'État lui-même n'est pas autorisé à recourir aux marchés internationaux des capitaux. L'objectif global du plan résume toutes les contradictions : recourir aux *investissements étrangers* pour atteindre l'objectif fixé d'*autosuffisance économique*.

On trouve bien sûr, à la base de ces « incohérences », toutes les contraintes auxquelles est soumise une économie rentière, mais, même si on retrouve toujours ces mêmes contraintes, tous les pays rentiers ne les traitent pas de façon identique (les Pays-Bas ont eu à faire face à ce type de contraintes sans devenir une « République évangélique »). La singularité iranienne est dans ce qui fut le résultat du rendez-vous manqué des années 1970, c'est-à-dire la République islamique : *une forme politique devenue rapport de production*. En Iran, la République islamique n'est pas la représentation politique (l'expression) du rapport de production capitaliste, elle est le rapport de production capitaliste, elle n'est pas en tant qu'État « au-dessus des classes » (nous verrons plus loin, en définissant l'enjeu de la crise actuelle, comment comprendre cette expression si ambiguë) mais le lieu politique du rapport entre les classes, *traversé* par la lutte des classes et par la lutte de toutes les fractions de la bourgeoisie, il ne se construit pas au-dessus d'elles. Cela tient bien sûr au contrôle quasi total de l'économie, mais pas seulement. Le

contrôle total de l'économie par l'État, en URSS par exemple, n'impliquait pas qu'il fût lui-même le rapport de production capitaliste et qu'il fût traversé par la lutte des classes. L'État soviétique était l'État de la classe capitaliste *au-dessus des classes et de cette classe capitaliste même* (les purges en témoignent ; il y a des élections et pas de purges – jusqu'à aujourd'hui – en Iran), et il menait de façon aussi cohérente que possible la politique de cette classe. En Iran, parce que l'État est une forme politique devenue rapport de production, l'incohérence est structurelle, définitoire de la chose, ce n'est plus alors une incohérence mais une structure incohérente qui se définit et se reproduit par elle, qui fait de cette incohérence sa raison d'être. Une forme politique étatique devenue rapport de production c'est un *monstre*, mais par un hasard tout spinozien (les volatiles ardoises des toits d'Amsterdam) l'histoire peut accoucher de monstres.

Entre 1990 et 1992, la tendance « réformatrice » semble l'emporter, *s'autonomiser* des autres tendances de la République islamique alors que ce qui est définitoire de cette république c'est que chacune n'existe que par les autres et *à l'intérieur* de cette république. L'invasion du Koweït par l'Irak a des conséquences bénéfiques pour l'Iran qui ne devient plus si infréquentable, de plus les cours du pétrole sont à la hausse. Contre les « intégristes », les « réformateurs » imposent la possibilité d'avoir recours (jusqu'à concurrence d'un tiers des besoins) à des emprunts internationaux pour financer le plan quinquennal (rappelons que les plans quinquennaux ne sont pas une invention de la Répu-

blique islamique), mais si des prêts sont obtenus c'est seulement à court terme, si bien que de grands contrats avec des entreprises étrangères doivent être annulés faute de financement. En même temps, le retour au privé des « entreprises non-stratégiques » stagne à cause de toutes sortes d'obstacles légaux ou non et tous les biens de première nécessité sont toujours largement subventionnés. Une fois ces subventions assurées et les importations nécessaires à la simple survie de l'industrie manufacturière réalisées, il ne reste plus rien, pour l'investissement, des revenus pétroliers. Le peu de réalisation de cette politique dite d'ouverture fait tout de même que le chômage bondit à 48 % de la population active et que les prix flambent avec un triple taux de change source de toutes les corruptions et de tous les trafics. Ce dont se souviennent aujourd'hui les « dés-hérités » lorsqu'il s'agit de soutenir ces mêmes « réformateurs ».

En 1992, des protestations massives contre la vie chère éclatent, des banques sont attaquées, des magasins pillés, des bâtiments publics incendiés. Aux législatives, les « réformateurs » obtiennent un succès mais avec un taux de participation de seulement 40 %, Rafsandjani se trouve sans appui, il annonce qu'il n'y aura pas de réformes majeures : la « libéralisation » est bloquée, seule une centaine d'entreprises nationales ont été privatisées (encore que, on le verra plus loin, ces privatisations sont largement en trompe-l'œil). Bazaris et religieux qui ont tout à redouter de la fin d'une économie spéculative et d'une modernisation de l'État se trouvent revigorés. Il est dans la nature même de

la République islamique qu'aucune tendance ne parvienne à l'emporter sur l'autre dans la mesure où chacune n'existe, au strict niveau matériel, que dans sa relation à l'autre, dans son besoin de l'autre, ces relations constituant l'État lui-même. La Constitution continue à interdire les investissements étrangers, il y a toujours trois taux de change et la promesse d'instauration d'un système de protection sociale pour les « déshérités » (environ 40 % de la population), d'un revenu minimum et de la généralisation de la Sécurité sociale demeure une promesse. Le clientélisme et le maintien d'un système de protection para-étatique (étatique en fait) via les fondations religieuses sont intrinsèques au populisme définissant globalement la forme politique de l'État : la protection sociale ne peut faire référence à une universalité de l'individu abstrait dans la mesure même où l'État (non séparé) n'est pas une abstraction.

Malgré la réélection de Rafsandjani (mais aucun dirigeant de la République islamique n'est la figure exclusive d'une tendance, non par duplicité, mais parce qu'il ne peut pas l'être) pour un second mandat présidentiel en 1993, toute la politique de « libéralisation » de l'économie est remise en question. Le repli des cours du pétrole provoque une crise financière catastrophique, les devises manquent pour rembourser une dette extérieure de 28 milliards de dollars dont 8 milliards d'arriérés de paiement en 1993 (les importations qui ont suivi la guerre avec l'Irak pèsent lourd). Les importations du secteur privé sont alors soumises à autorisation préalable avec une très forte augmentation des droits de douane et le contrôle des changes

est de plus en plus strict. En 1994, avec l'inflation qui s'envole (seul le prix du pain, subventionné, reste stable), les quartiers *populaires* manifestent contre le régime islamique (le revenu par habitant a chuté de moitié depuis 1979) ; à Téhéran les manifestations étudiantes deviennent continuelles, et dans le nord ouest du pays les paysans se révoltent contre la restitution à leurs anciens propriétaires des terres confisquées au lendemain de la révolution. Pour un temps en 1993, le jeu de bascule inhérent à la République islamique entre « réforme » et « intégrisme » paraît bloqué. Le *peuple* se soulève contre l'ouverture, l'inflation et la vie chère ; les étudiants contre les contraintes qui enserrant la vie sociale, contre « l'intégrisme » mais aussi la stagnation du niveau de vie de la classe moyenne ; les paysans, contre le retour des anciens propriétaires, souvent des religieux, contre l'encadrement strict des prix agricoles, mais sans soutenir « l'ouverture », synonyme de modernisation accélérée de l'agriculture et de concurrence étrangère. De son côté, la banque Markazi (fondée en 1960, dirigée par le gouvernement, possédant le monopole de l'émission) en tant que Banque centrale publie un communiqué dans lequel elle souhaite une « économie normale » avec un seul taux de change, un État qui cesse d'épuiser ses ressources en subventions, qui privatise les entreprises, et enfin une ouverture aux investissements étrangers. Tout ce que la République islamique ne peut ni *être*, ni faire. Rafsandjani rejette la responsabilité de la crise sur le bazar présenté comme le principal soutien des « conservateurs », mais sans tenter d'instaurer une politique fiscale ne faisant plus

dépendre le budget de l'État exclusivement des recettes pétrolières. En octobre 2008, c'est le « conservateur » Ahmadinejad qui, tentant d'introduire une sorte de TVA, sera obligé de reculer devant la « grève » du bazar présenté alors comme proche de Rafsandjani.

En 1995, la fuite devant la monnaie est totale, tous ceux qui le peuvent changent leurs rials en dollars, des monnaies parallèles apparaissent (le dollar ou des chèques émis par les commerçants du bazar). Les usines, dépendantes de l'importation de biens d'équipement, tournent au ralenti ou ferment. Les autorités monétaires utilisent les devises restantes pour apurer la dette extérieure et tenter de retrouver la confiance des financiers internationaux. L'austérité imposée et la baisse du niveau de vie peuvent se mesurer à l'effondrement des importations. Ces dernières diminuent plus que de moitié : entre 1993 et 1995, les importations par habitant passent de 419 \$ à 200 \$ (les importations sont divisées par trois si l'on prend pour référence 1992 et 1996). À la suite de cette cure d'austérité, les grandes banques internationales retrouvent timidement le chemin de Téhéran.

Les années 1994-1995 marque un tournant. À partir de cette date, la lutte entre « réformateurs » et « conservateurs » se jouent à front renversé : quand les « réformateurs » seront plus ou moins au pouvoir (« plus ou moins » car jamais aucune des deux tendances ne contrôle l'ensemble des institutions étatiques ou par-étatiques) ils ne tenteront plus réellement de réformer l'économie ; en revanche les conservateurs tiendront souvent un discours réformateur et l'appliqueront en

trompe-l'œil renforçant en fait le contrôle de l'État sur l'économie ou plutôt de l'économie et de la société *dans* l'État. La fin de la phrase précédente peut paraître provocatrice au vu des événements actuels, mais *la survie de la République islamique est suspendue à son immersion dans la société, au fait d'être un État non-séparé, un État traversé par la lutte des classes et des fractions de la classe capitaliste*. Il faut que la société et l'économie le dominant, mais ce faisant ce sont l'une et l'autre qui reconnaissent que l'État est le lieu même des conflits et le confirment comme la relation conflictuelle entre les classes dans les termes *politiques* qui sont les siens. La situation qui ressort de la crise de 1994-1995 signifie deux choses.

Premièrement, cela signifie que la République islamique s'est enfin stabilisée comme système par la mise en abîme de leur contradiction dans chacun de ses termes contradictoires. Mais, deuxièmement, il en résulte une politique économique plus cohérente (méritant plusieurs fois des satisfecit du FMI) fondée sur la prédominance du secteur d'État appuyé par l'introduction de capitaux étrangers dont le développement dépend d'une austérité croissante imposée à la majeure partie de la population. Mais l'austérité est la négation d'un développement capitaliste nationalement auto-entretenu, donc la négation de la prémisse du nationalisme économique étatique. Dans ce développement, la République islamique en demeurant ce qu'elle est, c'est-à-dire une forme politique devenue rapport de production, produit paradoxalement un développement capitaliste de l'économie et des rapports sociaux qui ne peuvent

plus s'accommoder de ce *rapport de production politique*, un développement pour lequel l'État doit être au-dessus des classes. Un développement pour lequel l'intégration dans la mondialisation du capital devient une nécessité (au moment où celle-ci entre en crise...).

En 1997, Khatami (réputé « réformateur libéral ») emporte les présidentielles contre Nouri pourtant présenté comme le candidat officiel du régime. Khatami se déclare favorable à la libéralisation de l'économie *mais* avec un « filet de protection » pour l'économie nationale incapable d'entrer dans la concurrence internationale. Le secteur public est *officiellement* jugé non viable ainsi que les fondations religieuses (les *bonyads*) créées au lendemain de la révolution pour s'occuper aussi bien des prestations sociales que d'hôtels de luxe ou de compagnies aériennes. En conséquence, l'austérité est renforcée, en 1998 on estime le salaire moyen d'un employé à 480 000 rials (160 \$ au taux officiel, 65 \$ au taux parallèle), les besoins d'une famille de quatre personnes pour vivre sont estimés à 1 000 000 rials.

À partir de 1996-1997, les contradictions économiques et sociales, c'est-à-dire la lutte des classes, se nouent comme *crise politique*. En portant sur la prise en mains des institutions de l'État (exécutif, législatif, judiciaire, police, armée, forces paramilitaires, entreprises publiques et fondations religieuses) la lutte politique manifeste et produit une crise de la forme même de l'État. Aucune des forces politiques officiellement en présence (réformateurs et conservateurs) ne veut remettre en cause la République islamique, c'est-à-dire l'État non libre, non séparé. Cependant, la politique

de libéralisation et de privatisation même menée à *l'intérieur de la République islamique* et en trompe-l'œil a un effet délétère sur la forme même de l'État.

Les grands secteurs industriels comme la pétrochimie, la sidérurgie, les matériaux de construction sont découpés en petits morceaux et vendus au « privé », mais pas à n'importe qui : aux familles des mollahs, leur fils ou des hommes d'affaires en liaison avec eux ou, très souvent, à des organes para-étatiques comme les pasdarans qui contrôlent aujourd'hui une grande partie de l'économie iranienne. Dans le même élan, le statut des travailleurs est modifié, les contrats de travail précaires se multiplient. Sous Khatami le réformateur, dans le secteur pétrolier, tous les ouvriers ayant plus de quinze ans d'ancienneté ont été sommés de prendre leur retraite dans les six mois sous peine d'être licenciés sans aucun droit à faire valoir. Obligés d'accepter, ils ont ensuite été réembauchés comme contractuels.

En 2009, malgré toutes les « réformes », 85 % des infrastructures productives sont d'une façon ou d'une autre contrôlées par l'État (entreprises publiques, coopératives créées conformément aux « principes islamiques », pasdarans) qui est un distributeur de rentes de situation (le développement du gisement de gaz de Pars-Sud a été octroyé aux pasdarans pour 1,56 milliard d'euros). Les pasdarans ont également des positions dominantes dans l'agro-alimentaire et les industries militaires. Durant les deux mandats de Khatami (1997-2005), les pasdarans s'engagent contre les velléités de réformes « libérales » du président et, dans le même temps, ils contrôlent le tiers des importations ira-

niennes (secteur clé dans une économie de rente pétrolière) à partir d'une soixantaine de quais construits sur les rives du Golfe et d'une dizaine d'aéroports, ainsi que de vingt-cinq quais de dédouanement sur l'aéroport international de Mehrabad. Sous le mandat d'Ahmadinejad à la mairie de Téhéran, ils obtiennent les chantiers autoroutiers et celui du métro dans la capitale, celui-ci devenu président, les pasdarans contrôlent 50 % de la compagnie d'État de télécommunications (sans aucun appel d'offres), la construction d'un oléoduc de 600 kilomètres vers l'Inde, etc.

L'octroi de subventions, la pléthore d'entreprises publiques et de services administratifs étatiques, le placement de l'argent provenant de la vente des biens expropriés après la révolution de 1979 dans de puissantes fondations à but social ont mis en place une économie de rentes de situation. Les fondations religieuses ou *bonnyads*, outre la conservation de leur rôle de quadrillage social clientéliste par l'assistance aux pauvres, sont devenues des consortiums de compagnies *exemptées de taxes* et qui rendent compte directement au « guide suprême ». La corruption et la recherche de rentes sont fonctionnelles et intrinsèques à un tel type de capitalisme *dans l'État*.

Jusqu'en 2004, la quasi totalité de l'industrie lourde, les télécommunications, les transports publics, le secteur énergétique, le secteur pétrolier, le commerce extérieur, l'assurance, le secteur des mines, etc., étaient publics. Cela malgré tous les « efforts » dans la voie de la privatisation depuis la fin de la guerre en 1988. En 2004, la Bourse de Téhéran est relancée avec la mise sur

le marché de parts de compagnies publiques et l'élimination d'un article de la Constitution précisant que le noyau dur des infrastructures devait être géré par l'État. Rien n'y fait, l'économie continue d'être directement ou « indirectement » publique. Par exemple, les parts d'entreprises publiques mises sur le marché étaient si importantes que seules d'autres entreprises publiques pouvaient les acheter.

En juillet 2006, l'ayatollah Khamenei (le « guide ») a demandé au gouvernement l'accélération de l'application de l'amendement 44 de la Constitution iranienne qui prévoit la privatisation économique. Dans son décret le « Guide suprême » a précisé que « la cession de 80 % des parts des grandes entreprises publiques servira au développement économique, à la justice sociale et à l'élimination de la pauvreté ». En 2009, 700 000 personnes avaient bénéficié de ce programme de distribution (en cinq ans, théoriquement, ce programme devrait toucher 25 millions de personnes) ; outre qu'il serait intéressant de connaître les critères de choix des bénéficiaires, il n'est nul besoin d'être un oligarque russe pour savoir comment ce genre de chose finit.

Le principal résultat de la privatisation des entreprises publiques et de la libéralisation du commerce extérieur mises en œuvre lentement à partir de 1990 sous Rafsandjani a été la création d'une bourgeoisie vivant et s'enrichissant sous la tutelle de l'État. La plupart du temps les bénéficiaires de ces « transferts de propriété » (cédés « à des prix de complaisance » selon un rapport même du Parlement iranien en 1994) sont les dirigeants de ces sociétés autrefois publiques.

Au cours des années 2000, l'Iran n'est ni un capitalisme d'État, ni un capitalisme libéral de marché. Tous les groupes constitués à la suite de ces « privatisations » contournent les contraintes fiscales, commerciales ou financières. C'est un capitalisme de rentes et de monopoles. Même ce qui peut apparaître comme le fleuron du développement privé du capitalisme iranien et de son ouverture extérieure, l'industrie automobile, n'échappe pas à la règle. Iran Khodro, la plus grande entreprise automobile du Proche-Orient, appartient pour 40 % à l'État, elle jouit avec la firme Saipa d'un monopole de fait sur le marché iranien (en 2009, Saipa contrôlait 35 % des parts de marché et Iran Khodro plus de 55 %) après avoir joui jusqu'en 2008 d'un monopole de droit, les importations automobiles étant interdites (ce qui a fait les beaux jours de la mythique *Peykan*).

Dans *Le Monde* du 29 février 2000, Thierry Coville, économiste et spécialiste de l'Iran, écrivait : « Engager de véritables réformes impose que Khata-mi trouve des groupes sociaux le soutenant. Or cela n'est pas évident. En effet, si le président engage une véritable libéralisation de l'économie, il va s'attaquer directement à l'ensemble des rentes de situation qui se sont constituées depuis la révolution. Le cas des *bazaris* (grands commerçants) est significatif. Ce groupe a amplement profité du système économique mis en place depuis vingt ans. La rente pétrolière a, en effet, surtout servi à importer des biens de consommation et d'équipement. Par ailleurs, les *bazaris*, pouvant exercer un lobbying efficace auprès du gouvernement, ont su obtenir licences d'importation et allocations de change

à taux subventionnés, ce qui a permis de constituer d'immenses fortunes. Des réformes privilégiant l'offre productive, une unification du système de change, une libéralisation du commerce extérieur et la mise en place d'un véritable système fiscal constitueront des attaques directes contre ces grands commerçants.

« Autre bastion rentier, les fondations religieuses ne paient pas d'impôts, ne sont pas auditées par le gouvernement et bénéficient de subventions à volonté (financements bancaires gratuits, allocations de change à des taux préférentiels). Ces fondations sont plutôt dominées par des conservateurs, mais le gouvernement actuel est semble-t-il parvenu à s'adjoindre la plus importante, la Fondation des déshérités (à l'origine de 10 % de la production industrielle). Enfin, de nombreux réseaux proches de l'État iranien (dont certains responsables d'entreprises publiques ou des hauts fonctionnaires) attendent que les privatisations futures leur profitent d'abord à eux, alors qu'une véritable privatisation irait à l'encontre de leurs intérêts. »

En 2000, les « réformateurs » qui tiennent déjà la présidence obtiennent une victoire écrasante aux législatives ; en 2001 Khatami est réélu président. Bien que, dans l'imbroglio de la Constitution iranienne, toute réforme doit être avalisée par le *Conseil des gardiens* tenu par les « conservateurs », entre 2001 et 2003 le rythme des réformes s'accélère : libéralisation des échanges ; réduction des subventions publiques ; unification des taux de change ; nouvelle loi sur les investissements étrangers ; autorisation des banques et assurances privées ; Iran Khodro passe un accord de licence avec PSA Peugeot

Citroën pour l'assemblage et le montage de la 206 et de la 307 ; Renault fonde une société conjointe avec Iran Khodro et Saipa ; Volkswagen s'installe dans la zone économique d'Arg-e-Jadid à proximité de la ville de Bam ; retour en grâce de Shell, Elf et Total ; des zones franches sont créées pour accueillir les entreprises étrangères. Si bien qu'en 2001 et 2002, l'Iran obtient les félicitations du FMI pour sa politique économique et les investisseurs occidentaux répondent favorablement à une émission obligataire en euros. L'Iran est en passe d'être réintégré dans l'économie et les marchés financiers mondiaux.

Patatras et badaboum. À partir de 2003, s'ouvre la période qui nous conduit jusqu'à aujourd'hui : déroute des « réformateurs » aux municipales de 2003, victoire des « conservateurs » aux législatives de 2004, élection à la présidence d'Ahmadinejad en 2005 et toujours le même « Guide suprême ».

La République islamique devient une immense accumulation de paradoxes, *un rapport de production caduc, dont aucune classe sociale, aucune fraction de classe, aucune alliance de classes n'est actuellement capable de prononcer la caducité*. Nous avons longuement eu affaire dans les pages précédentes à la pusillanimité de la bourgeoisie iranienne à la remorque de l'État, divisée en fractions aux intérêts divergents, à la recherche de rentes de situation, vivant sous la perfusion de la rente pétrolière et, comme le bazar, réalisant d'autant plus de profit que le pays ne s'industrialise pas. Le prolétariat ne va pas mieux.

Le prolétariat

Le prolétariat, quant à lui, tragiquement divisé entre des fractions engagées dans des industries articulées au processus mondial du capital ; une foule d'individus survivant dans l'économie informelle et sensibles à la fibre populaire du chiisme ; des jeunes sans emploi pour lesquels l'action des bassidjis est une révolte contre l'affairisme et la morgue des beaux quartiers ; les petits employés de l'État prêts à supporter la dégradation de leur salaire pourvu que la pléthore administrative continue à être la garantie de leur emploi ; une masse de chômeurs structurels prête au pillage et à l'émeute mais aussi à ne voir de solution que dans leur allégeance aux fondations religieuses ; les employés des services (40 % de la population active) eux-mêmes divisés entre leur dépendance envers le bazar et la vision de leur avenir dans l'ouverture et la libéralisation de tous les échanges ; des entreprises qui ne doivent leur survie qu'à la perpétuation d'une économie vivant de subventions versées discrétionnairement et donc intrinsèquement attachées au nationalisme économique ; des divisions « ethniques » entre Perses, Arabes¹¹, Kurdes et tribus nomades.

Aujourd'hui, la presque totalité des luttes porte sur les arriérés de salaires, les patrons iraniens ont pris l'habitude de payer des salaires de misère avec plus de

11. En 2004, des manifestations parmi les populations arabes (souvent très pauvres et constituées de travailleurs saisonniers) ont été brutalement réprimées (50 morts), ces populations ont le « malheur » d'habiter dans des régions de gisements pétroliers.

six mois de retard et au lance-pierres, beaucoup d'ouvriers qui ont un statut précaire n'osent pas faire grève car ils se retrouvent licenciés sur le champ. En 2002, le Parlement a abrogé la législation du travail pour les 300 000 fabricants de tapis, ce qui avec la loi sur « l'ajustement de la force de travail » a permis le licenciement de 100 000 ouvriers et ouvrières, auparavant la législation avait été supprimée pour les entreprises de moins de 5 salariés, en 2005 ce sont tous les travailleurs en contrat à durée déterminée qui ont été exclus du domaine d'application du code du travail. Mais, même les luttes sur le salaire se retrouvent renvoyées à une reproduction de la force de travail désarticulée entre le salaire, une couverture sociale nationale, une assistance des Fondations, la solidarité familiale, la liaison perdurant avec la campagne, les activités du secteur informel, le cumul d'emplois.

Depuis 1979, en dehors des deux organisations officielles que sont les « Conseils ouvriers islamiques » et la « Maison du travail », toutes les tentatives de formation de syndicats indépendants se sont soldées par des échecs. La répression n'y est pas pour rien, mais aussi la difficulté à unifier ce prolétariat.

« En février 2005, naissait le *Comité pour la fondation d'organisations autonomes de travailleurs*. Dans une lettre adressée au ministère du Travail et des Affaires sociales ainsi qu'à l'OIT, signée par quelques 2371 travailleurs, hommes et femmes, ceux-ci revendiquaient le droit de fonder des organisations indépendantes et l'abolition des obstacles s'y opposant. Un deuxième comité, appelé *Comité de coordination pour la construction*

d'une organisation de travailleurs, appelait les travailleurs, fin avril 2005, à user de leurs propres forces pour s'organiser. Il était «du devoir de l'OIT de surveiller et faciliter l'exécution d'un tel accord» et la République islamique d'Iran avait l'obligation de garantir la sécurité des militants ouvriers. Copies de 3029 signatures furent envoyées à la CISL et à l'OIT.

« Plusieurs vieux syndicalistes et un éventail politique allant du Toudéh au POCI (Parti ouvrier communiste d'Iran) soutiennent le premier Comité qui aspire finalement à fonder un syndicat unitaire du type Allemagne de l'Ouest. D'autres voient au contraire dans le deuxième Comité une force plus à gauche, opposé au salariat, et envisagent de fonder un syndicat de gauche ou même des conseils de travailleurs.

« En théorie, les deux comités se différencient clairement, en particulier par leurs porte-parole et leurs soutiens. Mais en pratique on observe jusqu'à maintenant peu de différences entre eux. Tous deux préconisent une organisation par le haut, font des pétitions, espèrent l'aide des syndicats étrangers, etc., même s'ils ont bien des revendications distinctes et recourent à des actions symboliques tels que les défilés du 1^{er} mai 2005 avec des intentions qui ne sont pas identiques. Lors des préparatifs du 1^{er} mai 2005, le représentant du Comité de coordination, Mahmoud Salehi¹², faisait appel au président de la CISL. Celle-ci laissait alors courir le bruit qu'elle ob-

12. Ancien président de l'Association des artisans boulangers de Saqgez et cofondateur du Comité responsable de la formation « Organisation des travailleurs », Mahmoud Salehi a été condamné en novembre 2005 à cinq ans d'emprisonnement.

serverait les événements en Iran et l'attitude du gouvernement lors des manifestations du 1^{er} Mai. Cette année, contrairement aux années précédentes, tous les défilés et manifestations à Téhéran et dans les autres villes se sont déroulées sans incidents, malgré les drapeaux rouges et le chant de *L'Internationale*.

« Mais ce n'est pas seulement l'État qui a agi avec prudence ; les représentants des travailleurs ont fait de même. Le syndicat des boulangers de Saqqez (Kurdistan iranien), dont Salehi est le porte-parole, a participé à une manifestation avec la Maison du Travail de Saqqez, au cours de laquelle se sont exprimées successivement devant 1 500 travailleurs et leurs familles le gouverneur de la ville, le chef du bureau pour l'emploi et finalement Salehi. Plus ces militants accepteront de négocier ouvertement avec l'État, moins on verra d'actions autonomes et radicales. » (*Wildcat* – revue allemande – n° 74, été 2005, article traduit et publié dans *Échanges* n° 115, hiver 2005-2006). Malgré tout ce que l'auteur de cet article reproche à ces embryons de syndicats (organisation par le haut, frein à l'action autonome ouvrière, négociations avec les autorités..) qui ne pourrait, *en tant que syndicat*, que favoriser leur développement et leur reconnaissance, l'action de ces Comités se solde par un échec en tant que syndicat ouvrier *général*, concurrent des organisations officielles.

Inversement, le seul exemple connu de réussite de formation d'un syndicat indépendant est celui d'un syndicat catégoriel : les conducteurs de bus de Téhéran. Malgré une répression systématique, le 13 mai 2005, 3 000 travailleurs se rassemblaient pour réclamer la dis-

solution du Conseil islamique. « Le 3 juin, à l'occasion d'une nouvelle convocation à une assemblée d'entreprise, les forces de sécurité empêchèrent les travailleurs d'atteindre le lieu de réunion. Vers midi environ 500 travailleurs se rassemblèrent avec des pancartes ; la police reçut alors l'ordre de se retirer. C'est à ce moment là que fut fondé le syndicat des travailleurs des transports publics urbains de Téhéran (*Vahed*) ; on estime que 5 000 travailleurs (sur 14 000), hommes et femmes, ont participé à la fondation de ce premier syndicat légal. »¹³ (*ibid*).

Depuis les grandes grèves du secteur pétrolier en 1997, l'Iran connaît une multiplication de grèves localisées souvent très dures, l'originalité de celle des transports de Téhéran est d'avoir débouché sur la création d'un syndicat indépendant.

Pour caractériser la lutte de classe en Iran il faudrait bien sûr disposer d'un corpus de luttes beaucoup plus large que les quelques exemples dont nous disposons. Cependant, on peut émettre quelques *hypothèses*.

Comme partout, les luttes se différencient selon le rapport de forces qu'elles parviennent à créer. Ce rap-

13. Fin 2005, début 2006, le syndicat a été l'objet d'une féroce répression suite à un début de grève salariale. Les chauffeurs sous la menace des armes de la police étaient contraints de monter dans leur bus, ceux qui refusaient étaient tabassés. Toute la direction du syndicat a été arrêtée. À la suite d'une nouvelle grève, à l'exception de son président, la direction a été libérée. Quand, fin janvier 2006, une nouvelle grève est annoncée pour la libération de ce président, plus de 500 syndicalistes et chauffeurs de bus sont jetés en prison. Libérés, ils ont été licenciés.

port de forces est dépendant de la mobilisation ouvrière mais aussi du secteur en lutte. Tandis que les ouvriers du chantier naval d'Iran-Sadra à Behshahr (construction des plates-formes pétrolières de la mer Caspienne) obtiennent après trois semaines de grève le versement de leurs salaires en retard ainsi que l'introduction d'une protection sociale pour les 1 200 contractuels, les 1 500 ouvriers de la verrerie Miral dans le sud de Téhéran sont contraints de faire grève pendant des mois, de bloquer des routes et finalement de mettre le feu à « leur » usine (4 mars 2006) pour obtenir des promesses sur leurs onze mois de salaire en retard. Il faut constater que cette immense majorité des luttes portant sur le salaire, dans un pays ne disposant pas de syndicats « indépendants », n'inclut que très exceptionnellement la volonté de création d'un syndicat, ces luttes prennent souvent des formes très violentes jusqu'à l'incendie de l'usine, c'est-à-dire remettant objectivement en cause la revendication de départ elle-même. Ce qui ressort de ces rapports de forces différents ce n'est pas seulement une gradation quantitative, mais une césure qualitative de l'économie iranienne, césure qui relève d'une économie de rente pétrolière.

D'un côté, tout ce qui touche au secteur des hydrocarbures, de l'autre, tout le reste. Dans une économie alimentée par la rente pétrolière c'est la fonction économique du salaire qui est profondément pervertie. Les entreprises hors hydrocarbures fonctionnent pour le marché intérieur (tapis, pistaches et safran viennent compléter les exportations iraniennes). La solvabilité de ce marché intérieur est assurée par la distribution

d'une importante partie de la rente sous forme de subventions, si bien que la fonction des salaires dans l'équilibre général entre les sections de la production est en partie niée. Il en résulte que le partage de la journée de travail entre travail nécessaire et surtravail n'obéit plus à aucune loi : ni celle de l'équilibre entre les sections de la production, ni même celle de la reproduction de la force de travail. Cette dernière peut être renvoyée, sans risques majeurs immédiats, aux subventions, à l'assistance, aux solidarités traditionnelles qui subsistent bien que ravagées par les rapports capitalistes. Non seulement chaque capitaliste individuel, mais l'ensemble de la classe capitaliste agissant dans ce secteur peut tenir le salaire comme une simple variable d'ajustement de ses comptes. Tendanciellement le taux de plus-value n'a pas de limite. Mais si la concurrence ne joue (quand elle joue) que sur l'écrasement des salaires (jusqu'à leur suppression), cela signifie que la croissance de la productivité et la compétitivité de ces entreprises sont quant à elles tendanciellement nulles. Les conséquences sur les luttes ouvrières sont à la fois dévastatrices et explosives. Dévastatrices quant au pouvoir de négociation, aux rapports de forces ; explosives quant à la négation de sa propre définition comme classe que le prolétariat trouve dans son rapport au capital.

Cependant, ce même écrasement des salaires, cette même productivité tendanciellement nulle, joints aux difficultés spécifiques à l'Iran en matière d'approvisionnement en pièces de rechange pour l'industrie et en biens d'équipement, font du travail l'élément essentiel du procès immédiat de production. En tant que procès

de valorisation le procès de production immédiat est la négation du travail, en tant que procès de travail, tout repose sur lui.

La cause immédiate la plus fréquente des luttes (les retards de salaire) fait que si l'on peut parler, en Iran comme ailleurs, d'illégitimité de la revendication salariale, c'est cependant, comme on le verra ensuite, dans des termes bien particuliers.

Dans le capitalisme restructuré, la reproduction de la force de travail a été l'objet d'une *double déconnexion*. D'une part déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail, d'autre part, déconnexion entre la consommation et le salaire comme revenu. Pour la première, là où il y avait une localisation jointe des intérêts industriels, financiers et de la main-d'œuvre s'installe cette disjonction au travers d'un zonage en abîme de l'espace de reproduction du capital (ce qui définit la mondialisation, nous y reviendrons) où cette dernière est unifiée mais pas la reproduction de la force de travail. Dans ce zonage, unifié par le capital financier, la relation réciproque de stricte équivalence entre production de masse et modalités de la reproduction de la force de travail a disparu. Pour la seconde, c'est la consommation du plus grand nombre qui doit être stimulée en dépit de l'augmentation trop faible des salaires. Cependant l'endettement de plus en plus élevé, favorisé par une politique de taux d'intérêt bas, permet que les dépenses agrégées des ménages augmentent plus vite que leurs revenus.

Si le premier point ne paraît pas choquer en ce qui concerne l'Iran, le second plus surprenant est pour-

tant massif. « Depuis septembre 2005, face au déclin grandissant du salaire réel des couches défavorisées de la population et de la classe moyenne, le gouvernement a axé son programme économique sur la redistribution du crédit, afin de soutenir la consommation tout autant que les débouchés des entreprises. La liste des différentes formes de crédit proposées et officiellement garanties par les autorités suffit à attester l'ampleur de cette politique : ils concernent les retraités, le mariage des jeunes, les étudiants, l'accès au logement, les agriculteurs, etc. Or depuis plus de vingt ans, du fait de l'érosion de ses revenus en termes réels, une grande partie de la société est déjà plongée dans l'endettement. En témoigne l'accroissement sensible du nombre de prisonniers pour dettes : douze mille (vingt mille autres étant passés par la prison au cours des dix dernières années !) » (*Le Monde diplomatique*, juin 2009)

Du fait de cette double déconnexion, il y a actuellement dans la revendication salariale une dynamique qu'elle ne pouvait avoir précédemment. Dynamique *interne* qui lui est donnée par *l'ensemble* de la relation entre prolétariat et capital dans le mode de production capitaliste tel qu'il est sorti de la restructuration.

Actuellement, la revendication salariale retrouve un caractère central dans la lutte des classes. Bien sûr, le partage de la journée de travail entre travail nécessaire et surtravail est toujours définitoire de la lutte des classes. Mais, maintenant, dans la lutte sur ce partage c'est paradoxalement dans ce qui définit le prolétariat, au plus profond de lui-même, comme une classe de ce mode de production et rien que cela, qu'apparaît

pratiquement et conflictuellement, dans le rapport même au capital qui le définit comme classe, que son existence de classe devient pour le prolétariat la limite de sa propre lutte en tant que classe. Dans le cours le plus trivial de la revendication salariale, le prolétariat voit son existence comme classe s'objectiver comme quelque chose qui lui est étranger dans la mesure où le rapport capitaliste lui-même le pose *en son sein* comme *un étranger*.

En Iran, la réduction du salaire au-dessous de sa valeur est devenue la forme générale, fondamentale, de la valorisation du capital. Bien que Marx considère qu'il ne s'agit que d'un « fait empirique » qui n'a « rien à voir avec l'analyse général du capital », il n'en dit pas moins que « c'est une des causes les plus importantes qui contrecarrent la tendance à la baisse du taux de profit » (*Le Capital*, Éd. Sociales, t.6, p.248). La réduction du salaire au-dessous de sa valeur équivaut à une augmentation de la plus-value sous son mode relatif, en effet, contrairement à un allongement de la journée de travail ou à son intensification, la division de la journée de travail est modifiée mais pas la masse totale de la valeur produite. Si cette réduction est devenue le mode fondamental de croissance de la plus-value (valorisation du capital) en Iran, cela tient à la relation que les capitaux particuliers (publics ou privés) entretiennent avec l'État distributeur de rentes et aux modalités d'assistance aux « déshérités ». Dans une situation où la distribution par l'État de monopoles ou de rentes de situation supplée aux augmentations de productivité,

la réduction du salaire (jusqu'à son non-paiement) est la méthode « naturelle » de croissance de la plus-value.

Cette méthode s'impose d'autant plus que la surpopulation relative est importante. Cependant, ici également, le fonctionnement du capitalisme iranien est une perversion des lois capitalistes de fonctionnement. Dans la loi générale, « la création de cette surpopulation est inséparable du développement de la productivité du travail, qui se traduit par la baisse du taux de profit, et le développement de cette productivité l'accélère. » (*ibid*, p.249) ; et Marx ajoute : « La surpopulation relative est d'autant plus frappante dans un pays que le mode de production capitaliste y est plus développé ». Cette surpopulation devient la raison pour laquelle subsiste, dans de nombreuses branches de production, « une subordination incomplète, à un degré plus ou moins grand, du travail au capital ». En effet, il existe une masse de salariés disponibles ou libérés qu'on peut acquérir à vil prix. Dans ces branches, le capital variable accapare une portion considérable du capital total et le salaire se situe au-dessous de la moyenne et, peut-on ajouter, au-dessous de la valeur de la force de travail : le taux et la masse de la plus-value sont extraordinairement élevés. C'est par là que la surpopulation née de la tendance à la baisse du taux de profit vient la contrecarrer.

En Iran, la surpopulation relative n'est pas le résultat de la croissance de la productivité et d'un « mode de production capitaliste développé », mais de l'exode rural et de la faiblesse de la vitesse d'accumulation du capital. Si bien que « la subordination incomplète, à

un degré plus ou moins grand, du travail au capital » n'entre pas dans un jeu d'action réciproque avec la croissance de la productivité et de la plus-value sous son mode relatif. La surpopulation relative est seulement, elle-même, la condition de la plus-value relative, mais sous un mode on ne peut plus spécial bien que général : la réduction du salaire au-dessous de sa valeur. Il en résulte en ce qui concerne la confrontation entre le capital et le travail, entre la classe capitaliste et le prolétariat, une configuration « monstrueuse », ou du moins hybride.

Il s'agit bien d'extraction de plus-value sous son mode relatif, le travail est entièrement spécifié comme travail salarié et non consubstantiellement comme productif de valeur¹⁴. Cependant, premièrement la domination du capital se résout en une contrainte au surtravail et cette contrainte, contrairement à ce qu'il advient dans un procès de production spécifiquement capitaliste, a son fondement dans le premier moment de l'échange entre capital et travail : l'achat-vente de la force de travail. Deuxièmement, le procès de travail n'est qu'imparfaitement un procès de travail adéquat au capital, c'est-à-dire dans lequel l'absorption du tra-

14. Dans le procès de production, l'extraction de plus-value sous un mode absolu implique que produire plus de plus-value c'est forcément produire plus de valeur, ce qui n'est plus le cas avec l'extraction de plus-value sous son mode relatif. Cette identité qui fait apparaître le travail salarié comme une forme contraignant le travail productif de valeur se développant, contre cette forme, comme libération du travail et régulation de la société par le travail a constitué pratiquement et théoriquement le mouvement ouvrier.

vail vivant par le travail mort est le fait du procès de travail lui-même – développement de la machinerie ; les forces sociales du travail (coopération, division du travail, science) ne sont pas objectivées dans le capital fixe. Le capital, dans son rapport au travail, apparaît comme une puissance extérieure, il s'ensuit que le prolétariat, dans sa contradiction avec le capital, le considère comme contrainte extérieure, mais une contrainte extérieure qui ne le définit pas et dont, tout au contraire, on peut *se libérer*. Cependant c'est de plus-value relative dont il s'agit et bien que le travail puisse constituer l'élément prédominant du procès de production immédiat, la lutte de classe ne peut avoir pour contenu l'affirmation du prolétariat, son érection en classe dominante, la production d'une période de transition, la formation d'une communauté fondée sur le travail créateur de valeur. Le prolétariat n'est pas déjà, dans la contradiction qui l'oppose au capital, l'élément positif à dégager, il ne peut être à même d'opposer au capital ce qu'il est dans le capital, c'est-à-dire de libérer de la domination capitaliste sa situation de classe des travailleurs, et de faire du travail la relation sociale entre tous les individus, leur communauté. Cette détermination fondamentale, de par la façon même dont elle s'impose en Iran, est immédiatement affectée de sa contre-tendance sous la forme de velléités autogestionnaires et « conseillistes » battues et sans avenir.

Les conséquences de la privatisation telle qu'elle a été menée en Iran viennent renforcer cette absence de lien entre surpopulation et croissance de la productivité. La privatisation a exposé une grande partie des

travailleurs au chômage ainsi qu'à une situation financière de plus en plus précaire, les propriétaires d'entreprises privatisées ayant délibérément vendu les équipements de leurs sociétés, avant de les déclarer en faillite, ou bien ayant eu recours aux impayés de salaires, ou encore aux licenciements purs et simples.

La manière même dont la lutte de classe se construit comme spécifiquement capitaliste vient la contrecarrer en tant que telle, on l'a vu sur le salaire et l'extraction de plus-value sous son mode relatif. L'extraction de plus-value sous son mode relatif repose sur le travail comme élément dominant du procès de production et la baisse du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail ; sur une déconnexion entre l'augmentation de la valorisation sous sa forme intensive et l'accroissement de la surpopulation relative. Ces contradictions se résolvent dans l'État qui établit une économie de rentes vis-à-vis des capitaux et d'assistance vis-à-vis des prolétaires.

En outre, le sens *particulier* de l'illégitimité de la revendication salariale en Iran est renforcé par la fréquente immersion locale des luttes dans un ensemble de relations sociales et de communautés autres que strictement celles du rapport de classe.

À la fin de 2005, une grève de deux mois dans une usine textile au Kurdistan portait sur le réembauchage de 36 licenciés. Sur les banderoles, le slogan le plus fréquent était « La mort ou à nouveau du travail ». Cette grève avait pour toile de fond la révolte des jeunes du Kurdistan qui en août 2005 avait suivi l'élection d'Ahmadinejad. Cette révolte (passée inaperçue) fit une

vingtaine de morts et déboucha sur une grève générale qui marqua la fin du mouvement. Cette révolte du Kurdistan ne peut simplement être mise au compte du nationalisme kurde (le PDKI, Parti démocratique du Kurdistan/Iran avait rappelé les jeunes au calme), ces jeunes kurdes sont l'« armée de réserve » d'une force de travail bon marché sur fond de chômage et d'extension de la pauvreté. Il n'en demeure pas moins que cette révolte fut aussi kurde et que l'opposition entre sunnites et chiïtes ne peut simplement être rangée au magasin des apparences. Bien sûr, il s'agit, dira-t-on, du Kurdistan, mais, même par ailleurs, l'Iran est loin d'être le territoire uniformément perse et chiïte que l'on imagine.

« En janvier 2004, les ouvriers des mines et des usines de transformation du cuivre de Khatoon-Abad, dans la province de Kerman, protestaient contre leurs licenciements et organisaient des sit-in avec leurs familles devant les mines. Les forces spéciales entrèrent en action et tirèrent sur la foule. Quelques travailleurs et quelques proches furent blessés et arrêtés. Cette attaque souleva une énorme vague de protestation et de solidarité dans la ville de Shar-e-Babak, où vivent de nombreux mineurs de cuivre. Les habitants descendirent dans la rue pour manifester et jetèrent des pierres sur les banques et les administrations. Là aussi on envoya des hélicoptères pour tirer sur les manifestants. Quatre ouvriers, au moins, ont perdu la vie et beaucoup ont été blessés et emprisonnés. » (*Wildcat, op. cit.*)

Malgré cette nouvelle dynamique de la revendication salariale, il faut regarder la situation iranienne actuelle avec les yeux désabusés de Marx écrivant *Le*

dix-huit brumaire de Louis Napoléon Bonaparte : le prolétariat n'est pas révolutionnaire par nature et en permanence, il est une classe de cette société, parfois à la remorque des autres classes et pris dans les mailles pas du tout illusoire de la politique et des idéologies. « Il faut reprendre les choses par le commencement », écrit-il alors à Engels. Ce commencement c'était l'étude critique de l'économie politique du capitalisme qui comprenait le prolétariat comme une classe de cette société, une classe contradictoire au capital mais définie dans et par le capital.

Dans un système d'exploitation où l'emploi salarié est organisé comme précaire et en rotation sur des masses parfois énormes, le capital libère une masse de travail disponible supérieure à celle qu'il absorbe productivement, c'est à la fois la condition de ces nouvelles modalités d'exploitation et un réel problème de « régulation ». C'est un nouveau monde que la restructuration du rapport d'exploitation entre le prolétariat et le capital dessine. Un monde, où, à tous les niveaux d'échelle, se côtoient et s'interpénètrent des pôles hyperdéveloppés, de vastes zones constellées de grumeaux capitalistes et des « poubelles sociales ». Mais partout le salariat et l'échange règnent de plus en plus en maîtres uniques.

Nous ne chercherons pas à imaginer les formes et les contenus que peuvent prendre les luttes du prolétariat iranien ou de pays dits « émergents », mais quelques éléments sont fortement probables : il ne se constituera ni grands syndicats à l'occidentale, ni partis ouvriers, on assistera à des va-et-vient entre affrontements entre la

partie embauchée de la main-d'œuvre et son immense partie mouvante et convergences entre elles ; entre des luttes d'usines sur les conditions de travail et les salaires et des soulèvements pour retrouver les anciennes conditions de reproduction essentiellement rurales. L'ensemble ne pouvant être exempt de revendications nationales. Au-delà de ces fortes probabilités, une chose est sûre : la dissociation territoriale et fonctionnelle qui travaille le prolétariat des pays « émergents » bloque la formation d'identités nationale ou ouvrière qui réclament de se stabiliser dans un système de reproduction nationalement cohérent et ouvre la voie à des luttes interclassistes. Cependant, cet interclassisme même, conjugué au fractionnement de la classe ouvrière dans toutes les fonctions de la reproduction du capital et de sa propre reproduction, conjugué à la concomitance en un même moment des états successifs de la force de travail, produit un enjeu considérable : le prolétariat des pays « émergents » ne peut affronter les conditions qui lui sont faites comme des conditions particulières sur lesquelles il pourrait avoir le moindre contrôle. Ses propres conditions sont inséparables de celles des paysans, des vagabonds, des classes moyennes, nous avons là le marais de l'interclassisme, la source d'affrontements violents, mais aussi la possibilité que ses intérêts propres deviennent ceux de la « société » et s'abolissent, dans leur défense, comme intérêts propres. Le prolétariat des pays « émergents » ne porte pas l'avenir de la « révolution communiste mondiale », mais il pourra marcher au même pas qu'elle, celui de la propre remise

en cause du prolétariat dans son affrontement avec le capital, et cela à partir de ses propres conditions.

Dans ce cycle de luttes, agir en tant que classe est devenu dans l'activité même du prolétariat en tant que classe, la limite de cette activité. L'appartenance de classe comme contrainte extérieure est cette structure de la contradiction dans laquelle agir en tant que classe est la limite même de l'activité du prolétariat devenue *enjeu* de la lutte de classe. Que, pour le prolétariat, agir en tant que classe soit la limite de son action en tant que classe est maintenant une situation objective de la lutte de classe, que cette limite soit construite dans les luttes en tant que telle et devienne *l'appartenance de classe comme contrainte extérieure* est un enjeu dans ces luttes : niveau du conflit avec le capital ; conflits à l'intérieur même des luttes. Cette transformation est une détermination de la contradiction actuelle entre les classes, mais elle est chaque fois la pratique particulière d'une lutte à un moment donné, dans des conditions données.

L'action en tant que classe creuse un *écart* à l'intérieur d'elle-même par des pratiques qui extériorisent leur propre existence de pratiques de classe comme une contrainte objectivée dans la reproduction du capital. On ne peut plus rien faire en tant qu'ouvrier en le demeurant. Cet affrontement du prolétariat à sa propre constitution en classe est maintenant le contenu de la lutte de classe et *l'enjeu* de celle-ci est la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe et de toutes les classes. C'est par là que nous pouvons parler actuellement du communisme et en parler au présent.

L'unité de la classe ne peut plus se constituer sur la base du salariat et de la lutte revendicative, comme un préalable à son activité révolutionnaire. L'unité du prolétariat ne peut plus être que l'activité dans laquelle il s'abolit en abolissant tout ce qui le divise. C'est une fraction du prolétariat qui, dépassant le caractère revendicatif de sa lutte, prendra des mesures communisatrices et qui entamera alors l'unification du prolétariat qui ne sera pas différente de celle de l'humanité, c'est-à-dire de sa création comme *l'ensemble des relations que les individus établissent entre eux dans leur singularité*. Abolir le capital c'est se nier comme travailleur et non s'auto-organiser comme tel, c'est un mouvement d'abolition des entreprises, des usines, du produit, de l'échange (quelle que soit sa forme).

En Iran, l'illégitimité de la revendication salariale est patente, le fait d'agir en tant que classe est devenu la limite de l'action en tant que classe. Cependant, pour toutes les raisons que nous avons dites et qui se résument dans le caractère hybride (un monstre) de la lutte de classe en Iran, s'il peut y avoir des transformations de cette limite en construction dans les luttes de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure, c'est-à-dire des activités d'écart, contrairement à ce qui peut advenir en Algérie ou en Egypte, la négation de sa propre définition comme classe que le prolétariat trouve dans son rapport au capital le renvoie à une pure situation de pauvre qui sous le vocable de « déshérités » (quelle que soit l'idéologie qu'un tel terme contient) est encore une identité cristallisée et reconnue dans la reproduction capitaliste iranienne. Que l'Iran ait man-

qué son rendez-vous avec la restructuration du mode de production capitaliste dans les années 1980 ne va pas sans conséquences sur la lutte de classe.

Rappelons à grands traits les caractéristiques de cette restructuration. Il s'agit de tout ce qui était devenu une entrave à la fluidité de l'autoprésupposition du capital. On trouve d'une part toutes les séparations, protections, spécifications qui se dressent face à la baisse de la valeur de la force de travail, en ce qu'elles empêchent que toute la classe ouvrière, mondialement, dans la continuité de son existence, de sa reproduction et de son élargissement, doive faire face en tant que telle à tout le capital. On trouve d'autre part toutes les contraintes de la circulation, de la rotation, de l'accumulation, qui entravent la transformation du surproduit en plus-value et capital additionnel. N'importe quel surproduit doit pouvoir trouver n'importe où son marché, n'importe quelle plus-value doit pouvoir trouver n'importe où la possibilité d'opérer comme capital additionnel, c'est-à-dire se transformer en moyens de production et force de travail, sans qu'une formalisation du cycle international (pays de l'Est, périphérie) ne prédétermine cette transformation.

Globalement, la restructuration des années 1970/1980 se définit comme la dissolution de tous les points de cristallisation de l'autoprésupposition du capital, et cela depuis tout ce qui constitue l'identité ouvrière¹⁵, jusqu'à la séparation entre centre et péri-

15. Par « identité ouvrière », nous entendons la puissance et la conscience de soi comme classe du prolétariat constituée à l'intérieur même de la reproduction du mode de production

phérie, la séparation du cycle mondial en deux aires d'accumulation, en passant par le système monétaire et financier.

Avec la restructuration achevée dans les années 1980, la production de plus-value et la reproduction des conditions de cette production coïncident. C'est la façon dont étaient architecturées d'une part l'intégration de la reproduction de la force de travail, d'autre part la transformation de la plus-value en capital additionnel et enfin l'accroissement de la plus-value sous son mode relatif dans le procès de production immédiat, qui étaient devenues des entraves à la valorisation sur la base de la plus-value relative.

Tous les *matériaux*¹⁶ de cette phase du capitalisme existent à l'heure actuelle en Iran, mais la République islamique est encore l'obstacle qui en empêche la *prise* en un système cohérent. Dire cela et ajouter que de par la nature de la République islamique comme rapport de production, les activités d'écart en Iran retombent dans une identité qui n'est pas purement celle du rapport au

capitaliste et confirmée par cette reproduction du fait du hiatus ouvert entre la constitution d'une force de travail de plus en plus collective et sociale et les modalités d'absorption par le capital de cette force de travail, modalités se révélant inadéquates de par ce qu'elles mêmes avaient produit. La restructuration du milieu des années 1970 a été essentiellement la destruction de cette identité ouvrière.

16. Par « matériaux » on désigne ici les éléments avant la prise : les atomes d'Épicure avant le carambolage.

capital¹⁷, cela n'induit pas la nécessité de construire un agenda de la révolution en Iran dans lequel des étapes devraient être franchies. La raison en est simple : il n'y a pas de révolution *iranienne*.

La révolution n'a pas de chemin national

En amont des réponses diverses que l'on peut donner à la question des étapes en fonction d'une situation nationale, le problème est dans la question elle-même : *elle suppose une problématique nationale de la révolution*. Avec la disparition de la perspective révolutionnaire comme montée en puissance de la classe et affirmation du prolétariat comme classe dominante et la mondialisation du mode de production capitaliste accomplie dans la restructuration, cette problématique qui pouvait auparavant être dans la tête de certains n'y demeure plus qu'à titre de persistance neuronale comme il existe une persistance rétinienne, mais elle n'a plus aucune réalité. Si nous imaginons que la révolution communiste ait eu lieu dans les années précédentes (supposition gratuite mais plaisante), la question n'aurait pas été « quelle voie révolutionnaire aurait suivi l'Iran ? », mais : « quel aurait été le rôle des classes iraniennes dans cette révolution ? » On peut supposer

17. On pourrait assimiler toutes les formes d'assistance (y compris la famille à la campagne) à n'importe quel filet social de sécurité, sauf que ces formes n'ont pas pour finalité la contrainte au travail salarié. Dans les pays centraux du capitalisme, le pauvre n'est jamais une figure sociale : même quand le retour au travail salarié est manifestement impossible, même dans ce cas, tout est construit dans les termes de ce retour.

qu'une grande partie du prolétariat iranien, à l'intérieur du processus de communisation, aurait créé des formes d'autogestion ou des communautés limitées que le processus de communisation aurait eu à affronter en son sein. Si la crise actuelle se résout politiquement par la mise en place d'un *État séparé*, c'est la place et le rôle de ces classes qui seront modifiés et non la voie révolutionnaire iranienne.

Tous les ingrédients de la mondialisation capitaliste sont présents en Iran mais non encore articulés en tant que tels. Le problème spécifique iranien réside dans le fait que cette articulation intervienne dans la crise mondiale de ce capitalisme. Tous les ingrédients sont là et c'est alors de plain-pied, sous condition de disparition de la République islamique, au niveau de la lutte des classes actuelle que l'Iran entrera dans cette crise.

Le problème n'est pas dans la différence, en elle-même, des niveaux de développement, mais dans l'organisation de ces différences, dans le niveau de la totalité mondiale ou nationale qui les organise et leur donne sens. La mondialisation n'est pas une extension homothétique des rapports capitalistes sur chaque parcelle des territoires constituant la planète, mais une structure spécifique d'exploitation et de reproduction du rapport, tel qu'il s'est restructuré. Comme on l'a déjà dit, segmentation, flexibilité, abaissement de la valeur de la force de travail dans les combinaisons sociales de sa reproduction et de son entretien, sont devenus en eux-mêmes des processus de diffusion illimités, tout comme la transformation de la plus-value en capital additionnel ou l'appropriation des forces sociales du

travail. Quand il s'agit du porteur de la marchandise bien particulière qu'est la force de travail, le capital se délecte de la diversité des origines de cette marchandise, de ses particularités, de l'originalité de ses modes de formation et de reproduction, de sa segmentation. Il s'ingénie même à créer sans cesse de nouvelles distinctions, pour cela l'Iran est un excellent terrain de jeu. La cohérence de la reproduction du capital n'est plus ni locale, ni même nationale, elle est mondiale, c'est ce que l'État iranien doit reconnaître *dans sa forme même* et non simplement dans ses options politiques : « l'ouverture ».

Tant que ce pas ne sera pas franchi, le fait que la cohérence mondiale de la reproduction des rapports sociaux capitalistes n'est pas la reproduction à une autre échelle de la cohérence plus ou moins nationale antérieure sera toujours entravé. Actuellement, si l'on reste au niveau d'échelle le plus grand, la cohérence mondiale de la valorisation repose sur une tripartition de l'espace de reproduction capitaliste : des hypercentres capitalistes regroupant les fonctions hautes dans la hiérarchie de l'organisation des firmes (finances, haute technologie, centres de recherche ...) ; des zones secondes avec des activités nécessitant des technologies intermédiaires, regroupant la logistique et la diffusion commerciale, zones à la limitation floue avec les périphéries consacrées aux activités de montages souvent en sous-traitance ; enfin, zones de crises et « poubelles sociales » dans lesquelles prospèrent tout une économie informelle sur des produits légaux ou non. Cette économie « noire » non seulement permet la survie de

ces zones mais encore, par les trafics de main-d'œuvre, d'énergie, de capitaux d'origine « non déclarée », permet la fluidité des régions qui les entourent. Si la valorisation du capital est unifiée au travers de ce zonage, il n'en est pas de même de la reproduction de la force de travail. Chacune de ces zones a des modalités de reproduction spécifique. Dans le premier monde : des franges à hauts salaires avec privatisation des risques sociaux imbriquées dans des fractions de la force de travail où sont préservés certains aspects du « fordisme » et d'autres, de plus en plus nombreuses, soumises à un « nouveau compromis » fondé sur le lissage, la continuité et l'interpénétration entre faibles salaires et revenus d'assistance. Dans le deuxième : régulation par de bas salaires imposés par une forte pression des migrations internes et la grande précarité de l'emploi, îlots de sous-traitance internationale plus ou moins stables, peu ou aucune garantie des risques sociaux, migrations de travail. Dans le troisième : aides humanitaires, trafics divers, survie agricole, régulation par toutes sortes de mafias et de guerres plus ou moins microscopiques mais aussi par la revivification des solidarités locales et ethniques. Le capitalisme est en train de réussir le tour de force de retravailler clan, ethnie, « sociabilité primaire », à les durcir comme des organes spécifiques de la reproduction de sa force de travail disponible.

Tout cela existe en Iran qui n'est pas un tout économique organique¹⁸ : des hydrocarbures à l'agricul-

18. Il ne s'agit pas seulement de dire qu'il existe des niveaux de développement différents car ces différences peuvent constituer un tout organique.

ture de subsistance, en passant par les entreprises travaillant pour le marché intérieur, les grandes sociétés de commerce, tous ces secteurs sont engagés dans des procès de valorisation différents et souvent parallèles. L'unification proposée par l'État islamique n'est plus qu'une écorce les tenant ensemble et prête à craquer. Récemment l'industrie automobile et le secteur bancaire en ont fourni un exemple édifiant.

« Iran Khodro se positionne comme un futur acteur du marché mondial de l'automobile. En attestent l'accord que la société vient de signer avec la société algérienne Famoval pour le montage d'un bus en Algérie, ainsi que les unités de production qu'elle a installées, pour la fabrication de la Samande (une version modifiée de la 405) au Venezuela, au Sénégal, en Syrie et en Biélorussie. Une voiture que, par ailleurs, elle exporte déjà, entre autres vers l'Algérie, l'Égypte, l'Arabie saoudite, la Turquie, l'Arménie, ou encore la Bulgarie, la Roumanie, l'Ukraine et la Russie. Au surplus, pour pallier le durcissement de ses contraintes de financement et de liquidités, Iran Khodro a mis à profit l'apparition, institutionnalisée depuis 2000, des banques privées, pour établir en 2000-2001 (avec d'autres institutions), son propre établissement financier, Pârsian, dont elle détient 30 %. Devenue la plus importante banque privée d'Iran, elle totalise 60 % des dépôts et des crédits de ce secteur. Dès son accession au sommet de l'exécutif, en juin-juillet 2005, le président Ahmadinejad a dénoncé une partie des banques privées comme responsables de prêts «douteux et discutables». Il menaçait même de dévoiler la liste de ceux qui avaient

bénéficié de leurs largesses – une promesse restée à ce jour sans suite. La banque Pârsian fut la principale cible de cette campagne. Le véritable enjeu du conflit réside dans le refus de ces établissements de réduire le niveau de leurs taux débiteurs et, par là, celui de leurs profits¹⁹. L'affrontement devait atteindre son paroxysme en octobre 2006, lorsque le gouvernement et la banque centrale décidèrent de destituer le président de Pârsian. L'ensemble des banques privées s'éleva contre cette mesure et obtint que cette décision fût cassée, infligeant un échec indiscutable au président Ahmadinejad. » (*Le Monde diplomatique*, juin 2009)

La valorisation du capital se mondialise, mais la disjonction est totale entre cette mondialisation du capital et la reproduction de la force de travail adéquate à sa valorisation. Entre les deux, la relation réciproque de stricte équivalence entre production de masse et modalités de la reproduction de la force de travail, qui définissait le fordisme, est inenvisageable en Iran. La rupture d'une relation nécessaire entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail brise les aires de reproduction cohérentes dans leur délimitation régionale ou même nationale. Le principe fondamental, conceptuel, de cette perte de cohérence réside dans *la scission entre le procès de valorisation du capital et la reproduction de la force de travail*. Les notions d'économie parallèle ou souterraine (si importantes en Iran) sont bien superficielles en ce qu'elles ne font que renvoyer au caractère légal de l'activité (déclarée ou non), à sa taille ou à son marché immédiat, elles ne rendent

19. Voir plus loin les enjeux de ce conflit à ce moment-là.

pas compte des racines de cette « souterranéité », et du caractère beaucoup plus global du phénomène.

Déjà, en Iran, la valorisation du capital s'échappe « par le haut » en fractions ou segments du cycle mondial global du capital, au niveau des investissements, du procès productif, des emprunts, du marché, de la circulation de la plus-value, de la péréquation du profit, du cadre concurrentiel. La reproduction de la force de travail, quant à elle, s'échappe « par le bas » : autosubsistance, solidarités locales, économies parallèles, ce qui retravaille d'anciennes cohésions sociales et peut conférer, dans la montée de la confrontation qui s'annonce, au domaine religieux de nouvelles significations *d'être-ensemble*. En ce qu'il exprime la localisation, territorialement jointe, de la reproduction de la force de travail et de la valorisation du capital, dans le populisme se trouve résumé l'obstacle paradigmatique à l'accomplissement de la restructuration.

C'est là que le conflit militaire et géopolitique entre les États-Unis et l'Iran prend tout son sens. Pour les États-Unis, leur affrontement avec l'Iran se situe dans leur stratégie générale consistant à déconstruire les souverainetés nationales et les logiques de voisinage territorial ; à recomposer les éléments en branches fonctionnelles transnationales sur lesquelles s'exerce le « leadership naturel » des États-Unis. D'un côté la globalisation économique et militaire est « balkanisation » par destruction de toutes les souverainetés ou régulations nationales et de l'autre s'effectue une forme de « débalkanisation », de *réunification* de ce nouveau monde par la construction d'espaces économiques uni-

fiés non-souverains. Il s'agit de consolider les noyaux durs du capitalisme mondial, d'éliminer les États ou mouvements sociaux hostiles ou bloquant le marché, les flux de marchandises, de capitaux, de libération de main-d'œuvre, de contrôler la prolifération de la valeur et de la petite production marchande sur de vastes espaces comme ceux de la Russie et de l'Asie centrale.

Il n'y a plus de théorie particulière de la révolution, d'étapes à franchir, de contradictions spécifiques, de conditions nationales de la révolution. Cela ne signifie absolument pas uniformité, mais toutes les différenciations ne se posent plus de façon *diachronique* mais sont devenues éléments *synchroniques* d'un système mondial de la lutte de classe. Le problème n'existe plus en termes de chronologie. Il faut mettre fin à toute lecture exotique de la lutte des classes dans les « périphéries ». Fini l'exotisme, finis tous les Samir Amin et le capitalisme autocentré, les Guevara et les « *focos* » préparant le « capitalisme d'État », les Lénine et le développement du capital sous direction prolétarienne, les Vera Zaslouitch et le saut communautaire par dessus les horreurs capitalistes.

La question agraire ou les paysans dans la lutte des classes

En Iran, on ne peut affirmer la disparition des « conditions nationales de la révolution » sans se confronter à la question agraire. Cela sous un double aspect. Existe-t-il une question agraire entravant le développement du capitalisme ou la polarisation de la lutte des classes entre le prolétariat et le capital ? Quel

est le statut de la paysannerie (autour de 25 % de la population active) dans la lutte des classes en Iran ?

Il faut naturellement partir de la réforme agraire de 1962-1963, point central de la « révolution blanche » menée à l'époque du shah. En deux ans, la réforme agraire est appliquée dans 8 000 villages sans rencontrer aucune difficulté sérieuse au cours de son déroulement. La structure agraire iranienne était demeurée inchangée depuis une période antérieure à l'Empire achéménide²⁰. Ni l'arrivée des Arabes, ni les invasions mongoles n'avaient modifié cette structure. Le Dr Arsanjani, personnage principal de cette réforme, ne cessant jamais de dire qu'elle abolissait le système du métayage, avait déclaré à plusieurs reprises qu'elle mettait fin à 2 500 ans d'histoire. En fait, l'absence de difficultés dans le déroulement de la réforme vient du fait qu'elle a transmis des droits de propriété aux paysans sans toucher la base de la structure rurale. La seule expérience de distribution de terres parmi tous les paysans d'un village, effectuée dans le deuxième village atteint par la réforme (Ravesht à Maragheh), a rencontré tant de difficultés qu'on en a abandonné aussitôt la généralisation. Dans ce village, on avait donné des terres non seulement aux métayers (*rayats*), mais aussi aux travailleurs agricoles du village (*barzegar* ou *ghara*). En peu de temps, une véritable guerre de classes s'est déclenchée dans le village entre ces deux groupes sociaux et a causé des difficultés insurmontables à l'administration.

20. Empire perse s'étendant de l'Asie mineure à l'ouest du Pakistan actuel, formé à partir de 556 av JC, il prend fin en 330 av JC avec les conquêtes d'Alexandre le grand.

De droit, depuis l'antiquité, la propriété de toutes les terres relevait du souverain, chargé de protéger l'exploitation agricole, d'entretenir les canaux d'irrigation et de régler la distribution des crédits. Au niveau du village (unité à la fois productrice, sociale, militaire et administrative) toutes les fonctions étaient confiées à une seule personne, le *dehghan*, qui représentait le gouvernement auprès des villageois. Il dirigeait techniquement la production, réglait les crédits et collectait les impôts. Il avait également des fonctions sociales et juridiques. Le gouvernement contrôlait ainsi l'ensemble du pays et bénéficiait du surplus agricole. Le système se différençait profondément de la féodalité occidentale en ce qui concerne la forme de la propriété et la centralisation gouvernementale. « Il faut noter que tous les changements intervenus, soit par la suite des occupations étrangères, soit par les réformes fiscales ou administratives, ont uniquement modifié le tronc de la hiérarchie administrative afin de diriger le surplus de la production agricole dans telle ou telle direction sans s'intéresser au fond de la structure rurale ni la modifier. » (Hossein Malek, *Après la réforme agraire iranienne*, in « Annales de Géographie », n° 409, 1966) ²¹

Dans certains villages, la structure sociale et économique était entièrement communautaire, dans d'autres, les plus nombreux, la situation était plus complexe. Hossein Malek étudie le village de Khondab volontiers cité en exemple de la réforme agraire. « Ce vil-

21. L'essentiel des informations sur la structure agraire iranienne et le déroulement de la réforme agraire proviennent de ce texte.

lage de 5000 habitants est situé à 100 km au nord-ouest d'Arak. Le propriétaire de ce village possédait avant la réforme 15 villages qui totalisaient 533 unités de labour (paire de bœufs), plus une ferme mécanisée couvrant une superficie supérieure à 200 ha. La réforme a frappé 4 villages seulement avec 124,5 unités de labour (dont Khondab à lui seul avec 96). La raison pour laquelle ce village est affecté par la réforme est que son propriétaire ayant eu depuis longtemps des conflits avec les villageois, jugeait opportun de s'en défaire, bien que ce fut sa plus grande propriété, en l'offrant au gouvernement pour la réforme. Cette propriété appartenait initialement au Service domanial qui l'avait vendue à son propriétaire actuel. Du temps de la propriété domaniale, le gouvernement avait accordé aux cultivateurs de ce village l'autorisation de planter des vergers et de cultiver de petites parcelles à leur compte sur les terres à proximité de l'habitat du village. En contrepartie les cultivateurs versaient comme rente 3,5 % de la production brute. En achetant le village, le propriétaire a été chargé de collecter également cette taxe pour le gouvernement. Ainsi se sont formées deux catégories de terres. La première consiste en parcelles (*ghataat*), dont l'usufruit perpétuel est accordé aux paysans. La superficie totale de ces parcelles dépasse 300 ha. La deuxième catégorie des terres forme l'organisation communautaire de la production : *nassagh*. Les terres de *nassagh* se composent de trois grandes soles, dont chacune est cultivée tous les trois ans pour rester les années ultérieures en jachère. Chacune de ces grandes soles est divisée en 48 sillons égaux de 2 ha. Chaque sillon forme une unité

de production dans laquelle 4 personnes ayant 2 paires de bœufs (2 unités de labour) collaborent pour tous les travaux agricoles. [...] Au début de chaque année agricole, les chefs désignent leurs collaborateurs et les présentent au gérant du village. » (*ibid*)

À partir de cet exemple on peut généraliser en disant qu'un village est une unité de production (le problème de l'eau est le problème majeur) à l'intérieur de laquelle une division des fonctions est effectuée : le gérant du village (le propriétaire, son représentant, ou un gérant désigné par les services gouvernementaux – religieux ou royaux) doit mettre à la disposition des paysans l'eau et les crédits et assurer la sécurité des habitants ; les paysans, métayers pour la plupart, sont chargés de travailler la terre et de produire. Chaque année, le gérant procède à la redistribution des terres en présence du chef du village, et des chefs des *bonehs* (l'unité de production formée par un sillon). L'importance et le caractère du travail communautaire dépendent de la forme de propriété. Si la totalité de la propriété d'un village appartient à une seule personne, morale ou physique, ce caractère est plus développé et plus complet. Si la propriété d'un village est au contraire divisée entre plusieurs personnes, soit morales, soit physiques, l'unité productrice du village est affaiblie en proportion du nombre des propriétaires, par conséquent, elle est pratiquement nulle dans les villages de petite propriété indivise. Cependant, même dans les cas de grande division, souvent pour faciliter la coopération et éviter la baisse de la production, on recourt à une formule où les propriétaires d'un village se mettent d'accord pour

désigner une seule personne pour la gestion du village. Dans certains villages, les gérants des *bonehs* cherchent à lier par mariage les membres de ces *bonehs*.

Avant la réforme agraire, les seules études disponibles sur le mode de faire-valoir des terres ne portent que sur celles consacrées à la culture du blé et de l'orge (83 % de la surface totale cultivée) : 74 % étaient cultivées sous forme de métayage ; 3 % sous forme de ferme ; 23 % en faire-valoir direct. « Mais une très grande partie de ce faire-valoir direct concerne les grandes fermes capitalistes, qui ont connu un développement important ces dernières années, surtout à la suite de l'actualisation de la réforme agraire. Les propriétaires, par crainte de perdre leurs terres, ont tenté de transformer leurs villages traditionnels en fermes modernes. Ils ont remplacé leurs métayers par des ouvriers agricoles » (*ibid*). La répartition de la production se faisait selon le système des cinq parts correspondant aux 5 éléments suivants : la terre, l'eau, le travail, le cheptel, les semences. Chaque élément rapporte $\frac{1}{5}$ à celui qui l'apporte. En général, le propriétaire fournissant la terre et l'eau ramasse $\frac{2}{5}$, s'il fournit aussi le cheptel et les semences, il ramasse $\frac{4}{5}$.

Dans un vocabulaire classique, la réforme agraire a consisté en une *mise en vente* par lots de *latifundia* (mise en vente et non distribution selon le terme employé par la propagande de l'époque)²². Les résultats

22. Non seulement ces terres sont vendues, mais souvent la corruption administrative a permis aux exécuteurs de cette entreprise de vendre certaines parcelles deux fois et même trois fois à deux ou trois personnes différentes.

de l'entreprise, présentée comme visant la création d'une classe de petits propriétaires, sont à l'inverse de ces objectifs affichés : « Dans la région principale affectée par ces changements (Gorgan), le résultat fut l'apparition d'une structure foncière à prédominance capitaliste. » (*ibid*) Il semblerait cependant que ce que Hossein Malek appelle une « structure foncière à prédominance capitaliste » soit plutôt le maintien de nombreuses *latifundia*. En effet, l'article principal de la loi de réforme agraire disait que : « Le maximum de la propriété foncière pour chaque individu, dans tout le pays, est fixé à un *deh* (village) 6 *dangs* »²³. Sur 41 000 villages, correspondant à des unités de production réelle, mais n'appartenant pas forcément à des propriétaires uniques, seulement 8000 furent touchés par la réforme. On comprend ainsi pourquoi la réforme fut si rapidement appliquée car finalement elle ne touchait que marginalement à la structure agraire du pays. En effet, l'article 17 précisait : « La transmission des terres aux ayants droit selon l'article 13, s'effectuera comme suit : les terres du village en cause seront repartagées et transmises sous forme indivise suivant l'organisation traditionnelle existante de la production. En cas de nécessité et avec l'accord de l'Organisation de la Réforme agraire, les terres seront topographiées, partagées

23. Pour la classification de la propriété foncière en Iran, l'unité n'était pas l'hectare ou une autre unité de superficie mais le village et les fractions (*dang*) de village, jusqu'à un sixième de village. Ainsi, un village six *dangs* est un village –grand ou petit – appartenant à une même personne.

en lots selon l'organisation actuelle de l'agriculture et transmises aux cultivateurs sous forme divise. »

L'unité de production du village est maintenue et en accordant la propriété totale d'un village aux propriétaires et en partageant les terres sous forme de *mocha* (propriété indivise) dans les villages touchés par la loi, suivant le *nassagh* existant, on a évité les travaux longs et coûteux de topographie et l'on a réduit les formalités administratives au minimum (la possibilité du repartage sous forme divise ne s'est pas présentée dans la pratique). Dans la partie des domaines qui reste aux mains des grands propriétaires, aucun changement n'intervient entre propriétaires et paysans. La deuxième phase de la Réforme qui devait favoriser le développement des coopératives et toucher aux relations entre paysans et grands propriétaires dans les domaines non concernés est restée lettre morte.

Malgré tout, même si la réforme agraire n'a pas dans un premier temps provoqué de transformations profondes dans le village comme structure de production, elle n'en a pas moins changé le régime de propriété, ce qui préparait la transformation des modalités de production. C'était bien la première fois depuis deux mille ans que la société agraire était bouleversée en Iran. Il faut cependant en mesurer la portée. Sur environ 45 000 villages en Iran en 1962 (les chiffres varient selon les critères retenus entre 41 000 et 49 000), entre 8000 et 9000 sont touchés par la réforme, mais toutes les terres de ces villages n'ont pas été « distribuées » aux paysans, car ce chiffre comprend les villages de propriété 6 dangs (*danguï*) et les villages de petites

propriétés visés par la réforme. Par exemple, si, dans un village, une toute petite parcelle appartenant à un propriétaire a été l'objet de la réforme, ce village est entièrement inclus dans le total des villages affectés par la réforme (les terres affectées par la réforme peuvent également n'avoir aucun intérêt pour les paysans : mauvaises terres, éloignement du village, terres abandonnées depuis très longtemps...). Aucune statistique n'indique le nombre de villages entièrement « remis aux paysans », ni la superficie des terres touchées par la réforme. À partir de nombreux recoupements, Hossein Malek (*op. cit.*) avance que seulement 10,6 % de la population rurale n'ayant aucune terre ont bénéficié de la réforme et qu'une grande partie de cette population n'a reçu qu'une parcelle qui ne suffira pas à assurer leur indépendance comme exploitants agricoles.

En outre, il ne s'agit pas de *distribution* mais de *vente*.

« Le paiement total de l'indemnité aux propriétaires est échelonné sur dix ans. Les paysans doivent acquitter ce prix (plus 10 % de frais administratifs) en quinze ans. [...] De là deux conséquences :

« a) Des crédits agricoles affectent l'industrialisation. – Dans le système traditionnel, le propriétaire était obligé d'assurer au moins une grande partie des crédits de production ainsi que des crédits nécessaires à la subsistance de ses paysans. Il prélevait ces crédits sur la récolte annuelle ; ainsi un auto-investissement agricole s'exerçait automatiquement. Dans les conditions actuelles, les propriétaires toucheront pendant dix ans la totalité de leur revenu annuel sans investir

dans la production agricole. [...] En revanche le gouvernement est obligé de prendre en charge ces crédits. L'ampleur du domaine agricole exige qu'une grande partie des ressources gouvernementales soient investies dans l'agriculture, sans pouvoir l'accroître d'ailleurs, et uniquement pour maintenir la production actuelle. Ces ressources étant limitées, on est obligé de réduire les crédits destinés au développement industriel au moment même où ces crédits sont le plus nécessaire.

« b) La situation des paysans n'est pas sensiblement améliorée. » (Hossein Malek, *op. cit.*)

Le système coopératif était le seul qui aurait pu remplacer le régime traditionnel de gestion agricole. Hossein Malek soutient que « la structure traditionnelle est déjà prête pour la création de coopératives de production très efficace. [...] Si l'on veut éliminer les propriétaires, il faut les remplacer par une autorité qui soit au moins aussi compétente. Dans le cas contraire, la production subira des dégâts parfois irréparables, surtout en ce qui concerne les ressources en eau. Ce qui est malheureusement le cas à l'heure actuelle ». Il ne s'agit pas de « compétences » mais de l'existence ou de l'inexistence d'une structure sociale où quelque chose joue, comme dans le mode de production asiatique (à une autre échelle), le rôle d' « unité centrale ». Malgré les dispositions prévues par la loi, les coopératives n'ont vu le jour que dans un quart des villages touchés par la réforme. En ce qui concerne l'effondrement du crédit, Hossein Malek ajoute : « On se demande si la réforme inachevée n'a pas préparé le terrain à l'apparition et à la consolidation d'une classe intermédiaire plus nuisible

encore que les grands propriétaires (comme les usuriers de l'Inde), qui neutralisera la légère augmentation du niveau de vie des paysans consécutive à la réforme. »

Enfin, la réforme n'a pas touché un problème très grave par son extension : celui des relations entre les petits propriétaires ne travaillant pas leur terre et leurs métayers, problème qui concernait un quart du *total* des villages. Les paysans avaient compris la réforme comme l'abolition totale du système du métayage alors que la réforme ne touchait qu'environ 12 % des domaines. Ailleurs, les paysans espérant obtenir les terres les ont cultivées sans respecter l'ordre traditionnel de *nassagh* et n'ont pas versé la part revenant aux propriétaires. Ceux-ci ont riposté en introduisant la culture mécanisée. Souvent les propriétaires ont obligé leurs métayers à vendre leurs bœufs de trait, puis leur ont proposé de travailler non comme métayers mais comme ouvriers agricoles à des conditions avantageuses, naturellement une fois le processus engagé, les conditions ont été modifiées (il va sans dire : au désavantage des paysans devenus ouvriers agricoles). Hossein Malek conclut : « Un essor du système capitaliste d'exploitation agricole est donc en train de se réaliser, non seulement dans les cas prévus par la loi, mais sur une échelle beaucoup plus vaste. »

Cependant, à la fin des années 2000, l'omniprésence des exploitations privées de petite taille (moins de 10 ha) témoigne du fait que la modernisation capitaliste de l'agriculture est loin d'être achevée en Iran. Ce n'est pas pour autant que l'accomplissement de la révolution communiste en Iran serait tributaire de la réali-

sation préalable de cette tâche ou que la transformation de cette agriculture serait une question que cette révolution aurait à prendre en charge. Pour la raison que simplement il n'y a pas et il n'y aura pas de « révolution iranienne ». Cela n'empêche que, comme on l'a vu précédemment, la simple pression de cette masse paysanne, en dehors même de son activité directe dans la lutte des classes, joue sur la contradiction entre le prolétariat et le capital d'un double point de vue : exode rural et surpopulation ; solidarités et constitution d'une identité de pauvre non purement capitaliste. Toute perspective de lutte en Iran, même strictement urbaine et ouvrière est tributaire du poids de cet environnement. L'inachèvement de la réforme agraire devient une question qui se règle dans les luttes urbaines et ouvrières non comme intervention étrangère de ces dernières « sur les campagnes », mais parce que ces luttes sont, de l'intérieur, structurées en grande partie par cette question qui n'est plus alors une question autonome, mais une question posée dans les termes mêmes de la lutte ouvrière.

Cette situation affecte actuellement la lutte des classes en Iran et, dans une révolution communiste mondiale, affecterait la lutte des classes mondiale, mais, dans cette dernière perspective, elle ne serait pas un problème *iranien* à résoudre.

La question actuelle est de définir, dans la transcription et l'enjeu politique de la lutte des classes en Iran, les intérêts de cette masse de petits paysans et la direction dans laquelle ils peuvent intervenir et peser.

D'un côté ces petits paysans sont attachés à la République islamique (attachement dans lequel on ne

doit pas sous-estimer les facteurs idéologiques malgré tous les conflits entre cette paysannerie et le clergé). À la suite de la révolution de 1979, de nombreux paysans se prononcèrent en faveur de l'octroi du droit de propriété des terres qu'ils cultivaient, tout en décidant d'occuper des milliers d'hectares de terres et de vastes exploitations privées dans lesquelles ils n'avaient qu'un statut d'ouvriers. Face à cette situation le Conseil de la Révolution islamique décida de mettre en place une réforme agraire impliquant la redistribution massive des terres cultivables, réforme d'un tel radicalisme, tout au moins quant à son effet d'annonce, qu'elle aboutit finalement à sa non-application. Des centaines de milliers de paysans s'étant emparés de ces terres, il leur fut cependant octroyé le statut vague et indéfini de « cultivateurs temporaires », et ce jusqu'à la légalisation officielle de leur statut en 1986. De façon générale la modernisation du secteur agricole comptait parmi les priorités de la République islamique : l'augmentation de la productivité agricole devait permettre d'atteindre au plus vite l'autosuffisance alimentaire par rapport à « l'Occident ». Pour cela il fallait améliorer les conditions de vie et de production de ces petits paysans : octroi de prêts à taux préférentiels, versement d'aides pour tout achat de matériel agricole. Cependant, simultanément, la République islamique instaura un système très strict de contrôle des prix des denrées alimentaires qui produisit un fort effet désincitatif qui se traduisit finalement par une baisse considérable (fin des années 1980, début des années 1990) de la production et une diminution des investissements. La baisse des revenus agricoles alimen-

ta des flux migratoires massifs vers les grandes villes, principalement Téhéran et ses environs.

L'aide et les subventions gouvernementales en matière alimentaire provoquent une forte augmentation de la demande se traduisant par une montée en flèche des importations agricoles. À la fin des années 1980, cette politique de fixation des prix est abandonnée, ces derniers s'ajustèrent progressivement aux prix internationaux, permettant ainsi de limiter le volume des importations. Si la situation s'améliore durant les années 1990, cela est dû quasi exclusivement à des mesures d'incitations financières de court terme favorisant l'augmentation des rendements et de la productivité (et freinant l'exode rural : la latino-américanisation des villes iraniennes est une angoisse du gouvernement islamique) et non par la « modernisation » de la structure agraire²⁴ et des modes de production (laissant subsister dans la plupart des régions agricoles un chômage endémique plus ou moins camouflé en sous-emploi). Dans les années 2000, les priorités sont recentrées sur la modernisation du système de production agricole, notamment à travers la fourniture de machines à bas

24. Les divers organismes locaux qui sont encouragés tels que les Conseils ruraux islamiques, les coopératives agricoles ou les Maisons du développement rural ne touchent pas à cette structure, ils visent seulement à pallier les grandes difficultés dans la coopération agricole nées de la réforme agraire, cf. *supra*.

prix²⁵ mais dont l'emploi implique une modification de la structure agraire.

Cette modification de la structure agraire au profit de grandes exploitations capitalistes largement entamée en Iran depuis la réforme de 1962-1963 représente un pas extrêmement difficile à franchir socialement pour la République islamique qui a dans cette petite paysannerie une partie de sa base sociale (malgré les conflits) et de sa légitimité politique et idéologique : « l'Iran authentique de toujours ». D'autant plus que l'État est propriétaire de 8 % des terres cultivées et que le régime islamique, par l'intermédiaire de fondations telle que la *Bonyad-e Mostazafân* à Téhéran ou *Astân-e Qods* à Mashad est lui même un grand exploitant agricole capitaliste. La relation entre la petite paysannerie et le clergé chiite est complexe faite de « protection » acceptée et de conflits d'intérêts²⁶.

La question est en réalité plus complexe que celle résultant d'un choix entre petite paysannerie et grande exploitation agricole capitaliste. En effet, un choix clair

25. Il est à noter que l'industrie iranienne (industries de Tabriz et d'Arak) est capable de fournir un grand nombre de tracteurs et de moissonneuses-batteuses modernes permettant à l'Iran de couvrir la quasi-totalité de ses besoins en matériel agricole.
26. En 1962, de nombreux chefs religieux s'opposent à la réforme agraire (et en 1963 au droit de vote accordé aux femmes), le clergé était depuis longtemps un très grand propriétaire terrien et possédait dans les villages une grande partie du pouvoir judiciaire. En juin 1963, un dirigeant religieux de Qom, promis à un brillant avenir, l'ayatollah Rouhollah Khomeini, est arrêté après un discours dans lequel il attaquait directement la réforme agraire et le shah.

en faveur de la grande exploitation agricole capitaliste ne peut trouver un début de réalisation sans une large ouverture au commerce international et aux investissements étrangers dans toute la filière agricole (le passage de domaines aux mains de capitaux étrangers n'est pas l'essentiel) : matériels plus performants technologiquement, semences, biotechnologie, cheptel, système hydraulique, filière agro-alimentaire de produits transformés pour répondre à la demande « jeune et urbaine »²⁷... Le ministère canadien de l'Agriculture a fourni, en décembre 2008, à tous les industriels de ce secteur un document très intéressant sur les diverses attentes du marché iranien et les diverses façons de le pénétrer. Symptomatiquement, le principal avertissement donné aux industriels et exploitants agricoles canadiens de la filière concerne les incertitudes politiques liées au régime, influençant les possibilités d'assurance des exportations (financement et acceptation des lettres de crédit émises par des banques iraniennes), et la protection des

27. « Plus de 11 000 entreprises du secteur de la transformation des aliments travaillent actuellement en Iran. On trouve peu de sociétés étrangères en raison des conditions d'investissement défavorables et du fait que l'industrie légère de l'Iran est assez concurrentielle, ce qui complique la situation pour les investisseurs étrangers. On note tout de même une augmentation des entreprises iraniennes travaillant sous licences étrangères. En outre des sociétés comme Nestlé et Unilever ont effectué d'importants investissements pour contrôler le marché iranien des aliments transformés. Les deux sociétés ont des unités de fabrication en Iran. » (Mme Azar Zaganéh, déléguée commerciale, Téhéran, Iran – document du ministère de l'Agriculture du Canada, décembre 2008)

brevets. Le principal conseil, quant à lui, est le suivant : « les entreprises qui veulent faire des affaires dans le pays doivent prévoir un transfert de technologie, même dans le secteur de l'agriculture ». Le même document souligne qu'étant donné « l'expansion soutenue de l'agriculture industrielle, tant pour la production laitière que pour la production de viande, l'Iran a de plus en plus besoin de matériel génétique de qualité. Le Canada contrôle 40 % de ce marché du matériel génétique ».

Le régime politique actuel est déjà engagé dans cette transformation des structures agraires et des modes de production, son alliance avec la petite paysannerie est chancelante, mais, menacé, le régime pourra tenter d'avoir recours à cette masse des petits paysans pour qui, en revanche, la fin de la République islamique est de façon certaine son arrêt de mort. Pour les paysans, comme pour de nombreux « déshérités » urbains, modernisation et démocratie riment avec disparités grandissantes entre les classes, avec la fin de tout ce que pouvait représenter de protection la préservation même largement artificielle des valeurs traditionnelles. Là s'enracine un rejet culturel du réformisme « hypocrite » et « occidentalisé ». La dynamique démocratique, dans des catégories sociales encore fortement imprégnées de l'holisme rural, est une insupportable dépossession sociale et culturelle, d'autant plus qu'elle s'accompagne du rôle croissant des femmes dans la société rurale. Les campagnes iraniennes ont connu des évolutions démographiques similaires à celles constatées dans le reste de la société : augmentation de l'âge moyen du mariage des femmes, baisse de la fécondité

et augmentation importante du taux d'alphabétisation. Les femmes occupent une place centrale dans la culture et l'élevage. Au nord de l'Iran, elles plantent et récoltent le riz, dans le sud beaucoup travaillent dans le secteur de la pêche. Elles sont également présentes de façon croissante dans les diverses institutions et instances de décision rurales, elles ont créé des coopératives qui leur sont exclusivement réservées. On a même vu apparaître des organisations non gouvernementales telles que la Société des Femmes Islamiques (souvent en Iran, comme ailleurs, les ONG sont des prête-noms pour des interventions du gouvernement), destinées à valoriser le rôle des femmes dans les processus de décision ainsi qu'à les former à l'utilisation des nouveaux outils mécanisés. Cependant, un très faible nombre de femmes sont propriétaires des terres qu'elles cultivent, ce qui rend leur accès au crédit difficile. Néanmoins, la Banque Agricole octroie un nombre croissant de prêts aux femmes, notamment par l'intermédiaire des ces diverses coopératives agricoles féminines.

La question n'est plus « la question agraire » comme *préalable* à la polarisation de la lutte des classes entre prolétariat et capital ou comme « tactique d'alliance de la paysannerie et de la classe ouvrière ». Les transformations capitalistes dans les campagnes, la dépendance de cette agriculture vis-à-vis du marché et la profonde liaison ville – campagne créée par l'exode rural n'ont pas supprimé le rôle des paysans dans la lutte des classes mais en ont fait une dérivée (plus ou moins aléatoire) des luttes de classes urbaines en même

temps que la situation des campagnes informent *intérieurement* ces luttes de classes urbaines (cf. *supra*).

Même pour des catégories sociales comme la petite paysannerie, la République islamique est devenue un régime caduc soit parce que visiblement elle ne peut plus tenir ses promesses (« déshérités » urbains) soit qu'elle ne le veut plus (petits paysans), mais le discours démocratique réformateur des classes moyennes et des élites, le discours culturel et politique par lequel elles se fédèrent, sonne creux aux oreilles de cette population. Sa participation aux manifestations de l'opposition (parce que la survie n'est plus possible) est lourde de confrontations à venir (tout comme inversement sa participation au soutien du pouvoir en place). Bien sûr, le moment actuel ne se limite pas à une lutte pour le soutien des vieux chevaux de retour réformateurs de la République islamique, la mobilisation s'étend au-delà des classes moyennes mais, dans ces « masses populaires », ne semble pas dépasser le thème de la « justice sociale contre les profiteurs », en cela il peut y avoir amalgame avec les thèmes de liberté et de démocratie. Un mélange détonant mais un mélange tout de même. Le déchirement de cette masse *populaire* est la principale inconnue des luttes de classes actuelles en Iran.

Le parti idéologique

Nous en revenons alors à la thèse centrale de ce petit livre selon laquelle la question actuelle en Iran, que cela nous plaise ou non, est d'abord une question politique. À la résolution de cette question politique est suspendue l'entrée de l'Iran non pas dans le capi-

talisme mondial restructuré mais de plain-pied dans sa crise. Et même si cela nous plait encore moins, parce que la question est d'abord politique, ce sont les classes moyennes qui sont propulsées comme acteur central de la résolution de cette question. Et pire encore, si l'acteur central est la classe moyenne, c'est qu'elle seule peut constituer un *parti idéologique*²⁸ par lequel « le combat sera mené jusqu'au bout ». Parti dont le programme sous les mots de liberté, de démocratie, de féminisme, etc., sera l'intégration mondiale du pays, un État libre, et une classe capitaliste libre. Cela implique une recomposition de la bourgeoisie qui n'hésitera pas à sacrifier certains de ses membres, mais cela signifie aussi licenciements en masse et fin de la politique redistributive, cela signifie aussi que les classes moyennes seront, en fin de jeu, les dindons de la farce. Le prolétariat, quant à lui, est d'ores et déjà divisé quant à sa participation à ce « parti ».

On qualifie ce parti d'idéologique à cause du niveau politique où doit porter son action, mais aussi du fait que le seul ciment qui réunit ses composantes est une idéologie de la liberté au nom de laquelle se déroule le combat. Il nous faut préciser ici que l'idéologie n'est

28. « Parti » est employé ici dans une acception que l'on pourrait, seulement par analogie, éclairer par l'expression de « parti historique » utilisé par Marx dans sa lettre du 29 février 1860 à Freiligrath : « Je remarque d'abord : après que sur ma demande, la « Ligue » a été dissoute en novembre 1852, je n'ai appartenu – ni appartenais – à aucune organisation secrète ou publique ; donc le parti, dans le sens tout à fait éphémère du terme, a cessé d'exister pour moi depuis huit ans. [...] J'entends le terme parti dans sa large acception historique... »

pas un leurre, un masque, un ensemble d'idées fausses. On sait bien que l'idéologie est dépendante de l'être social mais cette dépendance implique son autonomisation, c'est la puissance paradoxale des idées. La théorie de l'idéologie n'est pas une théorie de la « conscience de classe » mais une théorie de classe de la conscience. La division entre travail matériel et travail intellectuel traverse toutes les sociétés de classes et tous les individus, si l'idéologie existe toujours dans les formes de l'abstraction et de l'universel c'est de par cette division qui plaçant le travail intellectuel du côté de la classe dominante donne à ce que produit ce travail la forme de l'universel que revêt toute domination de classe. La puissance paradoxale des idées et de leur universalité, cette inversion des représentations et de leurs fondements est parallèle à l'inversion réelle qui préside à l'organisation de la production, l'exploitation de la classe des producteurs entraîne que la production de la vie matérielle est réellement inversée, à l'intérieur d'elle-même, dans la production même de la vie matérielle. S'il est exact que « ce n'est pas la conscience qui détermine la vie mais la vie qui détermine la conscience », il n'en est pas moins vrai que *c'est la vie qui « fait croire » que c'est la conscience*. Les représentations bourgeoises sont des idéologies, et des idéologies tout à fait fonctionnelles et elles deviennent des institutions tout à fait réelles. La justice, le droit, la liberté, l'égalité sont des idéologies, mais lourdement matérielles quand on se retrouve devant un tribunal ou en prison. La bourgeoisie, dit le *Manifeste*, a façonné un monde à son *image*, mais l'image est alors la chose : la production d'idéologie

est partie prenante de la production et des conditions de la vie matérielle. Les représentations ne sont pas un doublet plus ou moins inadéquat de la réalité mais des instances actives de cette réalité qui en assurent la reproduction *et en permettent la transformation*.

Le parti idéologique de la liberté qu'il serait insuffisant de ramener aux intérêts immédiats des classes moyennes a des bases solides dans les transformations survenues dans la société iranienne. Cela signifie que momentanément il peut se présenter comme l'expression générale des intérêts de la société renvoyant tous les autres intérêts de classe à un statut d'intérêt strictement particulier sans autre perspective que cette particularité.

De 1979 à aujourd'hui la société iranienne a connu des bouleversements radicaux. « D'abord l'urbanisation s'est accélérée et la grande majorité des iraniens vivent à présent dans les villes : de moins de 50 % alors, la proportion de citadins est passée à 65 % en 2002 et à plus de 70 % aujourd'hui. Ce bouleversement ne résulte pas uniquement de l'exode rural ; il a été favorisé par le développement du réseau routier, qui, avec l'arrivée de l'électricité et de l'eau dans les campagnes, a contribué à rapprocher les modes de vie. Des domaines réservés aux urbains, comme l'accès à la santé et à l'éducation, y compris supérieure, se sont ouverts aux populations rurales. Ce processus a contribué à l'élévation du niveau sanitaire, à la baisse de l'analphabétisme, à l'augmentation du taux des diplômés universitaires, etc. À l'aube de la révolution, plus de la moitié des Iraniens étaient analphabètes ; ils sont à présent moins de 15 %. Simul-

tanément, la proportion des femmes sachant lire et écrire a plus que doublé (de 36 % à plus de 74 % – 82 % dans les villes). Trente et un ans après la révolution, le nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur a été multiplié par 7,5 (de cent soixante mille à un million deux cent mille), cependant que la part des filles passait de 38 % à 65 %²⁹. Parallèlement, le pays a connu une révolution démographique : alors qu'il comptait trente millions d'habitants en 1979, il en dénombre soixante-dix millions aujourd'hui, dont plus de la moitié est âgée de moins de 25 ans – la majorité des Iraniens étant nés après la révolution. La transition démographique est achevée : alors qu'une femme avait en moyenne six enfants en 1979, elle n'en a plus que deux. Paradoxalement, c'est sous le «gouvernement islamique» que les obstacles qui entravaient l'éducation des filles ont été levés, que la télévision et le cinéma se sont imposés dans les familles. [...] Mais alors que la vie urbaine engendrait de nouveaux besoins, le gouvernement n'a pas été capable d'y répondre. Le taux de chômage parmi les jeunes de moins de 25 ans s'élevait en 2005 à 29 % et à 39 % pour les jeunes femmes. S'ajoutant aux restrictions sur les libertés individuelles, politiques et associatives, le manque d'horizon professionnel pour les étudiants et diplômés a alimenté durant toutes ces années la fuite des cerveaux. Selon les statistiques du Fonds

29. Abdol Karim Sorouch, philosophe iranien vivant actuellement aux États-Unis, dans un entretien au *Monde* (2 mars 2010), parle quant à lui de deux millions d'étudiants et ajoutent : « Si on ajoute leurs familles cela fait dix millions de personnes dans tout le pays. »

Monétaire International (FMI), deux cent cinquante mille ingénieurs et médecins iraniens, ainsi que cent soixante-dix mille personnes ayant fait d'autres études supérieures, résident notamment aux États-Unis. » (*Le Monde diplomatique*, février 2010).

Le principal résultat de ces bouleversements a été l'apparition et l'essor de classes moyennes modernes³⁰ fortement implantées dans le secteur des services, de l'enseignement et bien sûr l'Université, mais aussi formant les cadres des entreprises d'État ou privées. Le secteur privé industriel est à l'origine de 20 % à 30 % du PIB, mais le soutien de l'État à ses clientèles politiques passe par le développement d'activités « quasi-budgétaires », c'est-à-dire de dépenses prises en charge par l'État mais qui ne figurent pas au budget national (activités « quasi-budgétaires » qui sont une des principales causes de l'inflation). Or limiter les activités « quasi-budgétaires » impliquerait de définir une frontière claire entre le secteur public (même important) et le secteur privé, ce qui est une question éminemment politique nécessitant de définir un autre type de légitimité politique s'appuyant sur d'autres groupes sociaux et de surmonter les oppositions des groupes bénéficiaires de l'ordre ancien (ce qui avec un capitalisme organisé *dans l'État* autour de rentes et de monopoles n'ira pas sans « conflits »).

Les classes moyennes sont mal représentées dans le jeu politique interne de la République islamique, la déception vis-à-vis de Khatami a vite révélé le malen-

30. En distinction des artisans ou petits commerçants que l'on peut qualifier de classes moyennes traditionnelles.

tendu. La lutte entre « conservateurs » et « réformateurs » se cantonne à des limites assez strictes. Elle peut être implacable comme l'ont montré divers assassinats, mais elle est indissociable de négociations et de compromis continuels entre les tenants du pouvoir tous issus de la révolution. Pour tous, il s'agit de maintenir l'unité ou au moins la stabilité des institutions républicaines garantes de leur pouvoir et de leur survie³¹.

Les classes moyennes désirent la séparation du politique et du religieux dont la confusion freine leur ascension sociale et entrave la « simple reconnaissance des compétences », elles sont pour un système moins bureaucratique et une vraie libéralisation de la législation relative aux investissements étrangers, une loi identique pour tous en matière de change, de fiscalité et d'accession au crédit, la fin de la fuite à l'étranger des cerveaux, l'intégration sociale de la jeunesse.

Il est bien évident que la moitié de la population qui a moins de 25 ans n'appartient pas en totalité à ces classes moyennes, cependant ses difficultés d'intégration face au chômage et dans une société culturellement bloquée la rapproche des frustrations des classes moyennes. « Il (le pouvoir) se retrouve face à une armée de trente à quarante millions de jeunes tous rebelles et qu'il est très difficile de contrôler. Des jeunes qui ont leur propre dictionnaire, consignait un langage très codé, qui distingue entre "eux" – le pouvoir – et

31. Fariba Adelkhah, chargée de recherche à l'Institut d'études politiques de Paris, dans un article publié dans *Le Monde* du 9 mai 2000, compare cette « classe politique » aux « thermido-riens » de la Révolution française.

“nous” – la société. Il existe une connivence collective, et jamais les Iraniens n’ont autant jaser sur le pouvoir. Des jeunes rejettent sur leurs parents la responsabilité d’une révolution dont ils paient eux-mêmes le prix. Dans leur imaginaire, ils en arrivent à penser que la période impériale était l’âge d’or de l’Iran » (*Le Monde*, 6 mars 2004). Il y a bien sûr beaucoup d’exagération dans cette analyse, elle n’en dénote pas moins une tendance lourde qu’un événement « non politique », passé presque inaperçu avait corroboré et illustré dès 1997.

Le 29 novembre 1997, lors des phases éliminatoires de la Coupe du Monde de football, l’équipe d’Iran bat celle d’Australie et se qualifie pour la phase finale, le match avait lieu à Melbourne. À Téhéran, la foule descend spontanément dans la rue, une témoin raconte : « Il y en avait partout. Les filles, vous m’entendez, les filles dansaient sur les capots des voitures, et... certaines sans leur foulard. Elles se sont senties libres de le faire. Les jeunes criaient Iran ! Iran ! et non pas islam ! islam ! J’en suis encore toute remuée » (*Le Monde*, 11 décembre 1997). « Les Iraniens donnent l’impression d’être surpris de découvrir que les “baby-boomers” de la révolution islamique, cette moitié de la population de vingt ans, veulent se faire entendre et refusent d’être embrigadés dans des carcans idéologiques et comportementaux », commente le journaliste du *Monde*. Quatre jours après le match, tout Téhéran est dans la rue pour accueillir les joueurs³² : « Tout le monde raconte comment quelques centaines de jeunes filles ont imposé

32. Le jour de la qualification de l’équipe de football, Husseiniyé Ershad, la principale mosquée de Téhéran était vide.

leur admission au stade Azadi, où étaient accueillis les joueurs. Les forces de l'ordre qui avaient reçu instruction de n'autoriser l'accès du lieu qu'aux seuls hommes, ont dû céder devant la pression féminine. » (*ibid*)³³

Moins de deux ans après, le jeudi 8 juillet 1999, éclate à Téhéran une violente révolte étudiante qui s'étend à tout le pays réclamant davantage de libertés et l'accélération des réformes. Le détonateur de cette révolte est la fermeture d'un journal (*Salam*) proche de Khatami et un projet de loi très restrictif sur la presse. L'occupation du campus est très violemment réprimée par les milices des *Ansar Hezbollah* directement sous la direction du « Guide suprême ». Le dimanche 11, ce sont 20 000 manifestants qui défilent à Téhéran, principalement des étudiants mais rejoints par des centaines de sympathisants. Des menaces de grèves apparaissent dans les usines. Pour désamorcer le mouvement, Ali Khamenei (le Guide) condamne les violences policières, mais tout rassemblement est déclaré illégal et la répression fait cinq morts. Khatami (« le réformateur ») condamne à son tour les manifestations étudiantes. Le 14 juillet 1999, lors du rassemblement organisé par « L'Organisation de la propagande islamique » contre les manifestations étudiantes, Khatami et Ali Khamenei (le « Guide suprême ») refont leur unité face à une révolte étudiante qui les menaçait et dénoncent les contestataires.

33. De même, on ne peut comprendre Mai 68 en oubliant le tumultueux concert de *Salut les Copains* et *Europe 1*, le 22 juin 1963, Place de la Nation, où cent cinquante mille jeunes étaient rassemblés.

Le combat pour la liberté ou la transparence de la vie politique (des privatisations sans favoritisme) n'est pas le masque de triviales revendications économiques, il en est la condition et même le contenu dans la mesure où le combat se déroule dans la politique, terrain imposé par le système même auquel elles s'opposent : la République islamique est la confusion des niveaux économique, politique et idéologique. Dans un État populiste tel que nous l'avons défini, immergé dans la société, la seule indépendance vis-à-vis de la société qu'il peut produire pour lui-même, sa seule confirmation comme abstraction, est l'affirmation dans la politique même d'une transcendance autre que politique : transcendance garante de l'indépendance de l'État. Le credo de la République est le même depuis sa fondation : la suprématie du *vali-e-faqih*. L'affirmation de ces classes moyennes ne peut pas aller sans un mouvement plus ample que de « simples » réformes politiques ou économiques, ou plutôt, ces réformes ne peuvent être atteintes que sous la forme d'un bouleversement *culturel* par lequel ces classes seraient réintégrées et légitimées, par là les mouvements de femmes sont appelés à jouer un rôle fondamental dans ces mutations culturelles. Les questions de mœurs et de morale sexuelle sont toujours le résumé de tous les changements de légitimité culturelle.

La condition du succès de ce parti idéologique réside, aux deux extrêmes, d'une part, dans sa capacité à représenter une alternative crédible pour une partie de la bourgeoisie, ce qui est fort possible, tant les divisions de la classe bourgeoise sont fortes ; la possibilité

même d'entraîner une partie de la bourgeoisie qui ne tire pas sa fonction bourgeoise individuellement mais de son appartenance à une bureaucratie d'État ou semi-étatique et dont les éléments se rêvent en « vrais bourgeois » est également un processus envisageable ; d'autre part, dans sa capacité à mobiliser la classe ouvrière en la coupant des « déshérités » et de tous ceux qui survivent à la marge. Il est très probable que dans une période où les grèves ouvrières se multiplient contre des patrons (privés ou non) qui ne remplissent plus leur fonction, une « économie ouverte », « libérée des favoritismes » et qui ne « dilapident pas l'argent de la rente pétrolière » puisse exprimer avec succès les limites de ces luttes ouvrières sur le salaire et l'emploi. De ce point de vue, même le fameux « programme nucléaire iranien » devient un enjeu : son maintien accompagné d'un discours agressif non seulement flatte le nationalisme mais aussi coupe l'herbe sous les pieds de toute tentative d'ouverture, il a également comme avantage collatéral pour le pouvoir en place de rallier à lui une partie de l'élite du pays pour laquelle ce programme est une source d'emplois rémunérateurs et de fonctions valorisantes.

Le fondement de la crise politique du régime est d'avoir impulsé un développement capitaliste du pays sans alliance sociopolitique avec les milieux industriels et la classe ouvrière. L'impasse du populisme, tant dans sa forme la plus visible des politiques « populaires » de redistribution et de subventions que de façon plus générale sous la forme de l'immersion de l'État dans la société, est la forme spécifique de cette crise. Cette

dernière, précipitée par la crise internationale, amène à la formation de camps qui ne sont pas purement et simplement des classes et à un affrontement qui est loin d'être un pur affrontement de classes pures. Même « l'ouverture économique » peut devenir un thème du pouvoir en place, en effet, faire appel aux investissements étrangers peut dispenser de financer soi-même l'industrialisation et donc dispenser le régime de changer ses alliances. En se constituant en tant que crise politique, la lutte des classes en Iran se polarise en regroupements idéologiques : ouverture démocratique, libertés individuelles et de comportement, séparation du politique et du religieux *versus* justice sociale par l'islam, authenticité populaire des valeurs religieuses, omniprésence non pas de l'État mais du pouvoir protecteur. L'enjeu c'est l'État séparé, l'État « au-dessus des classes ».

Une lutte idéologique dont l'enjeu est la mise en forme de l'État comme État séparé

L'État capitaliste est non seulement distinct de la société mais il en est *séparé*³⁴. C'est une « machine », un « appareil », un « instrument » comme le disent les *Luttes de classes en France* et *Le 18 Brumaire*. Même si le mot

34. Nous empruntons une grande partie de l'analyse qui suit sur l'État à un chapitre d'un texte tardif de Louis Althusser, *Marx en ses limites*. Nous nous séparons de son analyse quant à la définition de l'énergie entrant dans l'État comme machine et quant à la séparation comme définition même de tout État. Il n'est pas clair chez Althusser que la séparation soit définitoire de tout État.

« instrument » ne plait pas (il est de bon ton de prendre ses distances avec un mot aussi trivial), l'État est séparé car il est, comme dit Marx, « un instrument » dont la classe dominante se sert pour perpétuer sa domination de classe. En vérité la coquetterie intellectuelle vis-à-vis de la définition de l'État comme instrument, *c'est-à-dire gourdin*, n'est que le supplément apologétique d'illusions éclectiques sur la lutte de classe se voilant dans le manteau radical, mais en réalité réformiste, de la lutte des classes traversant toutes les instances de la société et pourquoi pas l'État lui-même.

Tout instrument est séparé. Séparé de quoi ? Toute la question est là.

L'État n'est pas simplement séparé de la société, il est *séparé de la lutte des classes*. Il en est séparé puisqu'il est fait pour ça. On ne peut imaginer un instrument utilisé par la classe dominante et qui ne serait pas séparé de la lutte des classes, il risquerait d'éclater entre ses mains à tout instant. Il faut à l'État cette séparation pour pouvoir intervenir dans la lutte des classes et dans toutes les directions : non seulement contre la classe ouvrière afin de maintenir le système d'exploitation, mais aussi, éventuellement, dans les luttes intérieures à la classe dominante, contre ses divisions. Pour remplir sa fonction d'instrument au service de la classe dominante, l'appareil d'État doit, même dans les pires circonstances, et dans toute la mesure du possible, être séparé de la lutte des classes, retiré d'elle autant que faire se peut, pour pouvoir intervenir non seulement contre la classe exploitée, mais aussi contre les menaces des formes que la lutte des classes peut prendre au

sein de la classe dominante elle-même. Qu'il soit fait pour ça, cela s'inscrit dans la structure de l'État, dans la hiérarchie de l'État. Le personnel militaire, policier et de la haute administration vivent dans une permanente situation d'exception. Le droit d'expression, de grève, leur est interdit, et si, par exemple en France, il existe des syndicats dans la police et la magistrature, il n'en existe pas dans le « noyau dur » : la force armée, la gendarmerie, la garde mobile. On considère, sans plus y réfléchir, comme allant de soi, cette « situation d'exception » qui est faite aux militaires, aux policiers, aux magistrats, aux hauts fonctionnaires, c'est-à-dire au noyau fort de l'État, au noyau qui détient et contient la force physique, la force d'intervention de l'État, et sa force politique. L'État est un appareil capable de prendre des mesures contre une partie, voire la majorité de la bourgeoisie pour défendre ses intérêts généraux de classe dominante. Et c'est pour cela que l'État doit être séparé. C'est en jouant sur sa nature, sa séparation, sur les « valeurs » qui fondent cette séparation (« ne pas faire de politique » ; « le service public ») que l'État peut être cet appareil destiné à assurer la domination de la classe dominante.

Mais, justement si l'État est séparé, c'est que cette séparation ne va pas de soi, à preuve toutes les dispositions que l'État est obligé de prendre à l'égard des différentes catégories de ses agents, politiques, militaires, policiers, magistrats et autres pour bien assurer cette séparation. Cette séparation est le contraire exact d'une « neutralité », l'État est bien séparé mais pour être un État, c'est-à-dire *un État de classe qui serve au mieux,*

dans cette séparation et par elle, les intérêts de la classe dominante. Si bien séparé pour être l'instrument des intérêts de la classe dominante que lorsque l'on arrive devant un guichet de La Poste, de la SNCF ou de la Sécurité sociale, il y a longtemps que l'on a perdu de vue la politique de classe qui gouverne, jusqu'à leur existence même, tous ces appareils administratifs. Tant est si bien qu'il est tout « naturel » de les privatiser, de les confier au soin de capitaux particuliers.

L'État est un État de classe par sa politique, par ses cadres, tous issus de la grande bourgeoisie, mais aussi par sa capacité à mettre « hors lutte de classe » l'armée, la police, la gendarmerie, les services secrets, les prisons (pas les prisonniers).

Qu'il y ait des contradictions dans l'État, que l'armée, par exemple, puisse avoir des vues politiques (et passer aux actes) ou qu'un corps particulier de l'État, l'Inspection des Finances en France, joue un rôle exorbitant vis-à-vis des autres corps, que les « Services » puissent jouer leur propre jeu, on le sait. Que ces contradictions puissent être exaspérées par la lutte des classes n'infirme pas que l'État, en son cœur, qui est sa force d'intervention physique, politique, policière et de haute administration, est fait, malgré toutes les difficultés qu'il peut avoir pour y parvenir, pour ne pas être « affecté » par la lutte des classes, parce qu'il est fait pour ça, parce qu'il *est* cette séparation qui n'a rien à voir avec une quelconque « autonomie ».

« Appareil », « machine », « instrument », ce sont les termes qui reviennent sans cesse sous la plume de Marx et d'Engels pour parler de l'État. Dans une ma-

chine toutes les parties concourent au même but évidemment extérieur à la machine, sinon la machine n'en serait pas une. « Machine » développe et enrichit l'idée d'instrument ou d'appareil. Une machine est destinée à transformer l'énergie (transformation d'un type d'énergie en un autre type d'énergie) et à utiliser cette transformation. Avec quelle énergie fonctionne l'État et en quel autre type d'énergie la transforme-t-il ? L'énergie dont se nourrit l'État c'est celle de l'autoprésupposition du mode de production capitaliste, l'énergie du « double moulinet de la reproduction des classes »³⁵ ; l'énergie en laquelle il la transforme c'est *la violence*, énergie qui met en mouvement tous ses instruments.

35. « Le procès de production capitaliste reproduit donc de lui-même la séparation entre travailleur et condition du travail. Il reproduit et éternise par cela même les conditions qui forcent l'ouvrier à se vendre pour vivre, et mettent le capitaliste en état de l'acheter pour s'enrichir. Ce n'est plus le hasard qui les place en face l'un de l'autre sur le marché comme vendeur et acheteur. C'est le double moulinet du procès lui-même, qui rejette toujours le premier sur le marché comme vendeur de sa force de travail et transforme son produit toujours en moyen d'achat pour le second. Le travailleur appartient en fait à la classe capitaliste, avant de se vendre à un capitaliste individuel. Sa servitude économique est moyennée et, en même temps, dissimulée par le renouvellement périodique de cet acte de vente, par la fiction du libre contrat, par le changement des maîtres individuels et par les oscillations des prix de marché du travail. Le procès de production capitaliste considéré dans sa continuité, ou comme reproduction, ne produit donc pas seulement marchandise, ni seulement plus-value ; il produit et éternise le rapport social entre capitaliste et salarié. » (Marx, *Le Capital*, Éd. Sociales t. 3, p 19-20).

Non seulement l'État est une machine mais encore une machine-outil. L'autoprésupposition inclut l'ensemble des formes économiques, sociales, politiques, juridiques, idéologiques, de la reproduction du rapport d'exploitation. L'État devient alors cette machine qui transforme en violence l'autoprésupposition du capital. Mais il ne la transforme pas en n'importe quelle violence, il la transforme en violence *légitime* et *légale*. Ce dernier point est essentiel, pour comprendre cette énergie qui alimente l'État, celle de l'autoprésupposition du mode de production, car cette énergie là est également une violence. L'autoprésupposition c'est le cours même de l'extraction de surtravail et de la production de plus-value, c'est la violence *brute* de la lutte des classes qui n'a pas encore été transformée en pouvoir, en lois, en droit et de façon plus diffuse en normes. Contre les apologistes du rapport de forces pur et simple, de la pure violence comme compréhension des rapports sociaux de production, il faut dire que la force et la violence de la bourgeoisie sont *la Force* et *la Violence* parce que la bourgeoisie est la classe dominante, et non l'inverse.

S'il faut insister sur ces concepts d'autoprésupposition et de reproduction, c'est pour repousser toute théorie des origines. Entre la force brute et la force légale il n'y a pas d'avant et d'après, au sens où cette force brute fonctionnerait dans l'analyse comme une sorte d'« état de nature ». Ce qui fonctionne dans l'État ce sont les formes de reproduction de la société de classes. L'énergie, la force, qui entre dans les mécanismes de la machine d'État pour en sortir comme pouvoir n'y entre

comme force pure ou brute que dans la mesure où le monde dont elle provient est lui-même déjà soumis au pouvoir de l'État. Ainsi c'est la force brute issue de rapports sociaux de production pour lesquels l'État existe toujours déjà, elle est qualifiable de « brute » en ce qu'elle doit être maîtrisée. L'État veille à ce que comme le dit Engels « la société ne soit pas détruite ».

Donc nous pouvons avancer que *le corps de l'État* comme machine transforme la violence brute en violence légale. C'est une véritable transformation d'énergie qui s'opère, car, du fait que l'autoprésupposition est subsumption du travail sous le capital, dans la « machine » n'entre, pour y être transformée, que *la violence brute de la classe dominante* qui, par la reproduction même du mode de production comme subsumption, excède toujours. Dans l'État, les violences brutes de la lutte des classes ont disparu au profit de leur seule et unique résultante : la Force de la classe dominante qui ne se présente plus comme ce qu'elle est : excès de sa propre force sur celle de la classe exploitée, mais comme Force tout court. Par là également, *dans* les rapports de production, se trouve produite et assurée la *séparation* de l'État. Tout l'État est construit pour produire ce rejet absolu, son propre corps est fait pour ça, pour nier sa nature de classe, pour bégayer par la bouche convaincue de ses fonctionnaires les vertus du service public, de la poste, des chemins de fer, des hôpitaux, des écoles, du planning familial, et de la Régie des tabacs et allumettes. Par la définition même de l'État, seule la classe dominante y a accès pour transformer sa

force en pouvoir, recouvrant cette force sous l'idéologie dérisoire, et efficace, du service public.

L'État est sous le rapport de l'énergie qu'il transforme, celle qui fonctionne en lui et le fait marcher pour assurer sa transformation en une autre sorte d'énergie, une machine à violence, de la même façon qu'on parle de machine à vapeur ou de moteur à essence. Tout le corps de la machine est construit pour assurer cette transformation sous le couvert et le nom de « service public », de nation, de communauté. Ce corps est composé de mondes clos, certains quasi au secret, l'armée, la ou les polices, la gendarmerie, les CRS, la garde mobile, mais aussi, un peu plus ouverts, la magistrature, les juristes, les enseignants (pour continuer avec des exemples français mais aisément transposables). Chaque corps travaille dans son domaine prescrit, dans un « esprit de corps », une division du travail absolument impérative y règne. L'État n'est bien séparé de la lutte des classes que s'il est séparé, divisé par des séparations intérieures, celles de ses corps et de leur « esprit de corps ». Mais, *en-deçà* de tout cela, ce qui fait le caractère spécifique du corps de la machine, de tout ce qui fonctionne en elle ou sous son nom, est silencieusement étayé dans un non-dit assourdissant, par *l'existence et la présence incorporée partout de la force physique publique armée qui est au cœur de l'État et rayonne sur l'ensemble de ses activités*. L'État est une machine au sens fort du terme : un dispositif artificiel comportant un moteur mû par une certaine énergie, puis un système de transmission, le tout étant destiné à transformer une certaine énergie en une autre. Tout l'État est un corps matériel agencé pour produire une

transformation d'énergie, une machine à produire du pouvoir, du pouvoir *légal* : des lois, décrets, arrêtés. Et à en contrôler l'application par les fonctionnaires de l'État.

Cependant, alors que le métal dont est faite la machine à vapeur n'entretient aucun rapport avec la matière énergétique qui l'alimente, le corps de l'État n'est pas, naturellement, sans rapport avec l'énergie qui l'alimente. D'où une *séparation* si difficile à obtenir.

Le corps de l'État, on l'a dit, ce sont tous les corps de l'État et ceux qui agissent en son nom. C'est avant tout des hommes, dont la majorité provient des classes exploitées par la classe dominante. CRS, gendarmerie, armée (même de métier), administration : des fils et filles de paysans, d'employés et d'ouvriers. Il y a bien sûr la promotion sociale que représente le fait d'être fonctionnaire, employé de l'État, mais l'État prend bien d'autres précautions pour les séparer de leur classe d'origine. Ils sont dirigés, encadrés et soumis à des règles contraignantes et à une situation sociale d'exception. Que l'armée et la police reviennent à ses origines, qu'elles « passent du côté du peuple » fait partie des conditions *rêvées*, pour ne pas dire imaginaires de la révolution. Pour un « brave pioupiou du 17^e », combien de soldats accomplissant leur devoir jusque dans l'Allemagne de 1919-1921, le Maroc espagnol de 1936 ou le Chili de 1973. Que le corps et les corps de l'État soient traversés par la lutte de classe est hautement optimiste et aléatoire, si ce n'est relevant du vœu pieu. Même si ces agents sont sujets à des mécontentements, même s'ils se mettent en grève (encore que toute grève n'est pas *ipso facto* lutte de classe ; il est des grèves conser-

vatrices, corporatistes, réactionnaires, racistes, etc.), ils ne mettront jamais en question sérieusement leur « service ». Promotion, formation, inculcation idéologique, discipline, sens du service, emploi garanti, retraite, l'État parvient à se constituer un corps qui est vraiment séparé de la lutte des classes, construit dans un *métal humain spécial* dont on peut faire l'expérience à chaque contact même anodin avec un « agent de la force publique ». Quelle que soit *l'origine* de ce personnel, appartenir à une classe ce n'est pas comme appartenir à un groupe sanguin.

Un corps qui, même si ses éléments sont issus des classes exploitées, ne peut douter, sans se nier (et il n'a aucun intérêt à le faire) que la violence dont il est dépositaire est un bien public et ce bien public son affaire. Car la plus grande réussite dans la séparation de l'État, c'est l'existence dans l'État de corps séparés, une division stricte du travail : la police ne fait pas les lois, les députés ne font pas la police. Chacun fait corps avec une fonction de l'État, ce sont les nécessités du pouvoir de la classe dominante qui définissent ces fonctions et les définissent comme divisées. Si bien que pour chacune d'entre elles, leur caractère de classe est nié, invisible, et repris par chaque membre de chaque fonction comme naturellement nécessaire et allant de soi.

L'État n'est séparé, « au-dessus des classes » comme dit Engels, que pour assurer la reproduction des conditions de domination de la classe dominante. Si cette reproduction est celle des rapports de production (exploitation), c'est qu'elle est celle des conditions matérielles du rapport de production. Derrière l'idéologie de l'État

« fausse communauté », « communauté abstraite », idéologie qui sort son mouchoir de dentelles face au « vulgaire instrumentalisme », il n'y a rien d'autre, sous de grands airs philosophiques, que les niaiseries habituelles sur la Poste et la SNCF, si ce n'est le beau philosophe barbu de la Forêt Noire. En un mot l'État ne serait que des services publics victimes de l'aliénation feuerbachienne. L'exploitation ne s'exerce pas dans des rapports intersubjectifs, ni dans des rapports sociaux immatériels, ces rapports sont des rapports de *production*, elle s'exerce dans des conditions matérielles dessinant un territoire où l'État est on ne peut plus matériellement présent partout. L'État est un gourdin.

Instaurer la gratuité, abolir l'échange, toutes les formes de propriété, s'emparer de tous les moyens de production, de communication, de bâtiments nécessaires à la lutte, sortir de la division du travail, c'est cela déliter les rapports sociaux qui soutiennent les forces de répression et dans lesquelles elles existent. On ne vise ni le « soutien » ni la « neutralité » des forces de répression, le but c'est leur effondrement. Les mesures communistes prises comme nécessités de la lutte sont pour la révolution son arme principale. Un mouvement révolutionnaire devra s'armer, mais s'il ne fait que ça il sera inexorablement battu. Un mouvement révolutionnaire ne se limite pas à « déliter » les forces de la violence de classe de l'État, il détruit l'État spécifiquement, dans ce qu'il fait, par la destruction de ses fonctions, par la destruction de leur division. Déjà la Commune de Paris, les Soviets de 1905 et de 1917, les Conseils allemands, les Communautés espagnoles ont montré que les fonc-

tions ne sont pas « naturelles », ne vont pas de soi, donc leur division non plus, donc les appareils destinés à assurer ces fonctions non plus.

L'État iranien actuel peut disposer de toutes les milices hyper violentes qui existent sous la direction exclusive d'un autocrate-théocrate-despote, il n'empêche que comparée au moindre État démocratique, leur efficacité à long terme est inversement proportionnelle à leur violence à court terme. On a dit tout ce que l'on pouvait dire sur la Stasi de l'ex-RDA, mais quand il s'est agi d'unifier la police politique ce sont les services de l'Ouest qui ont enseigné à leurs collègues de l'Est ce qu'était la vraie police politique d'un vrai État séparé de la société, garant de son efficacité et de son rôle. Contrairement aux apparences, les vrais fonctionnaires étaient à l'Ouest, pas à l'Est. En Iran, jusqu'à présent, c'est cette *séparation de l'État* qui est l'enjeu des luttes de classes et qui, pour l'instant, malheureusement les résume.

Crise mondiale et crise iranienne

Le prolétariat est au cœur de l'incohérence comme État de cette structure qu'est la République islamique. Il s'agit de son existence et de sa reproduction dans cette structure : l'emploi, le salaire, les subventions, le logement. Son existence, les modalités de son exploitation et de sa reproduction minent cette structure politique qui se veut rapport de production, cette désagrégation apparaît au niveau de la structure politique comme l'insoutenabilité des subventions et de la reproduction des entreprises nationales. Le populisme ce n'est pas les

subventions, c'est l'ensemble de l'immersion de l'État dans la société qui le traverse, mais l'absorption-représentation du prolétariat est le problème et au niveau même de l'État, de la structure, de l'État comme rapport de production, ce problème ce sont les subventions. À partir de 2008, la crise économique mondiale est venue tout précipiter pour produire la conjoncture actuelle de crise économique et sociale *dans la politique*. La place et le rôle de la crise mondiale dans cette conjoncture semblent, au premier abord, relever du paradoxe. En effet, l'économie iranienne reste peu intégrée dans l'économie mondiale.

« La structure de son commerce extérieur est celle d'une économie pétrolière exportant essentiellement des hydrocarbures et important des produits manufacturés. De même, les investissements directs reçus par l'Iran restent faibles, avec 754 millions de dollars en 2007 (contre 1 138 millions pour le seul Qatar).

De la même manière, l'Iran est encore peu intégré dans le système financier mondial. Il n'existe pas de fonds souverain comme dans les autres pays du Golfe et le fonds de stabilisation pétrolier (FSP) mis en place en 2000, où sont accumulés les surplus pétroliers, n'effectue pas de placements à l'étranger. Par ailleurs, les investissements de portefeuille étrangers en Iran restent très faibles du fait du sous-développement des marchés financiers et de la faible ouverture de l'Iran dans ce domaine. L'Iran n'a donc pas été affecté, à travers son système financier, par la crise des *subprimes*. L'économie iranienne a néanmoins été très nettement touchée par la crise financière commencée l'année der-

nière. » (Thierry Coville, *L'Iran face à la crise*, document de L'IFRI – département Moyen-Orient/Maghreb, mai 2009). La question est donc : quels sont les canaux de transmission de la crise à l'économie iranienne ? Mais, à la question de Thierry Coville, il faut en ajouter une autre : de quelle façon spécifique l'Iran a « encaissé » cet impact de la crise ?

Parmi ces canaux de transmission, fondamentalement il y a le recul des prix du pétrole dans un pays où les exportations de brut représentaient en 2007 près de 72 % des exportations et 69 % des recettes budgétaires (si tant est que l'on puisse parler de budget en Iran). Le déficit budgétaire qui s'élevait déjà à 3,7 % du PIB a dépassé les 7 % en 2008. Le plus important pour notre analyse c'est que cet énorme dérapage des finances publiques a été comblé par des ponctions sur le fonds de stabilisation pétrolier dont la vocation était de préparer l'après-pétrole : le régime se mord la queue. Les recettes en baisse de la « manne pétrolière » (63 milliards \$ en 2007, 38,6 milliards \$ en 2008) sont injectées dans le soutien à la consommation des ménages, les investissements sont sacrifiés et, en l'absence d'accès aux financements internationaux, les grands projets dirigés par l'État sont abandonnés même en ce qui concerne les équipements gaziers et pétroliers. Naturellement l'inflation qui était de 12 % en 2005 bondit à 30 % en 2008.

L'impact de la crise économique mondiale n'a pas créé les problèmes inhérents au populisme de l'État iranien, elle en révèle les impasses et en a accéléré la

crise : question des subventions et de l'inflation³⁶. Ce sont également les entreprises publiques qui pèsent sur le budget, leurs difficultés rendent impossible de faire des économies. Il était attendu qu'elles bénéficient des recettes induites par leur privatisation, mais ces privatisations ont surtout consisté à transférer des actifs publics d'entreprises rentables à des organisations quasi publiques (fondations, entreprises des pasdarans). La situation actuelle montre la dérive de la politique budgétaire qui a consisté, depuis 2002, à dépenser des recettes gonflées par la hausse des prix du pétrole. Le plus intéressant pour la caractérisation de l'État réside dans la ventilation de ces dépenses : en 2006, un an après la première élection d'Ahmadinejad, les dépenses de « sécurité sociale » inscrite au budget de l'État ont cru de 228,7 %. Il faudrait pouvoir disposer d'une répartition précise de ces dépenses et de leurs modalités d'attribution, dans la mesure où l'État mène une politique budgétaire « clientéliste » destinée à favoriser les groupes sociaux qui soutiennent non seulement le régime mais plus précisément le président. Des contrats publics sont attribués sans appel d'offre à des entreprises appartenant aux pasdarans ; le budget 2008 a comporté une hausse des dépenses allouées aux institutions religieuses de 600 % (cf. Thierry Coville, *op. cit.*). Pour éviter leur mécontentement face à l'inflation, le pouvoir d'achat

36. On sait qu'en Iran une grande partie de l'augmentation de la masse monétaire tient au fonctionnement de la planche à billets : les fondations qui contrôlent une grande partie de l'économie iranienne ont un accès quasiment libre, discrétionnaire et sans contrôle au crédit.

des fonctionnaires a été maintenu et même augmenté : en 2006, les salaires des fonctionnaires ont enregistré une croissance située dans une fourchette de 16,2 à 18,2 % pour une inflation de 13,6 % (le secteur public en Iran représente près de 80 % de l'économie). Dans le projet de budget 2009, il était prévu que les revenus induits par la réduction des subventions seraient rassemblés dans un fonds qui serait lui-même utilisé pour faire des versements en espèces aux personnes concernées. Cependant, aucune information n'était donnée sur les critères de sélection permettant de désigner les allocataires de ce fonds (disposition finalement rejetée par le Parlement)³⁷. *En 2009 les subventions et les allocations ont englouti 30 % du budget.* En 2007 et 2008, les deux gouverneurs successifs de la banque Markazi (Banque centrale) ont démissionné du fait de leur désaccord avec le gouvernement, le signe est fort quant à la question de l'indépendance de l'État vis-à-vis de la société.

La raison mécanique de la *possibilité* de croissance inflationniste de la masse monétaire tient aux déterminations classiques de l'intoxication rentière : le gouvernement vend ses pétrodollars (ou pétro-euros) à la

37. Au Parlement dominant les « conservateurs modérés », il est intéressant de souligner la relation conflictuelle qu'Ahmadinejad entretient avec eux. Dès son élection de 2005, Ahmadinejad se démarque des « conservateurs modérés » dans le choix de ses ministres : ce sont des laïcs, jeunes, sans réputation de corruption, d'origine modeste, ayant fait des études universitaires, beaucoup ont appartenu aux pasdarans. D'une certaine façon Ahmadinejad intègre la nécessité du plus d'État.

Banque centrale d'Iran, ce qui gonfle la création monétaire, les devises détenues par la BCI ont par exemple progressé de 44,1 % en 2006. Ce qui est moins classique c'est la facilité avec laquelle ses devises deviennent la contrepartie de rials injectés dans l'économie (les subventions) par l'intermédiaire d'une politique de crédit très accommodante si ce n'est à guichet ouvert pour certains. Dans une situation fortement inflationniste, Ahmadinejad a imposé une politique monétaire expansionniste marquée par un recul, en 2007, des taux d'intérêts des crédits de 14 à 12 % dans les banques publiques, ce niveau a été maintenu en 2008 et 2009. Or, l'inflation se situant à 18,4 % en 2007 et à près de 30 % en 2008, les taux d'intérêts réels sont donc très largement négatifs, ce qui laisse filer l'inflation qui est définitoire du mode de gouvernement qu'est la République islamique³⁸.

Le plus « grave » dans ce système, c'est que l'utilisation des revenus des hydrocarbures pour alimenter une politique de subventions revient à terme à tuer la poule aux œufs d'or. Une grande partie de ces subventions est destinée au secteur de l'énergie et ont entraîné une fantastique surconsommation : l'Iran utilise autant d'énergie que la Chine pour une population vingt fois inférieure. Une part croissante de la production pétrolière est destinée à satisfaire la demande intérieure d'énergie (38,2 % en 2008), en outre sous une forme de produits raffinés que l'industrie pétrochimique iranienne est in-

38. cf. *supra*, l'échec du gouvernement dans son rapport de forces avec la banque privée Pârsian. Le conflit était en lui-même révélateur de la tension à l'État séparé.

capable de satisfaire (en 2007, 40 % de l'essence était importés et revendus au prix de 7 cents d'euro le litre).

À partir de 2009, l'étau de l'inflation (qui n'est pas, répétons-le, un pur phénomène économique objectif mais une politique)³⁹ et du déficit budgétaire se referme sur la République islamique : « Les autorités ayant dilapidé les recettes pétrolières, ne disposent plus de moyens d'opérer une relance budgétaire, ni de pratiquer la politique populiste qu'elles ont menée jusqu'ici. Il sera également difficile de soutenir l'économie par une politique monétaire expansionniste. En effet, le système bancaire iranien a été, dans un premier temps, très fragilisé par la politique de forte croissance des crédits menée par le gouvernement, pour soutenir notamment les projets à rendement rapide. Les attributions de crédit ayant été réalisées sans qu'une véritable sélection des risques ait été effectuée (nous savons pourquoi, *nda*), le montant des créances douteuses atteindrait, selon le ministre du Travail, Mahmoud Bahmani, 31 000 milliards de toumans⁴⁰, soit près de 29 % des créances des banques commerciales au secteur privé » (Thierry Coville, *op. cit.*). Si l'on ajoute les créances douteuses de toutes les entreprises ou fondations relevant du secteur parapublic c'est la grande majorité des créances

39. En 2008, selon le ministre du Commerce lui-même, l'inflation induite par l'augmentation du prix des produits importés ne représente que 17 % de l'augmentation des prix, 83 % étant dus à la création monétaire.

40. Le touman ou toman est une unité de compte valant 10 rials. En septembre 2009, le taux de change officiel du rial tournait autour de 14 500 rials pour un euro.

douteuses accumulées par les banques iraniennes qui ont pour origine l'État dont la faillite demeure virtuelle pour la seule raison que les banques sont iraniennes et travaillent dans la même monnaie que l'État.

Avec cet endettement qui confine à la faillite, alimenté par la création monétaire qui propulse l'inflation vers des sommets, ce sont les quelques secteurs exportateurs autres que les hydrocarbures qui sont menacés (sidérurgie, agroalimentaire). Afin de « lutter contre l'inflation », le gouvernement d'Ahmadinejad avait choisi de favoriser les importations, ce qui a conduit à un effondrement des parts de marché de nombreux secteurs industriels et agricoles iraniens. Les producteurs iraniens de coton ont été obligés de réduire leur prix pour faire face à la concurrence étrangère ce qui a conduit à une baisse de 25 % de leurs revenus (ce qui n'est pas sans incidence sur l'attitude ambivalente de la paysannerie à l'égard de la République islamique). « Or le recul des prix dans des secteurs qui, dans la plupart des cas, appartiennent au domaine public et sont peu rentables peut conduire à des pertes, qui engendreront à leur tour un accroissement des crédits bancaires publics pour les financer. Une telle éventualité contribuerait également à une accélération de l'inflation. » (Thierry Coville, *op. cit.*).

Il est quasiment impossible pour la République islamique de réformer l'économie iranienne dans ce contexte inflationniste alors qu'elle est elle-même intrinsèquement liée à ce processus inflationniste qui lamine les revenus d'une grande partie de la population. Une suppression des subventions principalement

sur l'énergie risque d'entraîner un très fort choc inflationniste et des troubles sociaux graves comme lorsque la chose avait été tentée en 2006. Un des arguments du bazar quand il a protesté contre la mise en place d'une TVA en octobre 2008 a justement été qu'une telle réforme risquait d'accélérer l'inflation⁴¹.

Conclusion

La politique économique et la gestion des rapports sociaux auxquels correspond la République islamique n'est plus tenable, mais si ses adversaires du parti de la liberté, de la démocratie, de la transparence, de l'ouverture au monde, si le *parti de la révolution culturelle* l'emporte, la cure d'austérité et de misère que va endurer la population iranienne, en dehors des catégories sociales qui s'inséreront dans l'économie mondiale, est encore difficilement imaginable malgré la relance de l'économie informelle qui accompagnerait une telle insertion. Dans une situation où les inégalités en matière de distribution n'ont fait que croître, principalement dans les zones urbaines, les ouvriers dont le pouvoir d'achat a été réduit sont cependant amenés à entrer en masse dans ce mouvement dont le succès dépend en définitive d'eux (essentiellement le blocage du secteur des hydrocarbures), mais ils y entrent avec toutes les préventions qu'ils portent à l'encontre des « réformateurs » qu'ils ont vus à l'œuvre (même si maintenant le choix n'est plus entre deux tendances de la République

41. Il est très délicat de développer un système fiscal dans un pays pétrolier, car toutes les couches de la population sont habituées à un très faible niveau d'imposition.

islamique). Ils y entrent avec leurs revendications matérielles propres, mais il y a fort à craindre que celles-ci soient englobées, retravaillées, traduites dans les termes de l'enjeu politique dans lequel les contradictions sociales se sont construites. En effet, la lutte du prolétariat et même la révolution ne sont pas l'irruption d'une subjectivité (plus ou moins libre, plus ou moins déterminée) mais un moment du rapport du mode de production capitaliste à lui-même à l'intérieur de lui-même, ceux qui verront là de l'objectivisme oublient seulement que le prolétariat est une classe du mode de production capitaliste et que celui-ci est lutte des classes. La question du rapport entre la situation objective et la subjectivité – qui est isolée de l'auto-contradiction du mode de production capitaliste – est une question purement scolastique.

Le résultat pour le moins paradoxal de la République islamique est d'avoir créé en Iran une société spécifiquement capitaliste pour laquelle elle est devenue un rapport de production caduc. Avec les sanctions internationales, les États-Unis et l'Europe signifient au pouvoir politique iranien qu'il n'a pas joué le jeu que lui signifiait le propre développement de la société qui se déroulait sous lui. Les sanctions, ce sont la sanction de son inadéquation.

Si la crise actuelle est politique c'est non seulement parce que l'État est toujours l'*enjeu* central de toute lutte importante mais aussi, spécifiquement, parce qu'en Iran il est le *lieu* de la lutte des classes. L'enjeu actuel qui mobilise la population de façon interclassiste est qu'il ne le soit plus.





Table des matières

Quand l'analyse éclaire l'intuition !	7
De la politique en Iran	31
<i>Le prolétariat dans la question politique</i>	33
<i>La politique et ses enjeux</i>	45
<i>Un rendez-vous manqué</i>	51
<i>Retour sur la « Révolution » et les prolétaires</i>	60
<i>Le populisme</i>	68
<i>La République islamique</i>	72
<i>Le prolétariat</i>	91
<i>La révolution n'a pas de chemin national</i>	112
<i>La question agraire ou les paysans dans la lutte des classes</i>	119
<i>Le parti idéologique</i>	137
<i>Une lutte idéologique dont l'enjeu est la mise en forme de l'État comme État séparé</i>	148
<i>Crise mondiale et crise iranienne</i>	159
<i>Conclusion</i>	167

Déjà parus

Le Démocratisme radical

Roland SIMON

Le Travail et son Dépassement

Bruno ASTARIAN

THÉORIE DU COMMUNISME VOLUME I

Fondements critiques d'une théorie de la révolution

Au-delà de l'affirmation du prolétariat

Roland SIMON

Moyen-Orient 1945-2002 :

histoire d'une lutte de classes

Théo COSME

Rupture dans la théorie de la révolution

Textes 1965-1975 présentés par François Danel

Collectif

À l'assaut du ciel

*Composition de classe et lutte de classe
dans le marxisme autonome italien*

Steve WRIGHT

Les Émeutes en Grèce

Théo COSME

Histoire critique de l'ultragauche

Collectif

Ouvriers contre le travail

Michael SEIDMAN